



Budget des dépenses 2026-2027

Publié : le 2026-02-23

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor 2026,

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue BT31-2F-PDF
ISSN: 1702-5133

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Main Estimates 2026-27

Budget des dépenses 2026-2027

Sur cette page

- [Introduction](#)
- [Sommaire du budget des dépenses](#)
- [Comparaison du budget fédéral de 2025 et des budgets des dépenses](#)
- [Renseignements supplémentaires](#)
- [Budget des dépenses par organisation](#)
- [Budget des dépenses 2026-2027](#)

► Dans cette section

- [Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2026-2027](#)



[Sommaire de l'organisation](#)
([CSV \(Comma separated values\), 92 Ko \(Kilo octets\)](#))



Liste des paiements de transfert
(CSV (Comma separated values), 105 Ko (Kilo octets)).

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits, soit par l'adoption d'autres lois. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, le président du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Le présent Budget principal des dépenses est le premier budget des dépenses de l'exercice 2026-2027. Le président du Conseil du Trésor présentera deux projets de loi visant à fournir des crédits pour les besoins en matière de dépenses présentés dans ce budget : un projet de loi de crédits provisoires, déposé en mars, qui prévoit des autorisations de dépenser suffisantes pour les trois premiers mois de l'exercice, et un projet de loi sur la totalité des crédits, déposé en juin 2026.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2026-2027 présente des dépenses budgétaires totalisant 502,8 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 230,4 milliards de dollars et des

dépenses législatives prévues de l'ordre de 272,4 milliards de dollars. Il présente également des dépenses non budgétaires totalisant 2,9 milliards de dollars.

Ces sommes reflètent des décisions de financement antérieures, telles que des initiatives annoncées dans de précédents budgets fédéraux et les réductions approuvées dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses (EED). Les plans ministériels, qui seront déposés peu après le présent budget des dépenses, fourniront des détails supplémentaires sur l'EED et sur la façon dont les ressources financières seront utilisées pour obtenir les résultats prévus.

Tableau 1. Comparaison - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés	204,61	222,90	247,72	230,43
Postes législatifs	269,18	263,99	262,97	272,40
Total des dépenses budgétaires	473,79	486,89	510,68	502,83
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés	0,23	0,10	0,12	0,03
Postes législatifs	110,53	1,07	5,30	2,91

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses non budgétaires	110,75	1,17	5,43	2,93

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.

Dans le tableau suivant, vous trouverez une comparaison des composantes budgétaires votées et législatives du budget principal des dépenses sur une période de dix ans.

Tableau 2. Comparaison du Budget principal des dépenses à long terme

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027
Dépenses budgétaires										
Crédits votés	102,1	112,9	125,6	125,1	141,9	190,3	198,2	191,6	222,9	230,4
Postes législatifs	155,8	163,1	174,0	179,5	200,3	207,3	234,8	257,6	264,0	272,4
Total des dépenses budgétaires	257,9	276,0	299,6	304,6	342,2	397,6	432,9	449,2	486,9	502,8

Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.

Dépenses votées

Le présent budget des dépenses présente l'information à l'appui de l'autorisation de dépenser que le gouvernement demande au Parlement au moyen de crédits annuels :

- 230,4 milliards de dollars au titre des dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers et paiements à des sociétés d'État;
- 26,7 millions de dollars au titre des dépenses non budgétaires – recettes et débours nets liés à des prêts, placements et avances.

Parmi les 130 organisations qui présentent des besoins en matière de financement dans le présent budget, six d'entre elles demandent plus de 10 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées :

- le ministère de la Défense nationale (48,4 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (23,9 milliards de dollars);
- le ministère de l'Emploi et du Développement social (13,6 milliards de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (11,8 milliards de dollars);
- le Secrétariat du Conseil du Trésor (11,8 milliards de dollars);
- le ministère de la Santé (10,4 milliards de dollars).

Les dépenses votées reflètent une augmentation importante des dépenses prévues pour la défense, par rapport au budget principal des dépenses et au budget des dépenses à ce jour pour 2025-2026.

Dépenses législatives

Les dépenses législatives prévues par ministère sont incluses dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur l'estimation des dépenses totales. De la somme des dépenses législatives prévues, 272,4 milliards de dollars correspondent aux dépenses budgétaires, ce qui comprend le coût du service de la dette publique. Cette somme ne comprend pas les prestations versées à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi ni les dépenses prévues par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (notamment l'Allocation canadienne pour enfants).

Le Budget principal des dépenses de 2026-2027 indique les prévisions à jour publiées dans le budget fédéral de 2025. Les changements importants dans les dépenses budgétaires législatives par rapport au Budget principal des dépenses de 2025-2026 comprennent :

- des augmentations des principaux paiements de transfert, notamment les prestations aux aînés, le Transfert canadien en matière de santé et la péréquation fiscale;
- une hausse de l'intérêt sur la dette non échue;
- la suppression progressive des remises et autres distributions de revenus liées à l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1er avril 2025.

On prévoit des dépenses législatives nettes de 2,9 milliards de dollars pour les prêts, les placements et les avances.

Composition du budget des dépenses

La majorité des dépenses pour le Budget principal des dépenses 2026-2027 consiste en des paiements de transfert, c'est-à-dire des sommes versées aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des

particuliers. Les paiements de transfert représentent environ 59,8 % des dépenses budgétaires, ou 300,5 milliards de dollars. Les dépenses de fonctionnement et en capital représentent environ 29,5 % des dépenses budgétaires ou 148,6 milliards de dollars, tandis que les frais de la dette publique (à l'exclusion des paiements d'intérêts relatifs aux contrats de location-acquisition) constituent environ 10,7 % des dépenses, ou 53,7 milliards de dollars.

Dans le Budget principal des dépenses, le terme « capital » désigne les dépenses liées aux immobilisations fédérales. Cette utilisation est fondée sur les normes comptables du secteur public canadien et correspond à la présentation des informations dans le volume II des Comptes publics du Canada. Le Cadre de budgétisation des investissements en capital, expliqué dans l'annexe 2 du budget fédéral de 2025, est une mesure plus large des dépenses ou des incitatifs fiscaux qui contribuent à la formation de capital dans le secteur public ou privé.

Tableau 3. Composition - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Paiements de transfert	295,24	294,75	302,42	300,52
Dépenses de fonctionnement et en capital	130,56	143,08	159,21	148,57
Frais de la dette publique	48,00	49,06	49,06	53,74

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaire	473,79	486,89	510,68	502,83
Dépenses non budgétaires				
Activités liées aux prêts, placements et avances	110,75	1,17	5,43	2,93
Total des dépenses non budgétaire	110,75	1,17	5,43	2,93
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.				

Comparaison du budget fédéral de 2025 et des budgets des dépenses

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2025 et les budgets des dépenses de 2026-2027. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Tableau 4. Comparaison du budget fédéral de 2025 et du Budget principal des dépenses

	2026-2027 (milliards de dollars)
Budget principal des dépenses de 2026-2027	502,8
Notamment: En lien avec le Budget fédéral de 2025	14,7
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses Notamment :	77,2
Prestations d'assurance-emploi	31,9
Allocation canadienne pour enfants	31,0
Autres crédits d'impôt et remboursements	14,3
Plus : Recettes nettes	15,9
Moins : Rajustements comptables et autres	(7,6)
Budget fédéral de 2025 (Total - Dépenses projetées pour 2025-2026)	588,3

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et budgétaire (ci-après dénommés collectivement « le budget fédéral »), les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans le budget fédéral. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans le budget fédéral sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Le budget fédéral est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont

versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment du budget fédéral de 2025 et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires

Changements au Budget principal des dépenses 2025-2026

Les autorisations nouvelles ou modifiées suivantes sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- L'Agence des services frontaliers du Canada passe de l'annexe 2 à l'annexe 1 du projet de loi de crédits. Les sommes affectées en 2026-2027 à l'Agence sont accordées pour cet exercice financier seulement;
- L'Agence des services frontaliers du Canada modifie le libellé du crédit 1 afin de supprimer une autorisation de dépenser des recettes. En tant que société d'État, l'Agence a le pouvoir légal de dépenser des recettes;
- La Régie canadienne de l'énergie modifie le libellé du crédit 1 afin de supprimer une autorisation de dépenser des recettes. En tant que société d'État, la Régie a le pouvoir légal de dépenser des recettes;
- Le Service correctionnel du Canada modifie le crédit 5 pour supprimer la mention des paiements qui ne sont pas capitalisés en vertu des normes comptables actuelles et qui ne sont pas payés à partir du crédit;

- Le ministère des Finances modifie le libellé du crédit 5 afin d'établir le montant maximal de l'aide en paiements directs accordée à l'Association internationale de développement pour l'exercice 2026-2027;
- Le ministère des Finances ajoute le crédit L25 pour établir le montant maximal des prêts consentis à l'Association internationale de développement pour l'exercice 2026-2027;
- Le ministère des Finances ajoute les crédits L30 et L35 pour établir le montant maximal des garanties d'emprunt accordées à Naftogaz, une société d'État ukrainienne, et au gouvernement de l'Ukraine;
- Le ministère des Pêches et des Océans modifie le libellé du crédit 1 afin de supprimer les pouvoirs de dépenser les recettes et d'effectuer des avances recouvrables liés à la Garde côtière canadienne;
- Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le libellé du crédit 20 afin d'établir le montant maximal de l'aide en paiements directs accordée aux institutions financières internationales pour l'exercice 2026-2027;
- Le ministère de la Justice modifie le crédit 1 pour tenir compte de la prestation de services obligatoires et facultatifs aux ministères fédéraux et pour simplifier et moderniser le pouvoir de dépenser des recettes;
- Le ministère de la Défense nationale modifie le libellé du crédit 1 afin d'établir un montant maximal pour le total des engagements à l'égard des crédits 1, 5 et 10.

La présentation alphabétique des organisations dans la publication française a été modifiée afin de correspondre aux lois de crédits. La publication anglaise n'est pas affectée.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- un résumé des exigences financières;
- une comparaison du budget fédéral de 2025 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2026-2027;
- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale (s'ils ont une incidence sur les budgets des dépenses pour l'exercice) et des nouvelles autorisations nécessaires;
- les détails du financement par organisation;
- des annexes proposées au projet de loi de crédits.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet, conformément au Cadre ministériel des résultats de chaque organisation;
- les soldes d'ouverture des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 130 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2026-2027. Plus d'information sur chaque organisation peut être trouvée dans la Partie II – Budget principal des dépenses.

Tableau 5. Budget des dépenses par organisation (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1 079 165 190	1 201 924 450	1 215 468 950	562 129 853
Administration du pipe-line du Nord	400 246	567 540	567 540	569 520
Agence canadienne de développement économique du Nord	80 976 370	77 835 040	111 318 462	134 263 076
Agence canadienne de l'eau	43 218 773	84 831 831	84 781 231	81 026 925
Agence canadienne d'évaluation d'impact	104 787 243	115 435 790	115 435 790	109 484 984
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 039 748 970	916 844 964	925 927 687	839 092 362
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	337 630 440	331 229 323	422 697 101	415 837 510
Agence de développement économique du Pacifique Canada	136 548 632	140 291 293	214 553 162	180 582 915
Agence de la santé publique du Canada	1 534 914 270	1 826 491 705	1 895 022 524	1 527 423 768
Agence de promotion économique du Canada atlantique	400 468 299	362 024 356	416 594 564	389 405 777

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Agence des services frontaliers du Canada	3 008 932 959	2 992 971 949	3 010 144 240	3 069 895 577
Agence du revenu du Canada	22 179 323 307	10 375 216 596	10 622 929 278	6 273 543 680
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	64 063 131	71 804 491	101 437 368	83 686 329
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	258 595 785	267 831 501	405 123 893	389 707 534
Agence Parcs Canada	1 368 745 848	1 267 895 970	1 375 855 371	1 293 436 573
Agence spatiale canadienne	634 726 541	834 080 831	1 356 460 647	913 938 318
Autorité du pont Windsor-Détroit	944 189 291	343 086 058	450 116 619	223 215 674
Bibliothèque du Parlement	62 079 434	67 634 346	67 634 346	69 487 195
Bibliothèque et Archives du Canada	212 373 163	208 150 119	208 125 066	184 597 263
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	42 977 085	41 123 756	41 123 756	41 516 756
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	6 919 489	8 063 518	8 063 518	7 682 095
Bureau de l'infrastructure du Canada	617 549 899	0	0	0

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	804 198 460	846 957 744	846 957 744	930 623 440
Bureau du commissaire au renseignement	2 059 410	2 635 580	2 635 580	2 650 617
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	8 532 829	9 164 919	9 164 919	9 391 804
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 104 690	1 652 182	1 652 182	1 689 890
Bureau du Conseil privé	251 744 189	278 201 513	285 155 618	252 265 293
Bureau du directeur des poursuites pénales	254 250 062	227 301 597	234 529 599	229 440 707
Bureau du directeur général des élections	313 279 692	691 627 656	691 627 656	274 171 951
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 650 298	8 491 923	8 491 923	8 160 981
Bureau du secrétaire du gouverneur général	29 630 609	25 960 068	25 960 068	26 276 025
Bureau du surintendant des institutions financières	312 927 229	358 248 892	358 248 892	382 073 124
Bureau du vérificateur général	132 403 257	136 240 285	134 231 056	136 428 682
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	14 879 172	13 680 957	13 680 957	15 508 377
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	101 439 027	108 984 518	125 890 847	135 396 626

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Centre de la sécurité des télécommunications	1 088 532 260	1 220 576 186	1 660 204 059	2 007 168 706
Centre de recherches pour le développement international	160 270 169	159 359 769	167 359 769	139 273 031
Chambre des communes	644 102 282	656 529 409	684 269 575	669 014 684
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	6 688 499	6 774 073	6 774 073	6 835 690
Comité externe d'examen des griefs militaires	8 403 193	8 511 433	8 511 433	8 414 821
Commissariat à l'intégrité du secteur public	6 764 763	7 928 224	7 928 224	8 077 875
Commissariat au lobbying	6 090 124	6 081 241	6 081 241	6 146 261
Commissariat aux langues officielles	26 148 095	26 701 150	26 687 450	27 033 917
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	55 017 129	56 175 110	56 175 110	55 531 104
Commission canadienne des droits de la personne	41 564 092	39 491 498	40 292 916	38 268 771
Commission canadienne des grains	16 884 985	28 289 764	28 536 573	24 283 185
Commission canadienne de sûreté nucléaire	202 442 088	185 065 842	185 051 942	190 308 129

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Commission canadienne du lait	5 148 853	5 088 203	5 088 203	4 808 231
Commission canadienne du tourisme	115 967 712	125 027 800	125 027 800	93 365 772
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	16 206 050	16 864 282	17 301 457	29 229 106
Commission de la capitale nationale	150 820 480	179 777 651	198 692 651	161 956 281
Commission de la fonction publique	100 126 006	103 213 573	103 351 973	100 257 842
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	352 875 031	345 397 322	345 207 822	344 133 766
Commission des champs de bataille nationaux	18 928 380	19 243 354	27 632 094	16 662 344
Commission des débats des chefs	669 229	3 522 889	3 522 889	3 030 623
Commission des libérations conditionnelles du Canada	76 929 830	72 447 663	72 447 663	71 571 278
Commission d'examen des erreurs du système judiciaire	0	0	139 789	9 349 976
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 776 668	5 877 270	6 127 270	6 242 645

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Commission du droit d'auteur	5 073 306	4 730 579	4 730 579	4 774 176
Commission du droit du Canada	4 040 229	3 894 054	3 894 054	3 419 602
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 874 904	7 464 493	11 314 483	8 395 715
Conseil canadien des normes	25 591 119	26 059 253	26 184 253	18 912 125
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	21 268 519	21 866 254	21 866 254	17 565 107
Conseil de recherches en sciences humaines	1 297 267 958	1 328 398 028	1 328 508 183	1 408 418 670
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 468 578 249	1 506 621 011	1 512 929 242	1 616 770 624
Conseil des Arts du Canada	364 283 160	360 142 160	360 312 160	357 666 546
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	13 687 100	18 128 932	18 128 932	17 212 192
Conseil national de recherches du Canada	1 708 014 071	1 762 178 965	1 957 826 192	1 915 140 152
Corporation commerciale canadienne	13 792 138	13 792 138	13 792 138	13 772 022
École de la fonction publique du Canada	98 781 330	94 053 264	96 253 932	88 055 308

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Énergie atomique du Canada limitée	1 433 600 000	1 945 655 529	1 947 025 222	1 704 470 844
Fondation canadienne des relations raciales	12 092 410	12 000 000	11 990 800	12 000 000
Gendarmerie royale du Canada	5 744 371 891	6 076 417 678	6 319 123 465	6 286 720 991
Instituts de recherche en santé du Canada	1 424 372 236	1 374 978 697	1 376 931 655	1 487 399 731
Investir au Canada	32 743 554	32 755 156	32 755 156	29 860 156
La Société des ponts fédéraux Limitée	17 863 915	0	1 000 000	0
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	189 641 990	295 761 948	292 032 157	263 313 989
Marine Atlantique S.C.C.	194 973 753	182 531 084	221 111 587	133 391 174
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	6 508 539 896	5 174 027 652	5 972 887 724	4 416 881 617
Ministère de la Défense nationale	33 924 795 251	35 665 011 698	45 429 911 426	50 689 069 701
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	362 694 148	278 535 562	431 763 581	334 683 876
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	4 030 500 570	3 935 670 445	4 086 922 485	3 677 569 159
Ministère de la Justice	1 350 941 125	1 170 109 298	1 272 408 472	1 173 735 531

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Ministère de la Santé	8 749 465 180	10 625 357 753	12 318 353 257	10 978 991 599
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 340 817 593	2 162 988 694	2 210 797 655	2 252 844 028
Ministère de l'Emploi et du Développement social	98 907 619 766	105 733 389 940	104 509 368 452	110 178 197 947
Ministère de l'Environnement	2 965 768 499	3 127 271 128	3 134 059 661	1 711 705 773
Ministère de l'Industrie	4 843 459 888	8 591 437 915	8 769 398 937	8 843 046 848
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	9 044 090 743	8 437 090 075	9 371 708 678	7 224 120 822
Ministère des Anciens Combattants	7 630 043 185	7 830 735 401	8 145 362 279	8 171 287 460
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	368 962 160	407 142 146	407 142 146	414 566 238
Ministère des Finances	143 259 846 686	149 839 931 447	149 738 991 225	158 271 364 374
Ministère des Pêches et des Océans	5 215 031 054	6 052 547 178	6 206 618 825	1 885 760 141
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	14 249 650 919	13 040 301 182	14 564 543 859	11 868 639 770
Ministère des Ressources naturelles	4 419 629 198	5 132 577 391	5 157 575 815	4 878 808 102

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Ministère des Services aux Autochtones	26 482 739 882	25 321 435 316	27 132 497 570	24 095 181 910
Ministère des Transports	3 621 009 429	3 176 936 463	3 288 456 562	3 940 442 707
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	5 451 590 462	7 262 901 604	7 316 956 319	5 929 171 521
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	7 351 328 354	9 084 332 795	9 096 924 311	10 452 471 061
Ministère du Patrimoine canadien	2 140 649 974	2 095 587 968	2 219 457 260	1 857 662 321
Musée canadien de la nature	36 378 308	29 288 223	35 148 045	30 041 517
Musée canadien de l'histoire	83 226 822	78 060 568	81 953 458	76 855 199
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	10 024 370	8 799 370	9 916 370	8 080 571
Musée canadien des droits de la personne	28 589 790	26 906 790	28 755 883	25 407 184
Musée des beaux-arts du Canada	50 020 493	48 424 493	50 580 493	48 831 313
Musée national des sciences et de la technologie	38 440 940	40 472 693	41 242 693	41 029 594
Office des transports du Canada	58 705 513	57 088 618	57 056 418	35 702 168
Office national du film	82 474 995	73 272 888	78 139 888	72 476 403

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	21 379 095	21 294 509	21 294 509	21 366 957
Parc Downsview Park Inc.	0	1	1	0
Régie canadienne de l'énergie	130 962 833	116 971 846	124 842 043	119 372 758
Registraire de la Cour suprême du Canada	51 321 994	50 015 522	50 015 522	52 430 167
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	18 839 499	19 604 782	19 591 882	18 438 436
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	8 124 909	7 901 183	7 901 183	6 419 139
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	3 093 354	3 760 374	3 760 374	3 543 816
Secrétariat du Conseil du Trésor	11 036 272 973	9 801 539 394	11 912 923 273	11 835 071 239
Sénat	129 939 835	139 258 436	139 258 436	141 409 806
Service administratif des tribunaux judiciaires	135 721 307	208 740 525	214 883 067	188 741 693
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	85 959 301	82 470 273	87 229 416	79 351 598

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Service canadien du renseignement de sécurité	813 017 414	980 139 971	992 372 336	1 012 856 183
Service correctionnel du Canada	3 600 517 417	3 862 529 485	4 017 752 500	4 000 574 185
Service de protection parlementaire	107 824 767	119 637 312	119 637 312	120 950 801
Services partagés Canada	2 617 013 300	2 490 133 957	2 550 112 827	2 361 524 776
Société canadienne des postes	22 210 000	1 056 210 000	2 064 210 000	22 210 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	5 443 589 624	6 367 704 082	6 468 812 197	6 128 083 371
Société du Centre national des Arts	59 524 537	57 122 713	57 772 713	56 681 299
Société Radio-Canada	1 425 237 411	1 425 237 411	1 575 237 411	1 383 252 311
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	36 467 311	35 033 359	36 043 283	37 518 933
Statistique Canada	734 272 654	827 908 530	827 042 672	1 056 027 729
Téléfilm Canada	158 302 331	162 955 591	165 055 591	111 632 291
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	21 260 607	23 073 258	23 073 258	23 079 330
VIA HFR - VIA TGF Inc.	69 825 000	597 022 518	597 022 518	710 159 448

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
VIA Rail Canada Inc.	878 574 403	1 337 761 231	2 315 124 045	1 152 590 245
Total des dépenses budgétaires	473 792 988 107	486 891 515 147	510 683 598 690	502 830 737 329
Dépenses non budgétaires				
Commission canadienne du lait	98 989 758	0	0	0
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	70 892 642	0	0	0
Ministère de la Défense nationale	(3 510 233)	0	0	0
Ministère de l'Emploi et du Développement social	2 853 061 454	1 227 916 527	2 960 361 456	1 756 185 666
Ministère de l'Industrie	(1 400 000 000)	800 000	800 000	800 000
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	215 542 256	78 000 000	98 000 000	0
Ministère des Finances	109 093 075 367	0	2 500 000 001	1 287 438 749
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	16 589 642	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	2 880 526	0	0	0
Service correctionnel du Canada	(220)	0	0	0

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(194 777 830)	(158 996 869)	(158 996 869)	(135 400 563)
Total des dépenses non budgétaires	110 752 743 362	1 173 622 658	5 426 067 588	2 934 926 852

Budget des dépenses 2026-2027

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Raison d'être

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État qui a pour mandat de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien. L'ACSTA a pour but de fournir un niveau de contrôle de sûreté efficace, uniforme et professionnel au Canada, respectant ou surpassant les normes établies par Transports Canada, son organisme de réglementation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 6. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 079 165 190	1 201 924 450	1 215 468 950	562 129 853
Total des crédits votés	1 079 165 190	1 201 924 450	1 215 468 950	562 129 853
Total des dépenses budgétaires	1 079 165 190	1 201 924 450	1 215 468 950	562 129 853

Tableau 7. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	455 493 772	106 636 081	0	0	562 129 853
Total	455 493 772	106 636 081	0	0	562 129 853

Administration du pipe-line du Nord

Raison d'être

L'Administration du pipe-line du Nord (l'Administration) a été créée en vertu de la *Loi sur le pipe-line du Nord* en 1978, ainsi que dans le contexte de l'Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur les principes applicables à un pipe-line pour le transport du gaz naturel du Nord (1977). L'Administration a comme mandat d'assumer les responsabilités du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la planification et à la construction de la partie canadienne du réseau proposé de transport de gaz naturel de l'Alaska. L'Administration joue un rôle clé en appuyant un processus réglementaire d'approbation efficace et rapide, tout en veillant à la protection de l'environnement et en optimisant les avantages pour le Canada sur le plan socioéconomique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 8. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration du pipe-line du Nord

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	396 102	540 000	540 000

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des crédits votés	396 102	540 000	540 000	540 000
Total des postes législatifs	4 144	27 540	27 540	29 520
Total des dépenses budgétaires	400 246	567 540	567 540	569 520

Tableau 9. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Administration du pipe-line du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	569 520	0	0	0	569 520
Total	569 520	0	0	0	569 520

Tableau 10. Énumération des autorisations législatives - Administration du

pipe-line du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 144	27 540	29 520

Agence canadienne de développement économique du Nord

Raison d'être

L'Agence canadienne de développement économique du Nord est l'organisme de développement régional du gouvernement du Canada responsable de faciliter le développement économique dans les territoires.

L'Agence travaille dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et ordres de gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 11. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	23 609 050	23 914 472	25 998 613	31 547 131
5	Subventions et contributions	55 182 410	51 424 369	82 678 430	99 307 483
Total des crédits votés		78 791 460	75 338 841	108 677 043	130 854 614
Total des postes législatifs		2 184 910	2 496 199	2 641 419	3 408 462
Total des dépenses budgétaires		80 976 370	77 835 040	111 318 462	134 263 076

Tableau 12. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les territoires	24 308 235	0	99 307 483	0	123 615 718

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	10 647 358	0	0	0	10 647 358
Total	34 955 593	0	99 307 483	0	134 263 076

Tableau 13. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence canadienne de développement économique du Nord (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	309 665	7 500 000	7 500 000
Subventions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	0	0	2 638 972
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	170 646	500 000	500 000
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	31 862 395	28 177 087	70 762 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	13 150 000	13 200 000	13 200 000
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	5 352 704	0	4 706 511

Tableau 14. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne de développement économique du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 184 910	2 641 419	3 408 462

Agence canadienne de l'eau

Raison d'être

L'Agence canadienne de l'eau améliore la collaboration fédérale en matière d'eau douce au Canada et élabore et coordonne des approches pangouvernementales pour l'intendance de l'eau douce; elle fait progresser la protection et la restauration des écosystèmes d'eau douce, en s'appuyant sur les sciences et les savoirs autochtones; et elle collabore

de manière proactive aux occasions favorables et aux défis liés à l'eau douce. Pour ce faire, il faudra établir des relations et travailler en étroite collaboration avec les partenaires (par exemple, les autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les territoires et les peuples autochtones) et les intervenants afin de s'acquitter de ces responsabilités.

Des renseignements supplémentaires sont disponibles dans le plan ministériel de l'Agence canadienne de l'eau.

Tableau 15. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne de l'eau

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	17 183 147	38 128 483	38 077 883	34 693 471
5	Contributions	24 330 459	42 765 417	42 765 417	42 244 658
Total des crédits votés		41 513 606	80 893 900	80 843 300	76 938 129
Total des postes législatifs		1 705 167	3 937 931	3 937 931	4 088 796
Total des dépenses budgétaires		43 218 773	84 831 831	84 781 231	81 026 925

**Tableau 16. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Agence canadienne de l'eau**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Intendance de l'eau douce	26 703 827	150 000	42 244 658	0	69 098 485
Services internes	11 898 440	30 000	0	0	11 928 440
Total	38 602 267	180 000	42 244 658	0	81 026 925

**Tableau 17. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence
canadienne de l'eau (dollars)**

	Dépenses réelles 2024- 2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Contributions à l'appui de l'intendance de l'eau douce	24 330 459	42 765 417	42 244 658

**Tableau 18. Énumération des autorisations législatives - Agence
canadienne de l'eau - Budgétaire (dollars)**

	Dépenses réelles 2024- 2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	--------------------------------------------	--------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 705 167	3 937 931	4 088 796

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Raison d'être

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) est chargée de réaliser ou d'administrer des évaluations d'impact de projets désignés afin de cerner et d'atténuer les effets négatifs potentiels relevant de la compétence fédérale, ainsi que des évaluations régionales et stratégiques.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'AEIC.

Tableau 19. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	74 941 706	84 212 146	78 212 146	78 490 986

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
5 Subventions et contributions	21 253 902	21 036 903	27 036 903	20 738 903
Total des crédits votés	96 195 608	105 249 049	105 249 049	99 229 889
Total des postes législatifs	8 591 635	10 186 741	10 186 741	10 255 095
Total des dépenses budgétaires	104 787 243	115 435 790	115 435 790	109 484 984

Tableau 20. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Évaluation d'impact	69 375 835	0	20 738 903	(8 001 000)	82 113 738
Services internes	27 371 246	0	0	0	27 371 246
Total	96 747 081	0	20 738 903	(8 001 000)	109 484 984

Tableau 21. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence canadienne d'évaluation d'impact (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	3 362 728	4 000 000	4 000 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et de dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones	17 441 174	16 566 903	16 268 903
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	450 000	470 000	470 000

Tableau 22. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'évaluation d'impact - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 591 635	10 186 741	10 255 095

Agence canadienne d'inspection des aliments

Raison d'être

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) est un grand organisme de réglementation à vocation scientifique dont les employés travaillent à l'échelle du Canada, soit dans la région de la capitale nationale et dans quatre centres opérationnels : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien.

L'ACIA se consacre à la salubrité des aliments, à la santé des animaux et à la protection des végétaux afin de contribuer à la protection de l'environnement, à la santé de l'économie et à la santé et au bien-être de la population du Canada. De plus, pour favoriser l'accès aux marchés, l'ACIA travaille avec les partenaires commerciaux du Canada pour s'assurer que les produits canadiens répondent aux exigences techniques des pays importateurs de sorte à permettre l'expansion, l'obtention, le rétablissement ou le maintien de l'accès aux marchés.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ACIA.

Tableau 23. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	772 658 833	735 988 289	750 166 344	659 250 906
5	Dépenses en capital	38 323 011	19 777 389	14 465 325	17 977 389
Total des crédits votés		810 981 844	755 765 678	764 631 669	677 228 295
Total des postes législatifs		228 767 126	161 079 286	161 296 018	161 864 067
Total des dépenses budgétaires		1 039 748 970	916 844 964	925 927 687	839 092 362

Tableau 24. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	643 413 661	10 421 296	13 100 000	0	666 934 957
Services internes	164 601 312	7 556 093	0	0	172 157 405

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	808 014 973	17 977 389	13 100 000	0	839 092 362

Tableau 25. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence canadienne d'inspection des aliments (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	2 211 140	600 000	600 000
Total des postes législatifs	72 976 676	12 500 000	12 500 000

Tableau 26. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'inspection des aliments - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	90 456 162	95 796 018	96 364 067

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	64 810 540	53 000 000	53 000 000
Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. 1997, ch. 6)	72 976 676	12 500 000	12 500 000

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Raison d'être

Conformément à sa loi constitutive, Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de

« promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs ».

La responsabilité essentielle de DEC est de « développer l'économie du Québec ». Pour ce faire, l'organisation appuie les entreprises et les collectivités québécoises par des investissements stratégiques en

subventions et contributions. Que ce soit par l'entremise des projets qu'il finance ou de par son rôle de maillage et d'intégrateur, DEC est un acteur fédéral clé du réseau entrepreneurial québécois.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 27. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	49 134 291	45 101 123	47 132 553	48 644 666
5	Subventions et contributions	282 428 043	279 995 038	369 131 686	360 094 322
Total des crédits votés		331 562 334	325 096 161	416 264 239	408 738 988
Total des postes législatifs		6 068 106	6 133 162	6 432 862	7 098 522
Total des dépenses budgétaires		337 630 440	331 229 323	422 697 101	415 837 510

Tableau 28. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Canada pour les

régions du Québec

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développer l'économie du Québec	30 261 483	0	360 094 322	0	390 355 805
Services internes	25 481 705	0	0	0	25 481 705
Total	55 743 188	0	360 094 322	0	415 837 510

Tableau 29. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	1 072 427	1 666 000	3 725 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	0	1 000 000	1 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	178 652 090	174 669 768	247 341 128

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	67 813 257	67 668 312	73 037 236
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	34 890 269	34 990 958	34 990 958

Tableau 30. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 053 742	6 432 862	7 098 522

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Raison d'être

L'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) a été établie par décret le 6 août 2021, pour promouvoir la croissance économique et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique

et pour faire valoir les intérêts de cette province dans le processus décisionnel concernant les politiques, les programmes et les projets économiques nationaux.

Tableau 31. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	33 347 559	27 591 893	31 285 264	30 007 662
5	Subventions et contributions	100 220 272	109 617 223	179 887 185	146 993 207
Total des crédits votés		133 567 831	137 209 116	211 172 449	177 000 869
Total des postes législatifs		2 980 801	3 082 177	3 380 713	3 582 046
Total des dépenses budgétaires		136 548 632	140 291 293	214 553 162	180 582 915

Tableau 32. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique en Colombie-Britannique	23 939 626	0	146 993 207	0	170 932 833
Services internes	9 650 082	0	0	0	9 650 082
Total	33 589 708	0	146 993 207	0	180 582 915

Tableau 33. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence de développement économique du Pacifique Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	212 576	2 000 000	2 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	75 947 355	78 661 578	118 334 891
Contributions destinées au Programme de développement économique du Pacifique	13 172 274	15 692 191	12 346 672

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	9 790 697	10 488 454	10 488 454
Contributions destinées au Programme Lytton Business Restart	203 620	1 800 000	2 848 190
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures Pacifique	893 750	975 000	975 000

Tableau 34. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Pacifique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 971 858	3 380 713	3 582 046

Agence de la santé publique du Canada

Raison d'être

La santé publique sous-tend les efforts organisés de la société qui visent à maintenir les personnes en santé et à éviter les blessures, les maladies et les décès prématurés. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a

instauré des programmes, des services et des politiques dans le but de protéger et de promouvoir la santé de tous les Canadiens et les Canadiennes ainsi que les résidents du Canada. Au Canada, la santé publique est une responsabilité que se partagent les trois ordres de gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les professionnels de la santé et le public.

L'ASPC a été créée au sein du portefeuille fédéral de la Santé pour respecter une promesse du gouvernement du Canada, soit de mettre davantage l'accent sur la santé publique afin de protéger et d'améliorer la santé et la sécurité de tous les Canadiens et les Canadiennes, et de favoriser le renforcement des capacités en santé publique dans l'ensemble du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ASPC.

Tableau 35. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de la santé publique du Canada

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	980 098 495	1 354 815 342	1 407 841 602	1 129 244 573
5	Dépenses en capital	12 064 679	29 450 000	29 450 000	16 725 609

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
10	Subventions et contributions	387 058 328	376 329 508	391 833 710	316 292 888
	Total des crédits votés	1 379 221 502	1 760 594 850	1 829 125 312	1 462 263 070
	Total des postes législatifs	155 692 768	65 896 855	65 897 212	65 160 698
	Total des dépenses budgétaires	1 534 914 270	1 826 491 705	1 895 022 524	1 527 423 768

Tableau 36. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence de la santé publique du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	711 830 192	12 105 609	50 891 332	0	774 827 133
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	76 781 549	0	264 427 890	0	341 209 439
Sécurité sanitaire	252 383 279	4 620 000	973 666	(950 000)	257 026 945

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	154 360 251	0	0	0	154 360 251
Total	1 195 355 271	16 725 609	316 292 888	(950 000)	1 527 423 768

Tableau 37. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence de la santé publique du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	7 347 062	31 960 613	24 423 000
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	2 197 227	1 355 000	355 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	170 559 315	161 965 460	135 568 834
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	81 701 413	82 124 534	82 124 534
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	66 813 373	65 365 316	64 821 520
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	18 057 517	26 464 203	9 000 000

Tableau 38. Énumération des autorisations législatives - Agence de la santé publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 606 422	52 484 470	51 747 956
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	11 167 214	13 412 742	13 412 742

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Raison d'être

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a été mise sur pied en 1987 (Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. (1985), ch. 41 (4e suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*) et est le ministère fédéral chargé du développement économique des provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Agence s'emploie à créer des possibilités de croissance économique au Canada atlantique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, plus novatrices et plus productives, en travaillant avec diverses collectivités en vue de développer et de diversifier leur économie, et en faisant la promotion des atouts de la région. De concert avec les gens du Canada atlantique, l'APECA renforce l'économie.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 39. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	76 791 304	70 274 559	71 162 666	70 491 619
5	Subventions et contributions	314 333 155	282 252 478	335 858 883	308 687 375
Total des crédits votés		391 124 459	352 527 037	407 021 549	379 178 994
Total des postes législatifs		9 343 840	9 497 319	9 573 015	10 226 783
Total des dépenses budgétaires		400 468 299	362 024 356	416 594 564	389 405 777

Tableau 40. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique au Canada atlantique	53 145 340	0	308 687 375	0	361 832 715
Services internes	27 573 062	0	0	0	27 573 062
Total	80 718 402	0	308 687 375	0	389 405 777

Tableau 41. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence de promotion économique du Canada atlantique (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	438 126	1 550 000	1 550 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	297 672	1 000 000	500 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	205 562 159	197 948 033	239 507 930

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	57 990 081	37 177 762	37 177 762
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	35 225 807	26 334 683	15 709 683
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 756 986	12 642 000	12 642 000
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	1 560 018	5 000 000	1 000 000
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	502 306	600 000	600 000

Tableau 42. Énumération des autorisations législatives - Agence de promotion économique du Canada atlantique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 303 981	9 573 015	10 226 783

Agence des services frontaliers du Canada

Raison d'être

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) assure la prestation de services frontaliers intégrés qui appuient les priorités en matière de sécurité nationale et qui facilitent la libre circulation des personnes et des marchandises à la frontière. Elle est chargée :

- d'appliquer la législation qui régit l'admissibilité des personnes et des marchandises à l'entrée et à la sortie du Canada;
- de repérer, de détenir et de renvoyer les personnes qui sont interdites au Canada;
- d'empêcher les marchandises illégales de traverser les frontières du Canada;
- d'assurer la salubrité des aliments, la santé des végétaux et des animaux, et la protection des ressources de base du Canada;
- d'appliquer les lois et ententes commerciales, y compris l'exercice des recours commerciaux visant à protéger l'industrie canadienne;
- d'administrer un mécanisme de recours équitable et impartial;
- de percevoir les droits et les taxes sur les marchandises importées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 43. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence des services frontaliers du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 566 314 052	2 538 380 582	2 522 405 003	2 494 760 127
5	Dépenses en capital	133 280 831	173 374 342	204 801 649	236 770 191
Total des crédits votés		2 699 594 883	2 711 754 924	2 727 206 652	2 731 530 318
Total des postes législatifs		309 338 076	281 217 025	282 937 588	338 365 259
Total des dépenses budgétaires		3 008 932 959	2 992 971 949	3 010 144 240	3 069 895 577

Tableau 44. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence des services frontaliers du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion de la frontière	1 897 167 704	233 537 375	0	0	2 130 705 079
Exécution de la loi frontalière	504 323 753	134 614	0	0	504 458 367
Services internes	431 633 929	3 098 202	0	0	434 732 131

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	2 833 125 386	236 770 191	0	0	3 069 895 577

Tableau 45. Énumération des autorisations législatives - Agence des services frontaliers du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	307 992 127	282 937 588	298 321 920
Dépenses de revenus conformément au paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	0	0	40 043 339

Agence du revenu du Canada

Raison d'être

La mission de l'Agence du revenu du Canada (ARC) est d'exécuter les programmes fiscaux, de prestations et autres, et assurer l'observation fiscale pour le compte de gouvernements dans l'ensemble du Canada, de façon à contribuer au bien-être économique et social continu des Canadiens.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ARC.

Tableau 46. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence du revenu du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	5 132 695 471	4 766 162 392	4 983 784 785	4 798 678 307
5	Dépenses en capital	76 030 232	68 403 091	73 213 476	49 200 177
Total des crédits votés		5 208 725 703	4 834 565 483	5 056 998 261	4 847 878 484
Total des postes législatifs		16 970 597 604	5 540 651 113	5 565 931 017	1 425 665 196
Total des dépenses budgétaires		22 179 323 307	10 375 216 596	10 622 929 278	6 273 543 680

Tableau 47. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Agence du revenu du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Impôt	4 930 464 308	37 442 233	0	(395 880 677)	4 572 025 86
Prestations	204 960 292	0	455 010 000	(135 545)	659 834 74

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Ombudsman des contribuables	4 609 959	0	0	0	4 609 95
Services internes	1 127 366 043	11 757 944	0	(102 050 877)	1 037 073 11
Total	6 267 400 602	49 200 177	455 010 000	(498 067 099)	6 273 543 68

Tableau 48. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence du revenu du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	6 010 237	4 420 000	4 010 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	15 880 199 254	4 585 000 000	451 000 000

Tableau 49. Énumération des autorisations législatives - Agence du revenu du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	737 892 992	686 915 502	711 114 262
Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	429 947 248	423 000 000	451 000 000
Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	350 022 000	293 913 215	263 548 934
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

Raison d'être

D'abord créée en 1987 sous forme d'initiative fédérale au sein du ministère de l'Industrie afin de contribuer à la croissance et à la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) est devenue une agence de développement régional autonome le 12 août 2021, aux termes d'un décret pris en vertu de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

FedNor s'emploie à créer des possibilités de croissance économique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, innovatrices et productives, en travaillant avec différentes collectivités à développer et à diversifier leur économie et en faisant la promotion des atouts de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 50. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	14 525 013	15 571 139	16 190 029	16 213 940
5	Subventions et contributions	47 927 226	54 179 238	83 193 225	65 156 604
Total des crédits votés		62 452 239	69 750 377	99 383 254	81 370 544
Total des postes législatifs		1 610 892	2 054 114	2 054 114	2 315 785
Total des dépenses budgétaires		64 063 131	71 804 491	101 437 368	83 686 329

Tableau 51. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence fédérale de développement économique pour le Nord

de l'Ontario

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique du Nord de l'Ontario	11 003 729	0	65 156 604	0	76 160 333
Services internes	7 525 996	0	0	0	7 525 996
Total	18 529 725	0	65 156 604	0	83 686 329

Tableau 52. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Contributions			
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	11 617 378	17 584 230	35 156 596
Contributions en vertu du Programme de développement du Nord de l'Ontario	27 191 738	26 435 000	20 840 000
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	8 318 110	8 360 008	8 360 008

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique – Langues officielles	800 000	800 000	800 000

Tableau 53. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 610 892	2 054 114	2 315 785

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

Raison d'être

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario) travaille avec les collectivités, les entreprises, les organisations à but non lucratif et les autres ordres de gouvernement du Sud de l'Ontario afin de renforcer la capacité d'innovation, de développement économique et de croissance de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 54. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	38 017 713	35 969 714	38 181 746	37 137 445
5	Subventions et contributions	216 068 069	227 536 482	362 359 533	347 638 258
Total des crédits votés		254 085 782	263 506 196	400 541 279	384 775 703
Total des postes législatifs		4 510 003	4 325 305	4 582 614	4 931 831
Total des dépenses budgétaires		258 595 785	267 831 501	405 123 893	389 707 534

Tableau 55. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	26 576 318	0	347 638 258	0	374 214 576
Services internes	15 492 958	0	0	0	15 492 958
Total	42 069 276	0	347 638 258	0	389 707 534

Tableau 56. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Contributions			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	163 547 769	192 661 221	329 458 856
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	13 289 110	13 289 110	11 285 992
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	39 231 190	21 586 151	6 893 410

Tableau 57. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 485 366	4 580 614	4 931 831

Agence Parcs Canada

Raison d'être

Parcs Canada protège et met en valeur des exemples significatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada, et en favorise chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Le parc urbain national, les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux, les canaux patrimoniaux et les aires marines nationales de conservation du Canada, dont l'Agence Parcs Canada est la fière intendante, offrent aux Canadiens plusieurs occasions d'en profiter : ils peuvent visiter et découvrir ces lieux patrimoniaux ainsi que développer un sentiment d'attachement personnel à l'égard de ces endroits, de manière à ce qu'ils revêtent une signification particulière pour eux. Parcs Canada s'acquitte de ses responsabilités en travaillant en collaboration avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres intervenants.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 58. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence Parcs Canada

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	738 147 722	734 833 000	864 851 801	626 338 961
5	Dépenses en capital	261 833 719	242 547 959	220 488 559	356 664 676
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	35 650 130	30 637 086	30 637 086	24 947 397
Total des crédits votés		1 035 631 571	1 008 018 045	1 115 977 446	1 007 951 034
Total des postes législatifs		333 114 277	259 877 925	259 877 925	285 485 539
Total des dépenses budgétaires		1 368 745 848	1 267 895 970	1 375 855 371	1 293 436 573

Tableau 59. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Agence Parcs Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	758 219 337	347 695 486	25 329 344	0	1 131 244 167
Services internes	152 723 216	9 469 190	0	0	162 192 406
Total	910 942 553	357 164 676	25 329 344	0	1 293 436 573

Tableau 60. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence Parcs Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	7 275 004	6 602 514	4 434 099
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	2 471 562	9 379 000	2 000 000
Subventions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	0	300 000	300 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention au Jardin international de la paix	22 700	22 700	22 700
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	0	22 000	22 000
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	86 630 720	52 183 740	14 080 545
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	3 758 864	3 770 000	3 770 000
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	1 358 792	700 000	700 000

Tableau 61. Énumération des autorisations législatives - Agence Parcs Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	252 197 227	190 000 000	220 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 888 300	69 877 925	65 485 539

Agence spatiale canadienne

Raison d'être

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mandat « de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique ».

L'ASC s'acquitte de ce mandat en collaboration avec l'industrie canadienne, le milieu universitaire, des organisations du gouvernement du Canada ainsi que d'autres agences spatiales et organisations internationales.

La loi habilitante, qui a reçu la sanction royale en 1990, attribuait quatre fonctions essentielles à l'ASC :

- assister le ministre pour la coordination de la politique et des programmes du gouvernement canadien en matière spatiale;
- concevoir, réaliser, diriger et gérer des programmes et des travaux liés à des activités scientifiques et industrielles de recherche et

développement dans le domaine spatial et à l'application des technologies spatiales;

- promouvoir la diffusion et le transfert des techniques spatiales au profit de l'industrie canadienne;
- encourager l'exploitation commerciale du potentiel offert par l'espace, des techniques et installations spatiales et des systèmes spatiaux.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 62. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence spatiale canadienne

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	261 723 886	282 744 971	264 352 927	312 870 750
5	Dépenses en capital	277 395 214	466 959 635	476 704 681	520 371 623
10	Subventions et contributions	79 428 212	67 018 000	598 044 814	60 981 000
Total des crédits votés		618 547 312	816 722 606	1 339 102 422	894 223 373
Total des postes législatifs		16 179 229	17 358 225	17 358 225	19 714 945
Total des dépenses budgétaires		634 726 541	834 080 831	1 356 460 647	913 938 318

**Tableau 63. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Agence spatiale canadienne**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
La présence du Canada dans l'espace	275 755 798	520 326 623	60 981 000	0	857 063 421
Services internes	56 829 897	45 000	0	0	56 874 897
Total	332 585 695	520 371 623	60 981 000	0	913 938 318

**Tableau 64. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Agence
spatiale canadienne (dollars)**

	Dépenses réelles 2024- 2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	13 168 490	11 417 000	10 540 665
Contributions			

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	40 585 446	31 432 000	29 178 000
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	25 674 276	24 169 000	21 262 335

Tableau 65. Énumération des autorisations législatives - Agence spatiale canadienne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 137 997	17 358 225	19 714 945

Autorité du pont Windsor-Détroit

Raison d'être

L'Autorité du pont Windsor-Détroit (APWD) a été créée en octobre 2012, conformément à la *Loi sur les ponts et tunnels internationaux*.

L'APWD est responsable de remplir les obligations dévolues de l'Autorité du passage en tant que signataire de l'Accord sur le passage et d'assurer l'approvisionnement, la construction et l'exploitation du pont international Gordie-Howe.

Des renseignements supplémentaires sont disponibles dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 66. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Autorité du pont Windsor-Détroit

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Autorité	944 189 291	343 086 058	450 116 619	223 215 674
Total des crédits votés	944 189 291	343 086 058	450 116 619	223 215 674
Total des dépenses budgétaires	944 189 291	343 086 058	450 116 619	223 215 674

Tableau 67. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Autorité du pont Windsor-Détroit

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Autorité du pont Windsor-Détroit	140 019 955	83 195 719	0	0	223 215 674
Total	140 019 955	83 195 719	0	0	223 215 674

Bibliothèque du Parlement

Raison d'être

La Bibliothèque du Parlement (la Bibliothèque) a été créée officiellement en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, mais ses efforts pour faire en sorte que le Parlement soit informé et accessible ont commencé avant la Confédération.

La Bibliothèque fournit aux sénateurs, aux députés et aux comités parlementaires l'information indépendante et non partisane dont ils ont besoin pour examiner les questions de l'heure, étudier la législation et tenir le gouvernement responsable de ses actes. Elle préserve le riche patrimoine documentaire du Parlement tout en optimisant l'accès à ses importantes collections. Tous les ans, elle accueille également des centaines de milliers de visiteurs au Parlement. Elle offre des visites guidées ainsi que des programmes et des produits pédagogiques, qui aident le public à comprendre le rôle du Parlement dans notre système démocratique de même que le travail important accompli par les parlementaires.

La *Loi sur le Parlement du Canada* place la Bibliothèque sous l'autorité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes.

Tableau 68. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque du Parlement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	55 442 634	60 036 276	60 036 276	61 252 843
Total des crédits votés		55 442 634	60 036 276	60 036 276	61 252 843
Total des postes législatifs		6 636 800	7 598 070	7 598 070	8 234 352
Total des dépenses budgétaires		62 079 434	67 634 346	67 634 346	69 487 195

Tableau 69. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bibliothèque du Parlement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services d'information aux parlementaires	53 274 909	0	0	(1 500 000)	51 774 909

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	17 712 286	0	0	0	17 712 286
Total	70 987 195	0	0	(1 500 000)	69 487 195

Tableau 70. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque du Parlement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 636 800	7 598 070	8 234 352

Bibliothèque et Archives du Canada

Raison d'être

En vertu de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, le mandat de Bibliothèque et Archives du Canada consiste à :

- préserver le patrimoine documentaire du Canada pour les générations actuelles et futures;
- être une source de savoir permanente accessible à tous, qui contribue à l'épanouissement culturel, social et économique de la société libre et démocratique que constitue le Canada;
- faciliter, au Canada, la collaboration des divers milieux intéressés à l'acquisition, à la préservation et à la diffusion du savoir;

- servir de mémoire permanente de l'administration fédérale et de ses institutions.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 71. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque et Archives du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	153 669 280	151 530 675	151 505 622	135 944 977
5	Dépenses en capital	41 860 961	40 979 794	40 979 794	33 394 401
Total des crédits votés		195 530 241	192 510 469	192 485 416	169 339 378
Total des postes législatifs		16 842 922	15 639 650	15 639 650	15 257 885
Total des dépenses budgétaires		212 373 163	208 150 119	208 125 066	184 597 263

Tableau 72. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bibliothèque et Archives du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Donner accès au patrimoine documentaire	54 763 011	27 497 635	288 176	(6 400 000)	76 148 822
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	62 157 682	5 896 766	0	0	68 054 448
Services internes	40 393 993	0	0	0	40 393 993
Total	157 314 686	33 394 401	288 176	(6 400 000)	184 597 263

Tableau 73. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Bibliothèque et Archives du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire	1 470 000	1 425 000	288 176

Tableau 74. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque et Archives du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 838 952	15 639 650	15 257 885

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Raison d'être

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, couramment appelé le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) dans ses activités quotidiennes, est un organisme indépendant qui a été créé en 1990 en vertu d'une loi du Parlement. Le BST fonctionne de manière indépendante des autres ministères et organismes du gouvernement afin d'éviter tout conflit d'intérêt réel ou perçu. L'unique objectif du BST consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, ferroviaire, maritime et pipelinier.

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est le ministre désigné aux fins du dépôt des rapports administratifs du BST au Parlement, tels que le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels. Le BST fait partie du portefeuille des ministères et des organismes du Conseil privé.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BST.

Tableau 75. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des

transports

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	38 661 532	36 493 889	36 493 889	36 525 038
Total des crédits votés		38 661 532	36 493 889	36 493 889	36 525 038
Total des postes législatifs		4 315 553	4 629 867	4 629 867	4 991 718
Total des dépenses budgétaires		42 977 085	41 123 756	41 123 756	41 516 756

Tableau 76. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport	33 213 405	0	0	0	33 213 405

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	8 303 351	0	0	0	8 303 351
Total	41 516 756	0	0	0	41 516 756

Tableau 77. Énumération des autorisations législatives - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 287 415	4 629 867	4 991 718

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Raison d'être

À titre d'ombudsman auprès des délinquants sous responsabilité fédérale, le Bureau de l'enquêteur correctionnel est au service des Canadiens et contribue à ce que les services correctionnels soient sécuritaires, humains et respectueux par l'entremise de sa responsabilité principale, soit la surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux. Cette surveillance inclut notamment l'examen accessible et impartial en temps opportun des préoccupations individuelles et généralisées des délinquants.

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel, même s'il est indépendant, fait partie du portefeuille de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 78. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 198 360	7 211 675	7 211 675	6 828 341
Total des crédits votés	6 198 360	7 211 675	7 211 675	6 828 341
Total des postes législatifs	721 129	851 843	851 843	853 754
Total des dépenses budgétaires	6 919 489	8 063 518	8 063 518	7 682 095

Tableau 79. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	5 670 743	0	0	0	5 670 743
Services internes	2 011 352	0	0	0	2 011 352
Total	7 682 095	0	0	0	7 682 095

Tableau 80. Énumération des autorisations législatives - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	721 129	851 843	853 754

Bureau de l'infrastructure du Canada

Raison d'être

Le Bureau de l'infrastructure du Canada a cessé d'exister lorsque le projet de loi C-59 a reçu la sanction royale le 20 juin 2024. Un nouveau ministère a été créé en vertu de la *Loi sur le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités* et assume depuis les responsabilités du Bureau.

Tableau 81. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'infrastructure du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
- Dépenses de fonctionnement	52 721 224	0	0	0
- Dépenses en capital	1 408 318	0	0	0
- Subventions et contributions	558 623 671	0	0	0
Total des crédits votés	612 753 213	0	0	0
Total des postes législatifs	4 796 686	0	0	0
Total des dépenses budgétaires	617 549 899	0	0	0

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Raison d'être

Le Commissariat à la magistrature fédérale (CMF) fournit des services à la magistrature canadienne et œuvre en faveur de l'indépendance judiciaire.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CMF.

Tableau 82. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Dépenses de fonctionnement	11 703 225	11 227 921	11 227 921	11 244 312
5 Conseil canadien de la magistrature - Dépenses de fonctionnement	2 756 109	2 813 063	2 813 063	2 713 390
Total des crédits votés	14 459 334	14 040 984	14 040 984	13 957 702
Total des postes législatifs	789 739 126	832 916 760	832 916 760	916 665 738
Total des dépenses budgétaires	804 198 460	846 957 744	846 957 744	930 623 440

Tableau 83. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services et soutien aux juges de nomination fédéral	929 067 185	0	0	(275 000)	928 792 185
Services internes	1 831 255	0	0	0	1 831 255
Total	930 898 440	0	0	(275 000)	930 623 440

Tableau 84. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	788 502 019	831 699 923	915 293 075
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 237 107	1 216 837	1 372 663

Bureau du commissaire au renseignement

Raison d'être

Le rôle du Bureau du commissaire au renseignement est d'appuyer la réalisation du mandat de surveillance indépendant du commissaire au renseignement. Le mandat du commissaire au renseignement, énoncé dans la *Loi sur le commissaire au renseignement*, consiste à approuver — ou à ne pas approuver - certaines activités de sécurité nationale et de renseignement prévues par le Centre de la sécurité des télécommunications ou le Service canadien du renseignement de sécurité.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 85. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire au renseignement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	1 926 739	2 452 608	2 452 608	2 454 225
Total des crédits votés	1 926 739	2 452 608	2 452 608	2 454 225
Total des postes législatifs	132 671	182 972	182 972	196 392
Total des dépenses budgétaires	2 059 410	2 635 580	2 635 580	2 650 617

**Tableau 86. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Bureau du commissaire au renseignement**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	1 918 268	0	0	0	1 918 268
Services internes	732 349	0	0	0	732 349
Total	2 650 617	0	0	0	2 650 617

Tableau 87. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire au renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	132 671	182 972	196 392

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Raison d'être

Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique est chargé d'administrer la *Loi sur les conflits d'intérêts* (Loi) et le *Code régissant les conflits d'intérêts des députés* (Code). Ces deux régimes ont pour but de veiller à ce que les personnes nommées ou élues à des postes officiels, qu'elles soient titulaires d'une charge publique ou députées, ne se trouvent pas en situation de conflits d'intérêts. La Loi et le Code établissent des règles de conduite en matière de conflits d'intérêts pour ceux-ci et les obligent à respecter des normes qui font passer l'intérêt public avant leurs intérêts personnels lorsque les deux régimes entrent en conflit. Le commissaire a également pour mandat de donner des conseils au premier ministre, à titre confidentiel, sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique.

Le Président de la Chambre des communes est le ministre compétent de cette organisation.

Tableau 88. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	7 593 713	8 152 273	8 152 273	8 284 644
Total des crédits votés	7 593 713	8 152 273	8 152 273	8 284 644
Total des postes législatifs	939 116	1 012 646	1 012 646	1 107 160

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	8 532 829	9 164 919	9 164 919	9 391 804

Tableau 89. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du <i>Code régissant les conflits d'intérêts des députés</i>	6 696 586	0	0	0	6 696 586
Services internes	2 695 218	0	0	0	2 695 218
Total	9 391 804	0	0	0	9 391 804

Tableau 90. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	939 116	1 012 646	1 107 160

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Raison d'être

Les principales attributions du conseiller sénatorial en éthique sont les suivantes :

- conseiller les sénateurs individuellement, de façon confidentielle et continue, sur leurs obligations aux termes du *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* et les aider à s'y conformer en tout temps;
- superviser le processus de déclaration annuel dans le cadre duquel les sénateurs sont tenus de déclarer leurs intérêts financiers et autres;
- mener des enquêtes afin de déterminer si un sénateur a satisfait à ses obligations aux termes du Code;
- tenir un registre, mis à la disposition du public, qui contient des renseignements sur les intérêts financiers et autres que les sénateurs sont tenus de déclarer publiquement en vertu du Code;
- présenter un rapport annuel des activités du Bureau au président du Sénat, qui le déposera au Sénat.

Tableau 91. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	993 304	1 485 291	1 485 291	1 507 801
Total des crédits votés		993 304	1 485 291	1 485 291	1 507 801
Total des postes législatifs		111 386	166 891	166 891	182 089
Total des dépenses budgétaires		1 104 690	1 652 182	1 652 182	1 689 890

Tableau 92. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 689 890	0	0	0	1 689 890
Total	1 689 890	0	0	0	1 689 890

Tableau 93. Énumération des autorisations législatives - Bureau du conseiller sénatorial en éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 386	166 891	182 089

Bureau du Conseil privé

Raison d'être

Le Bureau du Conseil privé (BCP) a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres titulaires de portefeuille et le Cabinet.

Le BCP appuie l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégiques et législatifs du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels le gouvernement et le pays font face, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BCP.

Tableau 94. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du Conseil privé

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	227 242 405	253 455 248	260 409 353	224 349 806
Total des crédits votés		227 242 405	253 455 248	260 409 353	224 349 806
Total des postes législatifs		24 501 784	24 746 265	24 746 265	27 915 487
Total des dépenses budgétaires		251 744 189	278 201 513	285 155 618	252 265 293

Tableau 95. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du Conseil privé

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Servir le premier ministre et son Cabinet	152 511 817	0	0	(759 496)	151 752 321
Services internes	107 945 140	0	0	(7 432 168)	100 512 972
Total	260 456 957	0	0	(8 191 664)	252 265 293

Tableau 96. Énumération des autorisations législatives - Bureau du Conseil privé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 090 111	24 329 065	27 588 887
Premier ministre - Traitement et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	195 727	212 600	220 600
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	213 536	204 600	106 000

Bureau du directeur des poursuites pénales

Raison d'être

Le Bureau du directeur des poursuites pénales (BDPP) a été créé le 12 décembre 2006 avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*. Le BDPP est un service indépendant de poursuites ayant pour mandat d'intenter des poursuites qui relèvent de la compétence du procureur général du Canada.

Le cadre ministériel des résultats (CMR) du BDPP comporte un programme, soit le Programme de poursuites fédérales. Aux termes de son mandat, le BDPP intente des poursuites relatives aux infractions pénales et

réglementaires en vertu des lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et juste. À ce titre, il :

- fournit des conseils juridiques aux services de police ainsi qu'aux organismes d'enquête et aux ministères fédéraux sur les incidences, en droit pénal, des enquêtes et des poursuites;
- engage et mène les poursuites fédérales;
- intervient dans les affaires qui soulèvent des questions d'intérêt public susceptibles d'affecter le bon déroulement des poursuites ainsi que des enquêtes qui s'y rattachent.

Des renseignements supplémentaires sur le BDPP sont fournis dans le plan ministériel du Service des poursuites pénales du Canada.

Tableau 97. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur des poursuites pénales

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	228 473 182	202 769 596	208 871 334	203 084 260
Total des crédits votés		228 473 182	202 769 596	208 871 334	203 084 260
Total des postes législatifs		25 776 880	24 532 001	25 658 265	26 356 447

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	254 250 062	227 301 597	234 529 599	229 440 707

Tableau 98. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur des poursuites pénales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de poursuite	220 248 150	0	0	(22 542 000)	197 706 150
Services internes	31 934 557	0	0	(200 000)	31 734 557
Total	252 182 707	0	0	(22 742 000)	229 440 707

Tableau 99. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur des poursuites pénales - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 776 725	25 658 265	26 356 447

Bureau du directeur général des élections

Raison d'être

Le Bureau du directeur général des élections, communément appelé Élections Canada, est un organisme indépendant et non partisan qui relève directement du Parlement. Son mandat consiste à être prêt à tenir une élection, partielle ou générale, ou un référendum fédéral; à appliquer les dispositions relatives au financement politique de la *Loi électorale du Canada*; à surveiller l'observation de la législation électorale; à mener des campagnes d'information du public sur l'inscription des électeurs, le vote et la façon de devenir candidat; à mener des programmes d'éducation pour les étudiants sur le processus électoral; à appuyer les commissions indépendantes chargées de réviser les limites des circonscriptions fédérales après chaque recensement décennal; à mener des études sur d'autres méthodes de vote et, sous réserve de l'approbation des parlementaires, à mettre à l'essai de nouveaux processus de vote en vue de scrutins futurs; à fournir aux organismes électoraux d'autres pays ou à des organisations internationales, son aide et sa collaboration en matière électorale.

Tableau 100. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur général des élections

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	64 033 614	65 189 821	65 189 821	69 035 982
Total des crédits votés	64 033 614	65 189 821	65 189 821	69 035 982
Total des postes législatifs	249 246 078	626 437 835	626 437 835	205 135 969
Total des dépenses budgétaires	313 279 692	691 627 656	691 627 656	274 171 951

Tableau 101. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur général des élections

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration électorale	148 056 450	0	0	0	148 056 450
Surveillance régulatoire	35 810 627	0	1 400 000	0	37 210 627
Services internes	88 904 874	0	0	0	88 904 874
Total	272 771 951	0	1 400 000	0	274 171 951

Tableau 102. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur général des élections - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	230 241 669	607 573 940	181 119 774
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 590 448	18 467 195	23 601 295
Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	396 882	396 700	414 900

Bureau du directeur parlementaire du budget

Raison d'être

Le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement.

Le DPB présente au Parlement une analyse indépendante de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne et, à la demande de tout comité ou parlementaire, il évalue le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement.

De plus, le DPB est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. Des renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget sont fournis dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation.

Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Tableau 103. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	5 972 573	7 638 168	7 638 168	7 256 260
Total des crédits votés	5 972 573	7 638 168	7 638 168	7 256 260
Total des postes législatifs	677 725	853 755	853 755	904 721
Total des dépenses budgétaires	6 650 298	8 491 923	8 491 923	8 160 981

Tableau 104. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Analyse financière et économique	8 160 981	0	0	0	8 160 981
Total	8 160 981	0	0	0	8 160 981

Tableau 105. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur parlementaire du budget - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	677 725	853 755	904 721

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Raison d'être

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général (le Bureau) offre un appui et des conseils à la gouverneure générale du Canada dans le cadre de son rôle unique de représentant du Roi pour le Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide la gouverneure générale à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations en assurant l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et la concession d'emblèmes héraldiques.

Le Bureau aide également la gouverneure générale à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles de la gouverneure générale et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Tableau 106. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	25 817 549	22 077 800	22 179 234
Total des crédits votés		25 817 549	22 077 800	22 179 234
Total des postes législatifs		3 813 060	3 882 268	4 096 791
Total des dépenses budgétaires		29 630 609	25 960 068	26 276 025

Tableau 107. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien du gouverneur général	16 668 420	0	1 020 843	0	17 689 263
Services internes	8 586 762	0	0	0	8 586 762
Total	25 255 182	0	1 020 843	0	26 276 025

Tableau 108. Énumération des autorisations législatives - Bureau du secrétaire du gouverneur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 478 600	2 487 462	2 682 934
Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	967 860	1 019 542	1 020 843
Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	366 600	375 264	393 014

Bureau du surintendant des institutions financières

Raison d'être

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a été constitué en 1987 par une loi du Parlement (la « Loi sur le BSIF »). Organisme indépendant, il rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Finances.

Le BSIF contribue à maintenir la confiance du public dans le système financier en réglementant et en surveillant environ 400 institutions financières sous réglementation fédérale (IFF) et 1 200 régimes de retraite sous réglementation fédérale (RFF).

Aux termes de la Loi sur le BSIF, le surintendant détient seul les pouvoirs que les autorités législatives à caractère financier confèrent au BSIF, et il lui incombe de rendre périodiquement compte au ministre des Finances de l'application des lois régissant les institutions.

Le Bureau de l'actuaire en chef (BAC) est une unité indépendante au sein du BSIF. Il fournit des évaluations et des conseils actuariels à l'égard du Régime de pensions du Canada, du Programme de la sécurité de la vieillesse, du Programme canadien de prêts aux étudiants et des programmes d'assurance-emploi et d'autres régimes de retraite et d'avantages sociaux du secteur public.

Des renseignements supplémentaires figurent dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 109. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du surintendant des institutions financières

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	1 402 500	1 323 899	1 323 899	1 224 899
Total des crédits votés		1 402 500	1 323 899	1 323 899	1 224 899
Total des postes législatifs		311 524 729	356 924 993	356 924 993	380 848 225
Total des dépenses budgétaires		312 927 229	358 248 892	358 248 892	382 073 124

Tableau 110. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Bureau du surintendant des institutions financières

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation et surveillance - institutions financières et régimes de retraite	201 278 919	0	0	0	201 278 919
Services actuariels	14 050 636	0	0	0	14 050 636

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	152 523 247	14 220 322	0	0	166 743 569
Total	367 852 802	14 220 322	0	0	382 073 124

Tableau 111. Énumération des autorisations législatives - Bureau du surintendant des institutions financières - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	311 520 049	356 924 993	380 848 225

Bureau du vérificateur général

Raison d'être

La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement qui exerce ses fonctions et ses responsabilités en toute indépendance du gouvernement et fait rapport directement au Parlement. Le Bureau du vérificateur général est le bureau d'audit législatif du gouvernement fédéral et des trois territoires du Nord. Les principales fonctions d'audit législatif se rapportent aux audits des états financiers, aux audits de performance, aux examens spéciaux, aux activités de surveillance à l'égard

du développement durable et aux pétitions en matière d'environnement. Les audits fournissent en toute impartialité de l'information, de l'assurance et des avis au Parlement, aux assemblées législatives des territoires, aux gouvernements, aux sociétés d'État et à la population canadienne. Par ses rapports et sa participation aux audiences des comités qui les étudient, le Bureau du vérificateur général aide les parlementaires et les membres des assemblées législatives des territoires à exécuter leurs travaux d'autorisation et de surveillance des dépenses et des activités du gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 112. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du vérificateur général

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	117 831 343	121 233 208	119 223 979	120 304 758
Total des crédits votés	117 831 343	121 233 208	119 223 979	120 304 758
Total des postes législatifs	14 571 914	15 007 077	15 007 077	16 123 924
Total des dépenses budgétaires	132 403 257	136 240 285	134 231 056	136 428 682

**Tableau 113. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Bureau du vérificateur général**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Audit législatif	139 088 682	0	0	(2 660 000)	136 428 682
Total	139 088 682	0	0	(2 660 000)	136 428 682

Tableau 114. Énumération des autorisations législatives - Bureau du vérificateur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 521 753	15 007 077	16 123 924

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Raison d'être

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est régi par la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail* (L.R.C. [1977-1978], ch. 29), qui a été adoptée à l'unanimité par le Parlement du Canada en 1978. Le CCHST a pour mandat de promouvoir la santé et la sécurité en

milieu de travail, et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs au Canada. Le CCHST est, aux termes de l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, un établissement public indépendant.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CCHST.

Tableau 115. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 078 790	6 320 572	6 320 572	5 947 344
Total des crédits votés	6 078 790	6 320 572	6 320 572	5 947 344
Total des postes législatifs	8 800 382	7 360 385	7 360 385	9 561 033
Total des dépenses budgétaires	14 879 172	13 680 957	13 680 957	15 508 377

Tableau 116. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	10 323 347	0	0	0	10 323 347
Services internes	5 185 030	0	0	0	5 185 030
Total	15 508 377	0	0	0	15 508 377

Tableau 117. Énumération des autorisations législatives - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	7 167 662	6 500 000	8 700 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 632 720	860 385	861 033

Centre d'analyse des opérations et déclarations

financières du Canada

Raison d'être

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) est l'unité du renseignement financier du Canada et l'organisme de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. Le centre facilite la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement des activités terroristes et le contournement des sanctions. Les produits de renseignements financiers exploitables et les activités de surveillance de CANAFE contribuent à la sécurité de la population et à la protection de l'intégrité du système financier du Canada.

CANAFE agit de façon autonome et indépendante des services de police, des organismes d'application de la loi et de sécurité nationale, et des autres organisations auxquelles il est autorisé à communiquer des renseignements financiers.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de CANAFE.

Tableau 118. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	50 816 019	43 852 409	60 758 738	45 505 984
Total des crédits votés	50 816 019	43 852 409	60 758 738	45 505 984
Total des postes législatifs	50 623 008	65 132 109	65 132 109	89 890 642
Total des dépenses budgétaires	101 439 027	108 984 518	125 890 847	135 396 626

Tableau 119. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	85 318 027	0	0	0	85 318 027

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Production et communication de renseignements financiers	34 713 448	0	0	0	34 713 448
Services internes	15 365 151	0	0	0	15 365 151
Total	135 396 626	0	0	0	135 396 626

Tableau 120. Énumération des autorisations législatives - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépense des recettes conformément au paragraphe 50.1(2) de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>	46 109 907	60 507 431	85 318 027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 513 101	4 624 678	4 572 615

Centre de la sécurité des télécommunications

Raison d'être

Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) est l'organisme national de renseignement étranger (renseignement électromagnétique) ainsi que l'autorité technique nationale en matière de cybersécurité et d'assurance de l'information au Canada.

Le CST fournit des renseignements étrangers indispensables pour informer les décisions du gouvernement du Canada sur une vaste gamme de questions, y compris la sécurité nationale.

L'expertise technique dans le domaine de la cybersécurité du CST lui permet de détecter les menaces, de s'y préparer et de se défendre contre les menaces visant les plus importants réseaux et systèmes du Canada. Le CST est autorisé à prendre des mesures proactives visant à bloquer ou à entraver les cybermenaces étrangères avant qu'elles ne causent des dommages aux systèmes du Canada. Le CST peut également mener des opérations visant à favoriser l'atteinte des objectifs nationaux.

De plus, le CST fournit une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité, c'est-à-dire le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes.

Tableau 121. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de la sécurité des télécommunications

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	1 020 695 708	1 144 688 528	1 582 291 344	1 915 184 180
Total des crédits votés	1 020 695 708	1 144 688 528	1 582 291 344	1 915 184 180
Total des postes législatifs	67 836 552	75 887 658	77 912 715	91 984 526
Total des dépenses budgétaires	1 088 532 260	1 220 576 186	1 660 204 059	2 007 168 706

Tableau 122. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Centre de la sécurité des télécommunications

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	2 062 533 712	0	0	(55 365 006)	2 007 168 706

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	2 062 533 712	0	0	(55 365 006)	2 007 168 706

Tableau 123. Énumération des autorisations législatives - Centre de la sécurité des télécommunications - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 806 351	77 912 715	91 984 526

Centre de recherches pour le développement international

Raison d'être

Dans le cadre des activités du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des activités de recherche et d'innovation de grande qualité, partage des connaissances avec des chercheurs et des décideurs pour orienter les actions aux échelles locale et mondiale, et mobilise des alliances à l'échelle mondiale pour avoir une plus grande incidence sur la concrétisation de la vision d'un monde plus durable et inclusif.

Le CRDI a été créé en 1970 en vertu d'une loi adoptée par le Parlement du Canada. Il a pour mission « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ».

Le CRDI est dirigé par un conseil pouvant compter jusqu'à 14 gouverneurs et dont la présidente rend compte au Parlement du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel du CRDI.

Tableau 124. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de recherches pour le développement international

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Centre	160 270 169	159 359 769	167 359 769	139 273 031
Total des crédits votés	160 270 169	159 359 769	167 359 769	139 273 031
Total des dépenses budgétaires	160 270 169	159 359 769	167 359 769	139 273 031

**Tableau 125. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Centre de recherches pour le développement international**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Centre de recherches pour le développement international	139 273 031	0	0	0	139 273 031
Total	139 273 031	0	0	0	139 273 031

Chambre des communes

Raison d'être

La Chambre des communes est l'assemblée élue du Parlement du Canada. La Chambre compte 343 députés qui œuvrent au nom des Canadiens dans quatre sphères d'activité (la Chambre, les comités, les caucus et les circonscriptions) et en tant que représentants du Canada. L'Administration de la Chambre appuie fièrement la Chambre des communes et ses députés en leur fournissant les services, l'infrastructure et les conseils dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs rôles de législateurs et de représentants.

Le Président de la Chambre des communes est responsable de cette organis

Tableau 126. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Chambre des communes

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	469 607 816	467 147 265	494 175 703	472 109 441
Total des crédits votés		469 607 816	467 147 265	494 175 703	472 109 441
Total des postes législatifs		174 494 466	189 382 144	190 093 872	196 905 243
Total des dépenses budgétaires		644 102 282	656 529 409	684 269 575	669 014 684

Tableau 127. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Chambre des communes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Députés et agents supérieurs de la Chambre	399 444 883	0	954 555	(1 333 197)	399 066 241
Administration de la Chambre	299 013 586	0	234 664	(29 299 807)	269 948 443
Total	698 458 469	0	1 189 219	(30 633 004)	669 014 684

Tableau 128. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Chambre des communes (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	1 470 647	1 189 219	1 189 219

Tableau 129. Énumération des autorisations législatives - Chambre des communes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	107 351 276	113 031 758	115 826 798
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	51 094 853	55 937 069	59 653 400
Députés – Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	16 048 337	21 125 045	21 425 045

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (CEE) favorise des relations de travail justes et équitables ainsi que la responsabilisation au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et ce, en procédant à l'examen de dossiers d'appels en toute impartialité et indépendance. Le CEE présente des conclusions et des recommandations au commissaire de la GRC pour qu'il rende des décisions définitives sur des appels concernant d'importantes questions d'emploi (par exemple des appels de décisions sur des plaintes de harcèlement, des appels de décisions de licencier ou de rétrograder un membre de la GRC ayant contrevenu au code de déontologie de la GRC, de cesser le versement de la solde et des indemnités d'un membre suspendu de ses fonctions ou de licencier un membre pour cause d'invalidité ou de rendement insatisfaisant). En vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et du *Règlement de la Gendarmerie royale du Canada*, la GRC est tenue de renvoyer les dossiers d'appels devant le CEE, qui les examine et présente ses conclusions et ses recommandations à leur égard.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEE.

Tableau 130. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 008 592	6 077 944	6 077 944	6 087 882
Total des crédits votés		6 008 592	6 077 944	6 077 944	6 087 882
Total des postes législatifs		679 907	696 129	696 129	747 808
Total des dépenses budgétaires		6 688 499	6 774 073	6 774 073	6 835 690

Tableau 131. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC	4 580 811	0	0	0	4 580 811
Services internes	2 254 879	0	0	0	2 254 879
Total	6 835 690	0	0	0	6 835 690

Tableau 132. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	679 907	696 129	747 808

Comité externe d'examen des griefs militaires

Raison d'être

Le Comité externe d'examen des griefs militaires (le Comité) est un tribunal administratif indépendant qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale.

La raison d'être du Comité est d'effectuer un examen indépendant et externe des griefs militaires. L'article 29 de la *Loi sur la défense nationale* prévoit que tout officier ou militaire du rang qui s'estime lésé par une décision, un acte ou une omission dans la gestion des affaires des Forces armées canadiennes a le droit de déposer un grief. L'importance de ce droit ne peut être minimisée, car, à quelques exceptions près, il s'agit là de la seule procédure officielle de plainte accessible aux membres des Forces armées canadiennes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Tableau 133. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	7 464 848	7 514 758	7 514 758	7 376 255
Total des crédits votés	7 464 848	7 514 758	7 514 758	7 376 255
Total des postes législatifs	938 345	996 675	996 675	1 038 566
Total des dépenses budgétaires	8 403 193	8 511 433	8 511 433	8 414 821

Tableau 134. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant des griefs militaires	5 980 149	0	0	0	5 980 149
Services internes	2 434 672	0	0	0	2 434 672
Total	8 414 821	0	0	0	8 414 821

Tableau 135. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen des griefs militaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	938 345	996 675	1 038 566

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Raison d'être

Créé en 2007 en vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (le Commissariat) est un organisme indépendant qui renforce l'imputabilité dans le secteur public fédéral. Il enquête sur les actes répréhensibles graves et les révèle au moyen de rapports déposés au Parlement, et enquête sur les plaintes en matière de représailles.

La commissaire relève directement du Parlement. La présidente du Conseil du Trésor est responsable de déposer au Parlement le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels du Commissariat.

Tableau 136. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat à l'intégrité du secteur public

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 045 122	7 074 478	7 074 478	7 147 940
Total des crédits votés	6 045 122	7 074 478	7 074 478	7 147 940
Total des postes législatifs	719 641	853 746	853 746	929 935
Total des dépenses budgétaires	6 764 763	7 928 224	7 928 224	8 077 875

**Tableau 137. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Commissariat à l'intégrité du secteur public**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	5 378 676	0	50 000	0	5 428 676
Services internes	2 649 199	0	0	0	2 649 199
Total	8 027 875	0	50 000	0	8 077 875

Tableau 138. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Commissariat à l'intégrité du secteur public (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	27 113	50 000	50 000

Tableau 139. Énumération des autorisations législatives - Commissariat à l'intégrité du secteur public - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	719 378	853 746	929 935

Commissariat au lobbying

Raison d'être

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des titulaires d'une charge publique fédéraux.

Le commissaire au lobbying du Canada, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le *Code de déontologie des lobbyistes*.

Les principales responsabilités du Commissariat au lobbying sont les suivantes :

- tenir à jour et améliorer le Registre des lobbyistes;
- accroître, par l'éducation, la sensibilisation au régime de lobbying et aux obligations en matière de conformité, ainsi que leur compréhension;
- effectuer du travail dans le domaine de la conformité qui est favorable au respect des exigences fédérales en matière de lobbying.

Le commissaire est indépendant du gouvernement et relève directement du Parlement. Le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement les plans ministériels et les rapports sur les résultats ministériels du Commissariat.

Tableau 140. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat au lobbying

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 495 004	5 447 113	5 447 113	5 463 805
Total des crédits votés		5 495 004	5 447 113	5 447 113	5 463 805
Total des postes législatifs		595 120	634 128	634 128	682 456
Total des dépenses budgétaires		6 090 124	6 081 241	6 081 241	6 146 261

Tableau 141. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commissariat au lobbying

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation du lobbying	4 125 448	0	0	0	4 125 448
Services internes	2 020 813	0	0	0	2 020 813
Total	6 146 261	0	0	0	6 146 261

Tableau 142. Énumération des autorisations législatives - Commissariat au lobbying - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	595 120	634 128	682 456

Commissariat aux langues officielles

Raison d'être

Le commissaire aux langues officielles veille à la mise en œuvre intégrale de la *Loi sur les langues officielles*, à protéger les droits linguistiques des Canadiens et des Canadiennes et à promouvoir la dualité linguistique.

Ainsi, le commissaire a pour mandat de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures nécessaires à la réalisation des trois grands objectifs de la Loi soit :

- l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais au sein du Parlement, du gouvernement du Canada, de l'administration fédérale et des institutions assujetties à la Loi;
- l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada;
- la progression vers l'égalité du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Le commissaire aux langues officielles est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution de la Chambre des communes et du Sénat. Le commissaire relève directement du Parlement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 143. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat aux langues officielles

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	23 261 603	23 831 347	23 817 647	23 939 974
Total des crédits votés		23 261 603	23 831 347	23 817 647	23 939 974
Total des postes législatifs		2 886 492	2 869 803	2 869 803	3 093 943

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	26 148 095	26 701 150	26 687 450	27 033 917

Tableau 144. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commissariat aux langues officielles

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection des droits liés aux langues officielles	9 191 532	0	0	0	9 191 532
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne	8 380 514	0	0	0	8 380 514
Services internes	9 461 871	0	0	0	9 461 871
Total	27 033 917	0	0	0	27 033 917

Tableau 145. Énumération des autorisations législatives - Commissariat aux langues officielles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 886 492	2 869 803	3 093 943

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Raison d'être

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

À titre d'agent du Parlement, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (le Commissariat) a pour mandat de surveiller le respect de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, laquelle porte sur les pratiques de traitement des renseignements personnels utilisées par les ministères et organismes fédéraux, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, la loi fédérale sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, ainsi que de certains aspects de la loi canadienne anti-pourriel. Le Commissariat a pour mission de protéger et de promouvoir le droit des individus à la vie privée.

Commissariat à l'information du Canada

La commissaire à l'information du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à l'information du Canada s'assure que les droits conférés par la *Loi sur l'accès à l'information*

sont respectés, ce qui contribue à accroître la transparence et le caractère responsable des institutions fédérales.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de chaque organisation.

**Tableau 146. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) -
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du
Canada**

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1				
Dépenses du programme – Commissariat à l'information du Canada	16 109 571	15 666 272	15 666 272	15 737 098
5				
Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	32 891 325	34 322 438	34 322 438	33 232 604
Total des crédits votés	49 000 896	49 988 710	49 988 710	48 969 702
Total des postes législatifs	6 016 233	6 186 400	6 186 400	6 561 402
Total des dépenses budgétaires	55 017 129	56 175 110	56 175 110	55 531 104

**Tableau 147. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Commissariats à l'information et à la protection de la vie
privée du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection et promotion du droit à la vie privée	27 088 232	0	500 000	0	27 588 232
Transparence gouvernementale	12 579 568	0	0	0	12 579 568
Services internes - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	10 172 060	0	0	(200 000)	9 972 060
Services internes - Commissariat à l'information du Canada	5 391 244	0	0	0	5 391 244
Total	55 231 104	0	500 000	(200 000)	55 531 104

**Tableau 148. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 -
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du
Canada (dollars)**

	Dépenses réelles 2024- 2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	500 000	500 000	500 000

Tableau 149. Énumération des autorisations législatives - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 015 757	6 186 400	6 561 402

Commission canadienne des droits de la personne

Raison d'être

La Commission canadienne des droits de la personne a été mise sur pied en 1977 en vertu de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, conformément à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (LCDP). La Commission dirige l'application de la LCDP et travaille avec les employeurs pour veiller à la conformité à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* (LEE). La LCDP interdit la discrimination, et la LEE fait la promotion

de l'égalité en milieu de travail. Sous la direction du commissaire à l'équité salariale et du commissaire à l'accessibilité, la Commission est également responsable de l'administration et de la mise en application de la *Loi sur l'équité salariale* (LES) et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA). Ces lois imposent les principes de l'égalité des chances et de la non-discrimination aux ministères et organismes du gouvernement fédéral, aux sociétés d'État et aux organisations du secteur privé sous réglementation fédérale. Enfin, la Commission met à la disposition du Défenseur fédéral du logement des services administratifs et des installations pour soutenir ses tâches et ses fonctions.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 150. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des droits de la personne

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	36 622 078	34 461 588	35 123 462	33 077 305
Total des crédits votés	36 622 078	34 461 588	35 123 462	33 077 305
Total des postes législatifs	4 942 014	5 029 910	5 169 454	5 191 466

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	41 564 092	39 491 498	40 292 916	38 268 771

Tableau 151. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Plaintes	12 503 045	0	0	0	12 503 045
Conformité proactive	8 307 970	0	0	0	8 307 970
Mobilisation et promotion des intérêts	6 029 311	0	0	0	6 029 311
Services internes	13 967 012	0	0	(2 538 567)	11 428 445
Total	40 807 338	0	0	(2 538 567)	38 268 771

Tableau 152. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des droits de la personne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	-----------------------------------	------------------------------------------------	------------------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 941 125	5 169 454	5 191 466

Commission canadienne des grains

Raison d'être

La Commission canadienne des grains (CCG) est un ministère du gouvernement fédéral qui administre les dispositions de la *Loi sur les grains du Canada* (LGC). Aux termes de la LGC, la CCG a pour mandat de fixer et de faire respecter, au profit des producteurs de grain, des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention du grain au pays afin d'en assurer la fiabilité sur les marchés intérieurs et étrangers.

La vision de la CCG est d'être un « fournisseur de classe mondiale en matière de services d'assurance de la qualité fondés sur la science ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission canadienne des grains.

Tableau 153. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des grains

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 287 650	6 195 555	6 442 364	6 088 821
Total des crédits votés		6 287 650	6 195 555	6 442 364	6 088 821
Total des postes législatifs		10 597 335	22 094 209	22 094 209	18 194 364
Total des dépenses budgétaires		16 884 985	28 289 764	28 536 573	24 283 185

Tableau 154. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des grains

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation des grains	58 481 981	0	0	(59 065 915)	(583 934)
Services internes	25 162 476	0	0	(295 357)	24 867 119
Total	83 644 457	0	0	(59 361 272)	24 283 185

Tableau 155. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des grains - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	9 763 407	21 266 422	17 339 056
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	786 878	827 787	855 308

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Raison d'être

En 1946, le Parlement a adopté la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* et a créé la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Celle-ci a le pouvoir de réglementer l'ensemble des activités nucléaires liées au développement et à l'utilisation de l'énergie atomique au Canada.

Plus d'un demi-siècle plus tard, en mai 2000, la *Loi sur la sécurité et la réglementation nucléaires* entrain en vigueur et créait la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), appelée à succéder à la Commission de contrôle de l'énergie atomique. La CCSN a les responsabilités et les pouvoirs lui permettant de réglementer un secteur

qui englobe tous les segments du cycle du combustible nucléaire et une vaste gamme d'utilisations industrielles, médicales et universitaires des substances nucléaires.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCSN.

Tableau 156. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	56 483 609	57 418 310	57 404 410	54 062 479
Total des crédits votés	56 483 609	57 418 310	57 404 410	54 062 479
Total des postes législatifs	145 958 479	127 647 532	127 647 532	136 245 650
Total des dépenses budgétaires	202 442 088	185 065 842	185 051 942	190 308 129

Tableau 157. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation nucléaire	125 593 032	0	6 630 000	0	132 223 032
Services internes	58 085 097	0	0	0	58 085 097
Total	183 678 129	0	6 630 000	0	190 308 129

Tableau 158. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Commission canadienne de sûreté nucléaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	192 025	600 000	600 000
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	57 683	75 000	75 000
Contributions			
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	1 950 400	3 185 000	3 185 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme d'aide financière aux participants	1 310 325	2 000 000	2 000 000
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	2 163 381	970 000	770 000

Tableau 159. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne de sûreté nucléaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses des revenus aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	126 059 174	121 415 760	129 634 632
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 899 305	6 231 772	6 611 018

Commission canadienne du lait

Raison d'être

La Commission canadienne du lait (CCL) est une société d'État fédérale constituée en 1966 aux termes de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*.

Les objectifs de la CCL selon sa loi comprennent deux volets : permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution pour leur travail et leur investissement et assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

La CCL joue un rôle central de facilitateur auprès de l'industrie laitière canadienne. La CCL tient compte des intérêts de tous les intervenants de l'industrie laitière, soit les producteurs, les transformateurs, les transformateurs secondaires, les consommateurs et les gouvernements.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de la CCL.

Tableau 160. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du lait

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	5 148 853	5 088 203	5 088 203	4 808 231
Total des crédits votés	5 148 853	5 088 203	5 088 203	4 808 231

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	5 148 853	5 088 203	5 088 203	4 808 231
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	98 989 758	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	98 989 758	0	0	0

Tableau 161. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du lait

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du lait	4 808 231	0	0	0	4 808 231
Total	4 808 231	0	0	0	4 808 231

Commission canadienne du tourisme

Raison d'être

Destination Canada est une société d'État en propriété exclusive du gouvernement du Canada.

Destination Canada, dont le mandat est de promouvoir les intérêts économiques du pays par le dynamisme et la rentabilité du tourisme, optimise les retombées économiques et sociales de l'un des secteurs d'exportation de services à forte croissance les plus performants au Canada. Le tourisme, qui a permis d'insuffler au total des recettes de 130 milliards de dollars dans l'économie canadienne en 2024, est source de devises étrangères immédiates, stimule une croissance inclusive dans les régions et apporte des retombées tangibles tant aux grands centres urbains qu'aux petites collectivités.

Destination Canada mise sur des partenariats à grand retentissement pour attirer les dépenses et les investissements de l'étranger, ce qui accélère la croissance économique, favorise la diversification des échanges et appuie un réseau diversifié d'entreprises locales. Son travail consolide le tissu économique et social du pays et apporte à long terme une richesse et un mieux-être à la population et aux collectivités du Canada.

Des renseignements supplémentaires sur le mandat, les priorités et le rendement figurent dans le Plan d'entreprise de Destination Canada.

Tableau 162. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du tourisme

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Paiements à la Commission	115 967 712	125 027 800	125 027 800	93 365 772
Total des crédits votés	115 967 712	125 027 800	125 027 800	93 365 772
Total des dépenses budgétaires	115 967 712	125 027 800	125 027 800	93 365 772

Tableau 163. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du tourisme

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du tourisme	93 365 772	0	0	0	93 365 772
Total	93 365 772	0	0	0	93 365 772

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (la Commission) est un organisme autonome institué par le Parlement, qui ne fait pas partie de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Son rôle fondamental consiste à assurer la surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions, veillant ainsi à ce que la GRC rende des comptes au public. La Commission s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite de membres de la GRC sont examinées de manière équitable et objective. Elle formule des conclusions et des recommandations visant à identifier et à corriger les problèmes relatifs au maintien de l'ordre imputables à la conduite de membres de la GRC ou à des lacunes dans les politiques et les pratiques de la GRC. De plus, la Commission examine certaines activités de la GRC, rend compte aux provinces qui utilisent les services contractuels de la GRC, mène des projets de recherche, organise des activités de sensibilisation et d'éducation du public et fait appel aux services d'observateurs indépendants dans le cadre d'enquêtes sur des incidents graves mettant en cause des membres de la GRC.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 164. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	14 481 036	15 127 881	15 472 113	26 291 690
Total des crédits votés		14 481 036	15 127 881	15 472 113	26 291 690
Total des postes législatifs		1 725 014	1 736 401	1 829 344	2 937 416
Total des dépenses budgétaires		16 206 050	16 864 282	17 301 457	29 229 106

Tableau 165. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de la GRC	19 813 972	0	0	0	19 813 972
Services internes	9 415 134	0	0	0	9 415 134
Total	29 229 106	0	0	0	29 229 106

Tableau 166. Énumération des autorisations législatives - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 725 014	1 829 344	2 937 416

Commission de la capitale nationale

Raison d'être

La Commission de la capitale nationale, créée par le Parlement en 1959, exerce le mandat suivant :

- établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à leur réalisation afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale;
- approuver le design d'édifices et l'utilisation des terrains fédéraux de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de la Commission de la capitale nationale.

Tableau 167. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la capitale nationale

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	90 355 434	95 974 749	98 439 749	87 056 281
5	Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	60 465 046	83 802 902	100 252 902	74 900 000
Total des crédits votés		150 820 480	179 777 651	198 692 651	161 956 281
Total des dépenses budgétaires		150 820 480	179 777 651	198 692 651	161 956 281

Tableau 168. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission de la capitale nationale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission de la capitale nationale	87 056 281	74 900 000	0	0	161 956 281
Total	87 056 281	74 900 000	0	0	161 956 281

Commission de la fonction publique

Raison d'être

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est responsable de la Commission de la fonction publique du Canada (l'organisme) conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et du dépôt de son rapport annuel en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. L'organisme rend compte indépendamment de l'exercice de son mandat au Parlement.

La Commission de la fonction publique du Canada maintient une fonction publique fédérale non partisane, représentative de la population du pays et fondée sur le mérite. Elle rend compte directement au Parlement. Elle offre également des programmes et services de recrutement à l'échelle du système, exerce une surveillance en matière de dotation et appuie les ministères dans l'embauche de personnes qualifiées qui reflètent la diversité du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisme.

Tableau 169. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la fonction publique

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	88 064 792	89 426 691	89 416 432	86 007 513
Total des crédits votés	88 064 792	89 426 691	89 416 432	86 007 513
Total des postes législatifs	12 061 214	13 786 882	13 935 541	14 250 329
Total des dépenses budgétaires	100 126 006	103 213 573	103 351 973	100 257 842

Tableau 170. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission de la fonction publique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Impartialité et embauche dans la fonction publique	91 278 812	0	0	(14 252 000)	77 026 812
Services internes	23 231 030	0	0	0	23 231 030
Total	114 509 842	0	0	(14 252 000)	100 257 842

Tableau 171. Énumération des autorisations législatives - Commission de la fonction publique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 037 986	13 935 541	14 250 329

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Raison d'être

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) est un tribunal administratif quasi judiciaire indépendant créé par le Parlement le 1er janvier 1989, pour régler les cas d'immigration et de statut de réfugié de manière efficace, équitable et conforme à la loi. La CISR assure des avantages continus aux Canadiens : en acceptant seulement les demandeurs d'asile, conformément aux obligations internationales et au droit canadien; en contribuant à l'intégrité du système d'immigration, à la sûreté et à la sécurité des Canadiens, à la réputation canadienne de défenseur de la justice et de l'équité pour les personnes, et à la réunification des familles. La CISR contribue également à la qualité de vie des collectivités canadiennes en renforçant la structure sociale du pays et en réaffirmant les valeurs essentielles, soit le respect des droits de la personne, la paix, la sécurité et la primauté du droit.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 172. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de l'immigration et du statut de réfugié

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	314 287 694	308 955 386	308 765 886	302 785 263
Total des crédits votés		314 287 694	308 955 386	308 765 886	302 785 263
Total des postes législatifs		38 587 337	36 441 936	36 441 936	41 348 503
Total des dépenses budgétaires		352 875 031	345 397 322	345 207 822	344 133 766

Tableau 173. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission de l'immigration et du statut de réfugié

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	261 854 862	0	0	0	261 854 862

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	82 278 904	0	0	0	82 278 904
Total	344 133 766	0	0	0	344 133 766

Tableau 174. Énumération des autorisations législatives - Commission de l'immigration et du statut de réfugié - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 541 883	36 441 936	41 348 503

Commission des champs de bataille nationaux

Raison d'être

La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN), en tant que gestionnaire du parc des Champs-de-Bataille, permet aux Canadiens et aux Canadiennes de bénéficier du premier parc historique national au Canada et de l'un des plus prestigieux parcs urbains au monde.

La CCBN assume la responsabilité de l'administration, de la gestion, de la conservation et de la mise en valeur du parc des Champs-de-Bataille (situé dans la ville de Québec) ainsi que de la gestion des fonds attribués à cette fin.

La CCBN tient son mandat de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec*, 7-8 Édouard VII, ch. 57, promulguée le 17 mars 1908, et de ses amendements.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCBN.

Tableau 175. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des champs de bataille nationaux

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	15 227 847	16 432 093	24 820 833	13 833 559
Total des crédits votés	15 227 847	16 432 093	24 820 833	13 833 559
Total des postes législatifs	3 700 533	2 811 261	2 811 261	2 828 785
Total des dépenses budgétaires	18 928 380	19 243 354	27 632 094	16 662 344

Tableau 176. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission des champs de bataille nationaux

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conservation	7 279 757	0	0	0	7 279 757
Promotion du patrimoine	3 273 116	0	0	0	3 273 116
Services internes	6 109 471	0	0	0	6 109 471
Total	16 662 344	0	0	0	16 662 344

Tableau 177. Énumération des autorisations législatives - Commission des champs de bataille nationaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses des revenus aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 993 349	2 000 000	2 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	699 118	811 261	828 785

Commission des débats des chefs

Raison d'être

Le gouvernement a confié à la Commission des débats des chefs le mandat :

- d'exercer ses fonctions de façon impartiale, indépendante et rentable;
- d'organiser deux débats dans le cadre de l'élection générale fédérale, soit un dans chaque langue officielle;
- de présenter un rapport au Parlement (constatations, leçons apprises et recommandations) afin d'orienter la possible création, au moyen d'un texte de loi, d'une Commission des débats des chefs « durable ».

Tableau 178. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des débats des chefs

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	616 660	3 422 808	3 422 808	2 938 864
Total des crédits votés		616 660	3 422 808	3 422 808	2 938 864
Total des postes législatifs		52 569	100 081	100 081	91 759
Total des dépenses budgétaires		669 229	3 522 889	3 522 889	3 030 623

Tableau 179. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission des débats des chefs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	3 030 623	0	0	0	3 030 623
Total	3 030 623	0	0	0	3 030 623

Tableau 180. Énumération des autorisations législatives - Commission des débats des chefs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 569	100 081	91 759

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Raison d'être

La Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) est un tribunal administratif indépendant qui, en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, a le pouvoir exclusif d'accorder, de refuser, d'annuler, de faire cesser ou de révoquer une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale. La CLCC peut aussi ordonner que certains détenus purgent leur peine jusqu'à la fin de leur peine. La

CLCC rend également des décisions en matière de libération conditionnelle à l'égard des délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels des provinces ou des territoires qui n'ont pas leur propre commission des libérations conditionnelles.

Il appartient à la CLCC de prendre la décision d'ordonner, de refuser d'ordonner ou de révoquer des suspensions du casier en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* et du *Code criminel du Canada*. De plus, la CLCC fait des recommandations en matière de clémence en vertu de la Prérogative royale de clémence. La CLCC a également la responsabilité législative d'ordonner ou de refuser d'ordonner la radiation des dossiers judiciaires relatifs aux condamnations pour des infractions admissibles qui seraient aujourd'hui légales en vertu de la *Loi sur la radiation de condamnations constituant des injustices historiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 181. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	68 497 369	64 336 572	64 336 572	63 077 947
Total des crédits votés		68 497 369	64 336 572	64 336 572	63 077 947

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	8 432 461	8 111 091	8 111 091	8 493 331
Total des dépenses budgétaires	76 929 830	72 447 663	72 447 663	71 571 278

Tableau 182. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	40 456 740	0	0	0	40 456 740
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence	10 652 807	0	0	0	10 652 807

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	5 294 011	0	0	0	5 294 011
Services internes	15 667 720	0	0	(500 000)	15 167 720
Total	72 071 278	0	0	(500 000)	71 571 278

Tableau 183. Énumération des autorisations législatives - Commission des libérations conditionnelles du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 430 953	8 111 091	8 493 331

Commission d'examen des erreurs du système judiciaire

Raison d'être

La Commission d'examen des erreurs du système judiciaire a été constituée en 2025, en vertu du *Code criminel*, conformément aux modifications apportées par la *Loi sur la Commission d'examen des erreurs du système judiciaire (Loi de David et Joyce Milgaard)*. Cette loi a modifié

le *Code criminel* afin d'établir une nouvelle commission indépendante chargée d'examiner, d'enquêter et de décider quelles affaires pénales devraient être renvoyées au système de justice en raison d'une possible erreur judiciaire.

Tableau 184. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission d'examen des erreurs du système judiciaire

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	0	0	111 151	8 765 182
Total des crédits votés	0	0	111 151	8 765 182
Total des postes législatifs	0	0	28 638	584 794
Total des dépenses budgétaires	0	0	139 789	9 349 976

Tableau 185. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission d'examen des erreurs du système judiciaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	4 603 871	0	0	0	4 603 871
Processus d'examen des erreurs judiciaires	4 516 055	0	0	0	4 516 055
Soutien au système de justice	230 050	0	0	0	230 050
Total	9 349 976	0	0	0	9 349 976

Tableau 186. Énumération des autorisations législatives - Commission d'examen des erreurs du système judiciaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	0	28 638	584 794

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Raison d'être

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire (la Commission) est un tribunal administratif créé par le Parlement pour assurer la surveillance civile et indépendante de la police militaire des Forces canadiennes. Le mandat de la Commission est défini dans la partie IV de la *Loi sur la défense nationale*.

Bien qu'elle relève directement du Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale, la Commission jouit d'une indépendance administrative et légale par rapport au ministère de la Défense nationale et aux Forces armées canadiennes. La Commission ne reçoit aucune directive du ministre de la Défense nationale relativement à son mandat opérationnel.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 187. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 184 069	5 307 976	5 557 976	5 572 620
Total des crédits votés		5 184 069	5 307 976	5 557 976	5 572 620
Total des postes législatifs		592 599	569 294	569 294	670 025

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	5 776 668	5 877 270	6 127 270	6 242 645

Tableau 188. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante de la police militaire	3 879 607	0	0	0	3 879 607
Services internes	2 363 038	0	0	0	2 363 038
Total	6 242 645	0	0	0	6 242 645

Tableau 189. Énumération des autorisations législatives - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	-----------------------------------	------------------------------------------------	------------------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	592 599	569 294	670 025

Commission du droit d'auteur

Raison d'être

Le mandat de la Commission du droit d'auteur (la Commission) est défini dans la partie VII de la *Loi sur le droit d'auteur*. La loi prévoit que, en tant qu'organisme de régulation économique, la Commission intervient dans trois domaines, soit l'approbation des tarifs pour les œuvres dont les droits sont gérés collectivement, l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres dont les titulaires sont introuvables et l'arbitrage, advenant qu'une société de gestion collective et un utilisateur ne peuvent s'entendre sur les redevances à être versées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission.

Tableau 190. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit d'auteur

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 557 132	4 244 261	4 244 261	4 251 677
Total des crédits votés		4 557 132	4 244 261	4 244 261	4 251 677
Total des postes législatifs		516 174	486 318	486 318	522 499
Total des dépenses budgétaires		5 073 306	4 730 579	4 730 579	4 774 176

Tableau 191. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission du droit d'auteur

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 819 340	0	0	0	3 819 340
Services internes	954 836	0	0	0	954 836
Total	4 774 176	0	0	0	4 774 176

Tableau 192. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit d'auteur - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	516 174	486 318	522 499

Commission du droit du Canada

Raison d'être

La Commission du droit du Canada fournit des conseils indépendants sur les améliorations, la modernisation et la réforme en vue d'un système juridique juste qui répond aux besoins changeants de la société canadienne.

Tableau 193. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	3 814 333	3 705 781	3 705 781	3 217 793
Total des crédits votés	3 814 333	3 705 781	3 705 781	3 217 793
Total des postes législatifs	225 896	188 273	188 273	201 809
Total des dépenses budgétaires	4 040 229	3 894 054	3 894 054	3 419 602

Tableau 194. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission du droit du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen du droit	2 273 370	0	0	0	2 273 370
Services internes	1 146 232	0	0	0	1 146 232
Total	3 419 602	0	0	0	3 419 602

Tableau 195. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	225 896	188 273	201 809

Commission mixte internationale (section canadienne)

Raison d'être

La Commission mixte internationale a pour mandat la prévention et/ou la résolution prompte et efficace des différends possibles aux termes du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Le Traité des eaux limitrophes a créé la Commission afin qu'elle agisse en tant que conseiller impartial auprès des gouvernements du Canada et des États-Unis.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel d'activités.

Tableau 196. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	8 217 765	6 795 183	10 645 173	7 673 621
Total des crédits votés		8 217 765	6 795 183	10 645 173	7 673 621
Total des postes législatifs		657 139	669 310	669 310	722 094
Total des dépenses budgétaires		8 874 904	7 464 493	11 314 483	8 395 715

Tableau 197. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion des ressources communes en eau	6 644 835	0	0	0	6 644 835
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 750 880	0	0	0	1 750 880
Total	8 395 715	0	0	0	8 395 715

Tableau 198. Énumération des autorisations législatives - Commission mixte internationale (section canadienne) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	657 139	669 310	722 094

Conseil canadien des normes

Raison d'être

Le Conseil canadien des normes (CCN) est une société d'État fédérale qui a pour mandat d'encourager une normalisation efficiente et efficace au Canada. Le CCN coordonne et encadre le système national de normalisation, qui est formé d'organismes canadiens et de Canadiens et de Canadiennes participant à des activités d'élaboration de normes et d'évaluation de la conformité volontaires. Des milliers de Canadiens et de Canadiennes contribuent aux travaux du réseau canadien de normalisation, dont quelque 3 000 bénévoles au sein de comités qui élaborent des normes. Les normes et les pratiques d'évaluation de la conformité sont essentielles au bien-être économique et collectif de la population canadienne. Elles offrent aux entreprises et à l'industrie des assises garantes de succès, et elles facilitent la circulation des biens et des services à l'échelle nationale et internationale.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de l'organisme.

Tableau 199. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil canadien des normes

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	25 591 119	26 059 253	26 184 253	18 912 125
Total des crédits votés	25 591 119	26 059 253	26 184 253	18 912 125
Total des dépenses budgétaires	25 591 119	26 059 253	26 184 253	18 912 125

Tableau 200. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Conseil canadien des normes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil canadien des normes	18 912 125	0	0	0	18 912 125
Total	18 912 125	0	0	0	18 912 125

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Raison d'être

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) est un tribunal quasi judiciaire indépendant qui réglemente le secteur canadien des communications dans l'intérêt public.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRTC.

Tableau 201. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	9 717 559	9 956 495	9 956 495	4 878 929
Total des crédits votés		9 717 559	9 956 495	9 956 495	4 878 929
Total des postes législatifs		11 550 960	11 909 759	11 909 759	12 686 178
Total des dépenses budgétaires		21 268 519	21 866 254	21 866 254	17 565 107

**Tableau 202. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementer et surveiller le système de communication	87 063 196	0	0	(73 216 195)	13 847 001
Services internes	24 378 814	0	0	(20 660 708)	3 718 106
Total	111 442 010	0	0	(93 876 903)	17 565 107

**Tableau 203. Énumération des autorisations législatives - Conseil de la
radiodiffusion et des télécommunications canadiennes - Budgétaire
(dollars)**

	Dépenses réelles 2024- 2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 501 068	11 909 759	12 686 178

Conseil de recherches en sciences humaines

Raison d'être

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) finance la recherche et la formation en recherche, ce qui permet de mieux comprendre les personnes d’hier et d’aujourd’hui en vue de bâtir un avenir meilleur. Qu’il s’agisse de famille, de culture ou d’emploi, la recherche concernant les personnes, notamment leur mode de vie, leur conception des choses et leur comportement permet de produire de nouvelles connaissances sur les enjeux qui importent le plus pour les Canadiens.

Le CRSH joue un rôle unique au sein du système canadien des sciences, de la technologie et de l’innovation en attribuant des bourses et des subventions aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent individuellement, en petits groupes ou en partenariat afin de cultiver le talent, de susciter de nouvelles idées et d’établir des liens qui permettent de répondre aux besoins de tous les secteurs de la société.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRSH.

Tableau 204. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences humaines

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	55 538 118	50 468 429	50 401 329	50 025 991
5	Subventions	1 234 605 283	1 271 889 793	1 272 067 048	1 351 984 353

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des crédits votés	1 290 143 401	1 322 358 222	1 322 468 377	1 402 010 344
Total des postes législatifs	7 124 557	6 039 806	6 039 806	6 408 326
Total des dépenses budgétaires	1 297 267 958	1 328 398 028	1 328 508 183	1 408 418 670

**Tableau 205. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétair
Conseil de recherches en sciences humaines**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en sciences humaines	33 065 869	0	842 656 263	0	875 722 1
Soutien offert aux établissements pour couvrir les coûts indirects de la recherche	833 974	0	509 328 090	0	510 162 0

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	22 534 474	0	0	0	22 534 4
Total	56 434 317	0	1 351 984 353	0	1 408 418 6

Tableau 206. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Conseil de recherches en sciences humaines (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Fonds de soutien à la recherche	466 451 926	482 808 090	509 328 090
Subventions et bourses	396 287 824	413 446 086	407 157 383
Fonds Nouvelles frontières en recherche	123 554 063	121 162 580	143 812 580
Bourses de formation en recherche du Canada	0	0	115 553 968
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	59 762 681	59 794 286	59 851 904
Fonds de recherche biomédicale du Canada	72 479 329	71 900 000	39 000 000
Bourses d'études supérieures du Canada	89 914 837	89 918 500	35 829 163
Chaires d'excellence en recherche du Canada	5 293 962	6 815 457	25 911 426
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	9 842 233	14 330 294	8 214 029

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 266 666	8 300 000	5 533 333
Capacité de recherche autochtone	0	1 500 000	1 190 477
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	602 000	602 000	602 000

Tableau 207. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences humaines - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 124 557	5 931 844	6 300 364
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	0	107 962	107 962

Conseil de recherches en sciences naturelles et en

génie

Raison d'être

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) est un acteur clé pour faire du Canada un chef de file en matière de découverte et d'innovation. Le CRSNG compte maximiser la valeur des investissements publics dans la recherche et le développement afin de contribuer à la prospérité du Canada et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens. Compte tenu de l'économie mondiale hautement concurrentielle d'aujourd'hui, le CRSNG joue un rôle clé de soutien quant au réseau d'innovation du Canada. Le CRSNG appuie la recherche qui bénéficie à tous les Canadiens. En rapprochant cette recherche innovatrice avec l'industrie par l'entremise d'initiatives de partenariats, le CRSNG facilite la collaboration entre le secteur privé et le milieu universitaire ainsi que l'accès à la richesse qu'offre le système canadien d'enseignement postsecondaire de premier ordre. Le CRSNG prend part à la formation de la prochaine génération de chercheurs et d'ingénieurs talentueux en accordant des bourses et des allocations de recherche, et accroît la visibilité de la recherche canadienne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 208. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	64 239 717	77 126 440	77 794 812	79 182 897
5	Subventions	1 396 360 221	1 420 233 755	1 425 854 328	1 527 732 810
Total des crédits votés		1 460 599 938	1 497 360 195	1 503 649 140	1 606 915 707
Total des postes législatifs		7 978 311	9 260 816	9 280 102	9 854 917
Total des dépenses budgétaires		1 468 578 249	1 506 621 011	1 512 929 242	1 616 770 624

Tableau 209. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	52 818 749	11 718 786	1 527 732 810	0	1 592 270 345

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	24 500 279	0	0	0	24 500 279
Total	77 319 028	11 718 786	1 527 732 810	0	1 616 770 624

Tableau 210. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions et bourses	1 100 448 229	1 126 585 903	1 168 413 123
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	78 586 293	78 627 871	78 703 633
Chaires d'excellence en recherche du Canada	24 368 131	30 207 334	77 505 420
Bourses de formation en recherche du Canada	0	0	72 713 057
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	103 995 890	96 904 510	71 713 469
Bourses d'études supérieures du Canada	64 483 584	64 515 000	32 500 000
Laboratoire-au-marché	8 386 426	13 443 137	18 679 346
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 341 668	8 350 000	5 600 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention pour le leadership autochtone dans le réseau de recherche	0	0	1 904 762

Tableau 211. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 978 311	9 076 879	9 651 694
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	0	203 223	203 223

Conseil des Arts du Canada

Raison d'être

Créé en 1957, le Conseil des arts du Canada (CAC) est une société d'État dont le rôle consiste « à favoriser et à promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ». Ses subventions aux artistes et aux organismes artistiques contribuent au dynamisme de la scène artistique canadienne. Ses prix en arts et en sciences célèbrent la créativité

de Canadiens exceptionnels. La Banque d'œuvres d'art du CAC est une collection nationale de plus de 17 000 œuvres d'art contemporain canadien, accessibles au public grâce à ses programmes de location, de prêt et de rayonnement.

La Commission canadienne pour l'UNESCO mène ses activités sous l'autorité générale du CAC.

Tableau 212. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil des Arts du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	364 283 160	360 142 160	360 312 160	357 666 546
Total des crédits votés	364 283 160	360 142 160	360 312 160	357 666 546
Total des dépenses budgétaires	364 283 160	360 142 160	360 312 160	357 666 546

Tableau 213. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Conseil des Arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil des Arts du Canada	357 666 546	0	0	0	357 666 546
Total	357 666 546	0	0	0	357 666 546

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Raison d'être

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) est un organisme quasi judiciaire chargé de protéger la population canadienne contre les abus de brevet liés aux prix des médicaments brevetés. Pour ce faire, il examine les prix de ces médicaments et intervient au besoin dans le cadre d'une audience, où un panel peut déterminer que ceux-ci sont excessifs.

De plus, le CEPMB contribue également à une meilleure compréhension de l'écosystème biopharmaceutique en publiant chaque année des rapports sur les tendances observées en matière de ventes, de prix et de dépenses en recherche et développement.

En outre, le CEPMB fournit, à la demande de la ministre de la Santé, des analyses ponctuelles, neutres, pertinentes et opportunes portant sur les tendances pharmaceutiques.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEPMB.

Tableau 214. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	12 398 001	16 630 352	16 630 352	15 574 520
Total des crédits votés		12 398 001	16 630 352	16 630 352	15 574 520
Total des postes législatifs		1 289 099	1 498 580	1 498 580	1 637 672
Total des dépenses budgétaires		13 687 100	18 128 932	18 128 932	17 212 192

Tableau 215. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveiller les prix des médicaments brevetés	13 668 116	0	0	0	13 668 116

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	3 544 076	0	0	0	3 544 076
Total	17 212 192	0	0	0	17 212 192

Tableau 216. Énumération des autorisations législatives - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 289 099	1 498 580	1 637 672

Conseil national de recherches du Canada

Raison d'être

En tant que principal acteur fédéral de la recherche et du développement technologique au Canada, le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) fait progresser les connaissances scientifiques, soutient l'innovation en entreprise et fournit des solutions technologiques aux défis les plus urgents en matière de politiques publiques. En collaboration avec l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire, les experts scientifiques et les conseillers en technologie industrielle du CNRC soutiennent une vaste gamme d'activités scientifiques et d'innovation, notamment en aidant les petites et moyennes entreprises technologiques à

intensifier leurs activités, à accéder aux chaînes de valeur mondiales et à devenir compétitives à l'échelle internationale. En conciliant l'avancement des sciences et des technologies émergentes nécessaires à l'économie de demain et le soutien à l'innovation dont les entreprises canadiennes ont besoin pour croître et réussir, le CNRC traduit l'excellence scientifique en innovations qui améliorent la qualité de vie des Canadiens et des peuples du monde. En combinant son solide fondement national et son réseau régional d'infrastructures scientifiques spécialisées à des partenariats internationaux élargis, le CNRC est devenu une plateforme habilitante qui permet de relier diverses expertises au sein du système d'innovation du Canada, concentrant ses efforts sur les objectifs les plus précieux du pays. Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 217. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil national de recherches du Canada

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	653 027 299	602 927 203	615 441 467	595 203 032
5	Dépenses en capital	159 927 785	157 961 000	265 344 962	317 578 865
10	Subventions et contributions	639 726 205	740 628 793	816 333 919	736 369 902

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des crédits votés	1 452 681 289	1 501 516 996	1 697 120 348	1 649 151 799
Total des postes législatifs	255 332 782	260 661 969	260 705 844	265 988 353
Total des dépenses budgétaires	1 708 014 071	1 762 178 965	1 957 826 192	1 915 140 152

Tableau 218. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Conseil national de recherches du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et innovation	672 970 804	310 310 865	736 369 902	0	1 719 651 571
Services internes	188 220 581	7 268 000	0	0	195 488 581
Total	861 191 385	317 578 865	736 369 902	0	1 915 140 152

Tableau 219. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Conseil national de recherches du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour le Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	36 623 992	42 221 079	50 909 600
Subventions pour le Programme d'aide à la recherche industrielle	0	0	31 000 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	1 454 755	2 750 000	2 750 000
Affiliations internationales	773 311	760 600	903 695
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	380 974 502	477 734 184	492 821 675
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	61 196 196	70 777 000	70 368 725
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	74 347 684	80 826 930	31 764 707
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétences jeunesse	20 238 274	21 100 000	19 892 500
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques	23 500 000	27 000 000	17 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme d'aide à la recherche industrielle - Contributions aux organisations	34 339 874	13 800 000	13 800 000
Contribution en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	5 591 835	3 000 000	4 500 000
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures	685 782	659 000	659 000

Tableau 220. Énumération des autorisations législatives - Conseil national de recherches du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	174 587 399	182 000 000	182 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	80 547 365	78 705 844	83 988 353

Corporation commerciale canadienne

Raison d'être

La Corporation commerciale canadienne (CCC) est régie par la loi qui l'a créée, soit la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* de 1946. La Loi énonce le mandat général de la CCC, c'est-à-dire contribuer à l'expansion du commerce extérieur du Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les acheteurs étrangers à se procurer des marchandises au Canada. La Loi confère aussi à la CCC un certain nombre de pouvoirs, dont la capacité d'effectuer l'exportation de marchandises ou de denrées du Canada, en qualité de mandant ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu'elle juge utiles. Par conséquent, la CCC facilite les transactions d'exportation à partir du Canada en négociant et en exécutant des accords d'approvisionnement bilatéraux de gouvernement à gouvernement et en faisant appel à des entreprises canadiennes pour répondre aux besoins d'approvisionnement.

Le financement de la CCC provient principalement de deux sources : un crédit destiné spécifiquement à financer l'exécution par la CCC de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) entre les États-Unis et le Canada et le recouvrement des coûts de toutes les autres activités internationales payantes.

La CCC rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé du Roi pour le Canada.

Tableau 221. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Corporation commerciale canadienne

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société d'État	13 792 138	13 792 138	13 792 138	13 772 022
Total des crédits votés	13 792 138	13 792 138	13 792 138	13 772 022
Total des dépenses budgétaires	13 792 138	13 792 138	13 792 138	13 772 022

Tableau 222. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Corporation commerciale canadienne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Corporation commerciale canadienne	13 772 022	0	0	0	13 772 022
Total	13 772 022	0	0	0	13 772 022

École de la fonction publique du Canada

Raison d'être

L'École de la fonction publique du Canada (l'École) est le fournisseur de services d'apprentissage communs de la fonction publique du Canada. L'École a pour mandat législatif de fournir une gamme d'activités d'apprentissage qui renforcent les capacités des employés et des organisations de la fonction publique, et qui favorisent l'excellence de la gestion au sein de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'École.

Tableau 223. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - École de la fonction publique du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	71 862 495	72 771 803	74 857 597	66 678 116
Total des crédits votés		71 862 495	72 771 803	74 857 597	66 678 116
Total des postes législatifs		26 918 835	21 281 461	21 396 335	21 377 192
Total des dépenses budgétaires		98 781 330	94 053 264	96 253 932	88 055 308

**Tableau 224. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - École de la fonction publique du Canada**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Apprentissage commun dans la fonction publique	66 041 481	0	0	0	66 041 481
Services internes	22 013 827	0	0	0	22 013 827
Total	88 055 308	0	0	0	88 055 308

Tableau 225. Énumération des autorisations législatives - École de la fonction publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 002 378	10 265 463	10 246 320
Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	8 426 595	6 630 872	6 630 872
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	8 483 902	4 500 000	4 500 000

Énergie atomique du Canada limitée

Raison d'être

Le mandat d'Énergie atomique du Canada limitée consiste à faciliter les activités de science et technologie nucléaires et à s'acquitter des responsabilités du gouvernement du Canada en matière de gestion des déchets radioactifs et de déclassé.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 226. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Énergie atomique du Canada limitée

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 433 600 000	1 945 655 529	1 947 025 222	1 704 470 844
Total des crédits votés	1 433 600 000	1 945 655 529	1 947 025 222	1 704 470 844
Total des dépenses budgétaires	1 433 600 000	1 945 655 529	1 947 025 222	1 704 470 844

**Tableau 227. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Énergie atomique du Canada limitée**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	1 144 829 393	0	0	0	1 144 829 393
Laboratoires nucléaires	207 641 451	352 000 000	0	0	559 641 451
Total	1 352 470 844	352 000 000	0	0	1 704 470 844

Fondation canadienne des relations raciales

Raison d'être

La Fondation canadienne des relations raciales est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*, qui est entrée en vigueur le 28 octobre 1996. Selon la loi, la société d'État a pour mission « de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale » en entreprenant diverses activités qui y sont énoncées en détail.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisation.

Tableau 228. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Fondation canadienne des relations raciales

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiement à la Fondation	12 092 410	12 000 000	11 990 800	12 000 000
Total des crédits votés	12 092 410	12 000 000	11 990 800	12 000 000
Total des dépenses budgétaires	12 092 410	12 000 000	11 990 800	12 000 000

Tableau 229. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Fondation canadienne des relations raciales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Fondation canadienne des relations raciales	12 000 000	0	0	0	12 000 000
Total	12 000 000	0	0	0	12 000 000

Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Comme service de police national du Canada, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est au cœur de l'engagement du gouvernement fédéral à assurer la sécurité de la population canadienne. En combattant le crime à l'échelle municipale, provinciale et territoriale, fédérale et internationale, la GRC apporte des solutions intégrées en matière de sécurité, une cohérence dans son rôle fédéral et une présence d'un océan à l'autre.

Le mandat de la GRC, tel que le définit l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, comporte de multiples facettes, dont les suivantes : prévention du crime et enquêtes criminelles, maintien de l'ordre et de la paix, exécution des lois, contribution à la sécurité nationale, protection des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des missions à l'étranger, et prestation de services de soutien opérationnel cruciaux à des services de police et organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 230. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 769 187 217	3 815 441 410	3 939 830 522	3 868 940 232
5	Dépenses en capital	358 463 364	452 365 865	453 391 534	451 267 333
10	Subventions et contributions	20 622 124	26 176 685	67 660 284	26 676 685
15	Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	947 245 331	1 060 656 391	1 129 325 344	1 159 839 174
Total des crédits votés		5 095 518 036	5 354 640 351	5 590 207 684	5 506 723 424
Total des postes législatifs		648 853 855	721 777 327	728 915 781	779 997 567
Total des dépenses budgétaires		5 744 371 891	6 076 417 678	6 319 123 465	6 286 720 991

Tableau 231. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Service de police autochtones, provinciaux, territoriaux et municipaux	5 198 696 842	315 238 820	7 164 446	(2 390 271 919)	3 130 828
Services de police fédérale	1 437 701 350	26 299 444	1 445 358	(500 000)	1 464 946
Service spécialisés nationaux	609 718 039	11 277 317	23 066 881	(29 767 384)	614 294
Services internes	982 001 045	98 451 752	0	(3 801 000)	1 076 651
Total	8 228 117 276	451 267 333	31 676 685	(2 424 340 303)	6 286 720

Tableau 232. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Gendarmerie royale du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 783 453	2 586 483	3 086 483

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	962 512	1 375 000	1 375 000
Total des postes législatifs	0	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	16 876 159	22 215 202	22 215 202

Tableau 233. Énumération des autorisations législatives - Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Pensions et autres prestations des employés - Membres de la GRC	496 046 713	601 358 247	643 786 692
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	149 006 037	122 557 534	131 210 875

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	2 208 201	5 000 000	5 000 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Raison d'être

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) sont l'organisme du gouvernement du Canada chargé d'investir dans la recherche en santé. Ils ont été créés en juin 2000 en vertu de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada* avec le mandat « d'exceller, selon les normes internationales reconnues de l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de renforcer le système de santé au Canada ».

Le mandat des IRSC vise à transformer la recherche en santé au Canada, conformément à l'éthique :

- en finançant la recherche libre et la recherche priorisée;
- en renforçant la capacité de recherche dans des secteurs peu explorés et en formant la prochaine génération de chercheurs en santé;
- en mettant l'accent sur l'application des connaissances qui facilite l'utilisation des résultats de la recherche et la transformation de ces résultats en nouvelles politiques, pratiques, procédures, produits et services.

Les IRSC investissent dans l'excellence en recherche dans le cadre de leur responsabilité essentielle, le financement de la recherche et la formation en santé, et de leurs trois programmes :

- recherche libre : fonds de recherche dans tout domaine lié à la santé visant la découverte et l'application de connaissances;
- formation et soutien professionnel : bourses offertes directement à la génération actuelle et à la prochaine génération de chercheurs prometteurs pour soutenir la formation ou le perfectionnement professionnel;
- recherche priorisée : subventions et bourses ciblées dans les domaines prioritaires.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 234. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Instituts de recherche en santé du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses de fonctionnement	78 253 311	76 463 348	74 909 376	76 580 072
5 Subventions	1 336 222 895	1 288 832 664	1 292 339 594	1 400 413 601
Total des crédits votés	1 414 476 206	1 365 296 012	1 367 248 970	1 476 993 673

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	9 896 030	9 682 685	9 682 685	10 406 058
Total des dépenses budgétaires	1 424 372 236	1 374 978 697	1 376 931 655	1 487 399 731

Tableau 235. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Instituts de recherche en santé du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en santé	40 518 358	0	1 400 413 601	0	1 440 931 959
Services internes	46 467 772	0	0	0	46 467 772
Total	86 986 130	0	1 400 413 601	0	1 487 399 731

Tableau 236. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Instituts de recherche en santé du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 182 762 488	1 131 907 205	1 163 579 697
Bourses de formation en recherche du Canada	0	0	93 267 494
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	58 407 137	58 438 027	58 494 335
Chaires d'excellence en recherche du Canada	13 137 901	17 177 209	50 697 154
Subventions d'appui aux instituts	16 674 514	16 290 715	14 876 818
Bourses d'études supérieures du Canada	52 574 942	53 484 821	11 823 292
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 309 545	8 350 000	3 493 057
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	1 656 368	2 509 687	2 276 993
Subvention pour le leadership autochtone dans le réseau de recherche	0	0	1 904 761

Tableau 237. Énumération des autorisations législatives - Instituts de recherche en santé du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 896 030	9 682 685	10 406 058

Investir au Canada

Raison d'être

Investir au Canada a été constitué comme établissement public en 2018, après l'entrée en vigueur de la *Loi sur Investir au Canada*. En vue de soutenir la prospérité économique du Canada et d'y stimuler l'innovation, Investir au Canada a pour mission de :

- promouvoir, d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers au Canada;
- coordonner les efforts du gouvernement et ceux du secteur privé et des autres intervenants en matière d'investissement direct étranger au Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Investir au Canada.

Tableau 238. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Investir au Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	32 743 554	32 755 156	32 755 156	29 860 156
Total des crédits votés		32 743 554	32 755 156	32 755 156	29 860 156
Total des dépenses budgétaires		32 743 554	32 755 156	32 755 156	29 860 156

Tableau 239. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Investir au Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Attirer de l'investissement direct étranger	23 411 445	0	0	0	23 411 445
Services internes	6 448 711	0	0	0	6 448 711
Total	29 860 156	0	0	0	29 860 156

La Société des ponts fédéraux Limitée

Raison d'être

La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) est une société d'État mère, initialement créée en 1998. Elle a été ensuite fusionnée avec la Société du pont de la rivière Sainte-Marie, une filiale en propriété exclusive, le 27 janvier 2015, et l'Administration du pont Blue Water, une société d'État mère, le 1er février 2015. La SPFL fournit une fonction de surveillance et de responsabilité au gouvernement du Canada pour des ponts internationaux particuliers et des structures connexes en Ontario, incluant les parties canadiennes des ponts internationaux à Cornwall, à Lansdowne, à Sault Ste. Marie et à Point Edward.

La SPFL ne demande aucun crédit dans le budget principal des dépenses 2026-2027.

Tableau 240. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - La Société des ponts fédéraux Limitée

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
- Paiements à la Société	17 863 915	0	1 000 000	0
Total des crédits votés	17 863 915	0	1 000 000	0

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	17 863 915	0	1 000 000	0

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Raison d'être

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée est une société d'État constituée en 1978. Sa mission est de voir à la gestion, à l'entretien et à la réfection d'infrastructures et de propriétés de juridiction fédérale, telles que ponts, autoroutes et tunnels, situées dans la grande région métropolitaine de Montréal. La société d'État est responsable du pont Jacques-Cartier, du tronçon fédéral du pont Honoré-Mercier, ainsi que de leurs approches, du pont de Québec, du tunnel de Melocheville, du tronçon fédéral de l'autoroute Bonaventure, de l'Estacade et du programme Héritage Champlain du projet de déconstruction du pont Champlain d'origine.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 241. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	189 641 990	295 761 948	292 032 157	263 313 989
Total des crédits votés	189 641 990	295 761 948	292 032 157	263 313 989
Total des dépenses budgétaires	189 641 990	295 761 948	292 032 157	263 313 989

Tableau 242. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	135 950 464	127 363 525	0	0	263 313 989
Total	135 950 464	127 363 525	0	0	263 313 989

Marine Atlantique S.C.C.

Raison d'être

Marine Atlantique S.C.C. (Marine Atlantique) est une société d'État mère créée en 1986 en vertu de la *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.*, et elle a remplacé la Canadian National Marine pour fournir un service de traversier à longueur d'année prévu par la Constitution, entre North Sydney, en Nouvelle-Écosse, et Port aux Basques, à Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.). Il s'agit du seul service de traversier au pays prévu dans la Constitution. La société exploite également un service non constitutionnel saisonnier, entre North Sydney et Argentia, à T.-N.-L. Marine Atlantique assure le transport d'environ 25 % de tous les visiteurs non-résidents vers T.-N.-L. ainsi que le transport de 66 % des marchandises et de 90 % des denrées périssables et d'une durée de vie critique. Le service est considéré comme vital pour les entreprises du Canada qui participent à l'économie régionale et pour la circulation des personnes en provenance et à destination de l'île de Terre-Neuve.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 243. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Marine Atlantique S.C.C.

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Paiements à la société	194 973 753	182 531 084	221 111 587	133 391 174
Total des crédits votés	194 973 753	182 531 084	221 111 587	133 391 174
Total des dépenses budgétaires	194 973 753	182 531 084	221 111 587	133 391 174

Tableau 244. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Marine Atlantique S.C.C.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Marine Atlantique S.C.C.	118 563 674	14 827 500	0	0	133 391 174
Total	118 563 674	14 827 500	0	0	133 391 174

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Raison d'être

Le Canada est un pays sur lequel l'immigration a eu une incidence positive. Il a accueilli plus de 21 millions de personnes depuis la Confédération et compte plus de 200 communautés ethniques. L'immigration a largement

contribué à façonner le pays diversifié et prospère d'aujourd'hui, et, si l'on regarde vers l'avenir, elle pourrait être tout aussi essentielle à la cohésion sociale et à la prospérité économique futures du Canada. À cette fin, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée de résidents temporaires, gère la sélection, l'établissement et l'intégration de nouveaux arrivants, octroie la citoyenneté et délivre des passeports aux citoyens qui y ont droit.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du Ministère en ce qui a trait aux lois de crédits demeure le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 245. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 626 838 893	2 223 420 163	2 939 548 116	1 891 240 714
5	Dépenses en capital	6 937 357	5 957 509	757 509	3 454 394
10	Subventions et contributions	3 572 858 382	2 777 304 133	2 863 407 889	2 394 061 854

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des crédits votés	6 206 634 632	5 006 681 805	5 803 713 514	4 288 756 962
Total des postes législatifs	301 905 264	167 345 847	169 174 210	128 124 655
Total des dépenses budgétaires	6 508 539 896	5 174 027 652	5 972 887 724	4 416 881 617
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	70 892 642	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	70 892 642	0	0	0

Tableau 246. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	1 029 484 676	0	2 394 061 854	0	3 423 546 53

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	326 480 401	0	0	(14 248 500)	312 231 90
Citoyenneté et passeports	689 647 386	37 559	0	(628 211 691)	61 473 25
Services internes	616 213 097	3 416 835	0	0	619 629 93
Total	2 661 825 560	3 454 394	2 394 061 854	(642 460 191)	4 416 881 61

Tableau 247. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	867 335 000	867 335 000	867 335 000
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	526 277 373	385 000 000	252 000 000
Subvention pour le Programme d'établissement	18 483 476	55 000 000	55 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	95 496 930	49 813 505	49 813 505
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	27 200 000	16 500 000	10 000 000
Subvention pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	111 587	1 750 000	1 750 000
Contributions			
Programme d'établissement	1 107 436 959	1 102 896 352	908 331 333
Aide à la réinstallation	342 102 637	276 735 276	240 749 566
Organisation internationale pour les migrations	3 836 775	3 774 000	5 582 450
Contribution pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	2 342 210	3 500 000	3 500 000

Tableau 248. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	157 232 789	148 428 462	153 022 058
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	99 066	102 300	106 000
Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> [L.R.C. (1985), ch. R-8])	120 626 725	20 643 448	(25 003 403)

Ministère de la Défense nationale

Raison d'être

Au nom de la population du Canada, les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) sont prêts à appuyer une vision selon laquelle le Canada assure :

- sa protection au pays, avec une souveraineté exercée et bien défendue, en particulier dans l'Arctique et dans les régions du Nord, et des Forces armées canadiennes (FAC) prêtes à intervenir en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations d'urgence et à mener des opérations de recherche et de sauvetage;
- sa sécurité en Amérique du Nord, en étant actif dans le cadre d'un partenariat de défense renouvelé avec les États-Unis, axé sur le rétablissement de la défense continentale et de la dissuasion dans tous

les domaines : mer, terre, air, espace et cyberspace - notamment par l'intermédiaire d'un NORAD modernisé; et

- son engagement dans le monde, les FAC apportant des contributions fiables et utiles à nos alliés et partenaires, en particulier dans les régions euro-atlantique et indopacifique, en faveur d'un monde plus stable et plus pacifique.

En vertu de la *Loi sur la Défense nationale*, le MDN et les FAC sont deux entités distinctes travaillant ensemble au quartier général de la Défense nationale à s'acquitter de leur principale responsabilité, qui consiste à assurer la défense du Canada et des Canadiens.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 249. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Défense nationale

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	21 267 752 014	21 542 249 545	24 996 030 174	26 667 839 458
5	Dépenses en capital	8 761 988 873	10 903 027 855	13 461 078 360	17 968 133 395
10	Subventions et contributions	1 592 299 391	1 009 220 911	4 132 447 445	3 286 332 656

		2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	446 727 531	446 727 532	589 378 442	446 727 532
Total des crédits votés		32 068 767 809	33 901 225 843	43 178 934 421	48 369 033 041
Total des postes législatifs		1 856 027 442	1 763 785 855	2 250 977 005	2 320 036 660
Total des dépenses budgétaires		33 924 795 251	35 665 011 698	45 429 911 426	50 689 069 701
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Compte d'avance du fonds de roulement	(3 510 233)	0	0	0
Total des crédits votés		(3 510 233)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(3 510 233)	0	0	0

**Tableau 250. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de la Défense nationale**

		Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	T
	Fonctionnement				

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Forces prêtes au combat	13 473 706 942	793 687 722	406 200 000	(62 376 729)	14 611
Acquisition de capacités	1 473 350 456	11 295 151 414	0	0	12 768
Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables	4 978 733 201	2 459 934 635	90 001 975	(248 121 616)	7 280
Équipe de la Défense	5 374 420 017	20 151 078	3 990 000	(21 395 091)	5 377
Opérations	1 193 822 839	164 003 300	2 627 927 397	(170 857)	3 985
Opérations maritimes et intervention	762 412 616	2 858 757 572	31 627 213	0	3 652
Concept de force de l'avenir	1 146 076 695	207 951 672	127 076 071	(429 682)	1 480
Navigation maritime	238 999 662	108 645 660	0	(40 011 000)	307
Services internes	1 182 524 596	59 850 342	0	(17 428 399)	1 224
Total	29 824 047 024	17 968 133 395	3 286 822 656	(389 933 374)	50 689

Tableau 251. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de

la Défense nationale (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	2 240 000	22 000 000	64 020 000
Subventions pour les innovateurs et les accélérateurs canadiens de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord	0	0	6 624 300
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 890 768	2 956 054	3 021 433
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	648 962	2 000 000	2 000 000
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle	1 637 090	1 650 157	2 000 000
Subventions à l'appui du Programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	1 049 999	1 050 000	1 050 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue navale du Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Armée du Canada	500 000	500 000	500 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Air du Canada	500 000	500 000	500 000
Contributions			
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	1 160 531 946	434 469 829	2 089 417 850
Contributions au Programme de résilience de l'industrie de défense canadienne	0	0	404 200 000
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	232 264 342	305 938 729	358 606 729
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	92 949 028	145 155 679	167 727 679
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	41 914 000	42 580 448	63 725 079
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	31 377 992	22 987 500	50 981 250
Contributions à l'appui du programme intégré de la Garde côtière canadienne	0	0	31 627 213

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'assainissement d'anciens sites de radars militaires au Québec	25 955	9 477 648	10 032 347
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	4 803 841	7 410 712	8 175 139
Assainissement du site de l'aéroport Jack Garland de North Bay	6 659 080	0	8 041 230
Unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	4 960 257	3 198 024	6 703 319
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	4 000 000	4 000 000	4 000 000
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Contributions à l'appui du programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	450 000	450 000	450 000
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	146 131	146 131	179 088
Total des postes législatifs	395 394	550 000	490 000

Tableau 252. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Défense nationale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	1 434 415 918	1 764 950 569	1 713 191 830
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	393 869 024	485 374 136	606 248 830
Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	327 423	450 000	400 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000
Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	67 971	100 000	90 000

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Raison d'être

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été créé en 1987 pour promouvoir la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest. En août 2021, le nom commercial de DEO a été changé pour Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). PrairiesCan favorise la croissance économique et la diversification de l'économie des provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et Manitoba).

PrairiesCan défend également les intérêts des provinces des Prairies dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques nationales, de programmes et de projets.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 253. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	45 470 717	42 526 013	44 570 714	47 589 003
5	Subventions et contributions	312 052 429	230 921 018	381 792 146	280 723 712
Total des crédits votés		357 523 146	273 447 031	426 362 860	328 312 715
Total des postes législatifs		5 171 002	5 088 531	5 400 721	6 371 161
Total des dépenses budgétaires		362 694 148	278 535 562	431 763 581	334 683 876

Tableau 254. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest

canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les Prairies	38 359 950	0	280 723 712	0	319 083 662
Services internes	18 200 214	0	0	(2 600 000)	15 600 214
Total	56 560 164	0	280 723 712	(2 600 000)	334 683 876

Tableau 255. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	0	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	177 975 284	141 954 598	191 595 254
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	113 484 277	63 373 552	63 535 590

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	17 667 868	17 667 868	17 667 868
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	2 925 000	2 925 000	2 925 000

Tableau 256. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 164 131	5 400 721	6 371 161

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Raison d'être

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a été créé en 1868, un an après la Confédération, en raison de l'importance de l'agriculture pour le développement économique, social et culturel du Canada. Aujourd'hui, le Ministère aide à réunir les conditions propices à la rentabilité, à la durabilité et à l'adaptabilité à long terme du secteur agricole canadien. Agriculture et Agroalimentaire Canada appuie le secteur au moyen d'initiatives qui

favorisent l'innovation, la compétitivité et la gestion proactive des risques. Son but est de positionner les industries de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels de façon à ce qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel en tirant parti des nouveaux débouchés sur les marchés nationaux et internationaux en croissance.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau 257. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	717 813 481	682 771 782	678 501 670	647 737 493
5	Dépenses en capital	67 788 769	73 095 676	82 845 176	67 699 368
10	Subventions et contributions	890 290 778	893 997 907	927 941 567	782 888 844
Total des crédits votés		1 675 893 028	1 649 865 365	1 689 288 413	1 498 325 705
Total des postes législatifs		2 354 607 542	2 285 805 080	2 397 634 072	2 179 243 454
Total des dépenses budgétaires		4 030 500 570	3 935 670 445	4 086 922 485	3 677 569 159

**Tableau 258. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Risques du secteur	80 948 360	3 707 571	1 943 670 277	(1 000 000)	2 027 326 :
Science et innovation	419 428 509	57 992 973	327 986 829	(25 000 000)	780 408 :
Marchés nationaux et internationaux	105 117 948	1 268 024	605 200 427	(9 200 062)	702 386 :
Services internes	185 717 503	4 730 800	0	(23 000 000)	167 448 :
Total	791 212 320	67 699 368	2 876 857 533	(58 200 062)	3 677 569 :

Tableau 259. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	54 993 269	55 000 000	55 000 000
Paiements de subvention en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	0	10 000 000	6 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	3 643 000	5 143 000	5 143 000
Défi – Technologies propres en agriculture	2 000 000	3 000 000	3 000 000
Total des postes législatifs	508 019 877	456 137 473	356 137 473
Contributions			
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	275 752 425	261 911 236	261 911 236
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	108 575 593	111 804 834	97 411 833
Paiements de contribution à l'appui du Programme d'investissement à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	126 989 545	118 260 000	93 260 000
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	87 872 547	85 500 000	85 500 000
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	28 418 920	38 474 750	38 474 750

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	21 976 374	22 758 764	35 258 764
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	103 936 797	89 038 071	18 225 572
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	514 186	19 831 000	15 681 000
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	13 340 009	13 500 000	13 500 000
Paiements de contribution en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	817 713	8 457 042	11 842 480
Stratégie emploi et compétences jeunesse	11 465 963	11 752 543	11 752 543
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	11 681 496	11 740 000	10 940 000
Contributions à l'appui du programme Agri-innover dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	12 748 099	17 456 667	10 617 666

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	5 240 000	5 240 000	4 240 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	4 779 938	4 130 000	4 130 000
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	1 558 112	1 000 000	1 000 000
Total des postes législatifs	1 760 110 417	1 747 845 661	1 737 831 216

Tableau 260. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	1 264 457 816	1 033 783 000	1 033 783 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	323 257 162	431 885 638	339 658 188

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	165 286 998	153 974 143	153 974 143
Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	245 062 681	250 000 000	150 000 000
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	122 189 007	172 047 165	146 986 659
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	13 623 045	118 513 335	118 513 335
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 607 911	80 902 683	84 329 209
Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	13 888 411	50 000 000	62 000 000
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	97 681 213	68 563 330	52 063 330
Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	25 864 162	19 779 021	19 779 021

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	424 522	13 111 013	13 111 013
Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	2 114 897	4 000 000	4 000 000
Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	1 952 773	872 444	839 556
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	99 066	102 300	106 000
Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)	0	100 000	100 000

Ministère de la Justice

Raison d'être

Dans le cadre du système juridique canadien, l'administration de la justice est un champ de compétence partagé entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. Le Ministère appuie le ministre de la Justice dans l'exécution de ses responsabilités liées aux lois et secteurs du droit qui relèvent de la compétence fédérale, en assurant un cadre juridique national bilingue et bijuridique, principalement dans les domaines suivants : la justice pénale (y compris la justice pour les victimes d'actes criminels et la

justice pénale pour les jeunes), la justice familiale, l'accès à la justice, le droit applicable aux Autochtones, le droit public et le droit privé international. Cette responsabilité est assurée par l'élaboration de politiques, lois, programmes et services pour les Canadiens et Canadiennes. Le ministre agit à titre de conseiller juridique du Cabinet et veille à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi.

Le Ministère appuie le rôle de procureur général du Canada en tant que conseiller juridique en chef de la Couronne, qui représente la Couronne et non les ministères ou organismes individuels. Par conséquent, le procureur général cherche à protéger les intérêts de l'ensemble du gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 261. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Justice

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	509 086 211	325 996 408	362 848 314	304 817 169
5	Subventions et contributions	717 631 358	725 976 557	782 500 095	745 581 883
Total des crédits votés		1 226 717 569	1 051 972 965	1 145 348 409	1 050 399 052

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	124 223 556	118 136 333	127 060 063	123 336 479
Total des dépenses budgétaires	1 350 941 125	1 170 109 298	1 272 408 472	1 173 735 531

Tableau 262. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère de la Justice

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien au système de justice	63 747 855	0	745 581 883	0	809 329 738
Services juridiques	733 540 492	0	0	(460 000 000)	273 540 492
Services internes	157 865 301	0	0	(67 000 000)	90 865 301
Total	955 153 648	0	745 581 883	(527 000 000)	1 173 735 531

Tableau 263. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de la Justice (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone	1 350 202	5 300 000	5 992 701
Subventions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	8 959 600	5 000 000	5 000 000
Subventions à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	6 242 089	4 656 943	4 656 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	3 450 000	3 450 000	3 450 000
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	354 599	600 000	600 000
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	28 000	79 655	79 655
Contributions			
Contributions pour l'aide juridique en matière criminelle	212 827 506	222 327 507	222 327 507
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes	184 972 994	184 972 994	184 972 994
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	100 607 000	83 100 000	130 000 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	39 154 198	46 860 674	42 148 000
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	30 076 171	28 346 829	28 346 829

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	22 188 904	21 202 544	16 000 000
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	13 836 898	13 961 288	13 776 944
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et d'information juridiques)	12 271 010	12 586 668	12 771 012
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	15 397 610	12 542 845	12 542 845
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	26 868 513	32 462 191	11 376 996
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	12 289 195	11 048 000	11 048 000
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	10 131 276	10 631 276	10 631 276
Contributions à la mise en application des exigences de la <i>Loi sur les contraventions</i> en matière de langues officielles	6 037 220	8 136 400	8 027 900

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	4 074 626	4 425 345	7 660 883
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	1 791 875	3 035 000	6 065 000
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail	616 587	5 004 053	5 004 053
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	884 472	3 362 345	1 862 345
Contributions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	2 540 400	2 000 000	500 000
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	381 622	315 000	315 000
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	144 707	190 000	190 000
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	42 207	100 000	100 000
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	111 877	85 000	85 000
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	0	194 000	50 000

Tableau 264. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Justice - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	124 119 490	126 957 763	123 230 479
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	102 519	102 300	106 000

Ministère de la Santé

Raison d'être

En matière de santé, Santé Canada défend le système public de soins, élargit l'accès aux services, contribue à la réduction des risques et appuie la population canadienne dans la prise de décisions éclairées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Santé Canada.

Tableau 265. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Santé

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 917 890 248	4 260 686 972	5 880 745 595	4 471 969 789
5	Dépenses en capital	26 438 916	32 094 569	32 094 569	22 558 931
10	Subventions et contributions	5 501 537 921	6 003 337 872	6 076 274 753	5 932 344 127
Total des crédits votés		8 445 867 085	10 296 119 413	11 989 114 917	10 426 872 847
Total des postes législatifs		303 598 095	329 238 340	329 238 340	552 118 752
Total des dépenses budgétaires		8 749 465 180	10 625 357 753	12 318 353 257	10 978 991 599

Tableau 266. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère de la Santé

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Systemes de soins de santé	3 669 135 609	0	6 147 762 398	0	9 816 898 007

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection et promotion de la santé	913 899 807	8 268 744	129 073 090	(222 968 594)	828 273 047
Services internes	349 727 099	14 290 187	0	(30 196 741)	333 820 545
Total	4 932 762 515	22 558 931	6 276 835 488	(253 165 335)	10 978 991 599

Tableau 267. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de la Santé (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	35 000 000	35 000 000	35 000 000
Total des postes législatifs	0	22 940 000	24 425 000
Contributions			
Programme de la stratégie nationale sur les médicaments pour le traitement des maladies rares	468 774 452	472 933 889	472 933 889
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	118 358 979	127 158 979	150 958 979

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	76 947 747	178 816 612	137 210 646
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	123 002 642	161 279 930	122 143 220
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	53 375 678	59 545 678	60 182 678
Contribution à Inforoute Santé du Canada	82 292 496	67 314 500	52 000 000
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	47 500 000	47 500 000	47 500 000
Programme pour les langues officielles en santé	40 624 999	40 624 999	40 625 000
Fonds pour les dispositifs et les fournitures pour le traitement du diabète	0	20 487 407	37 839 549
Fonds d'accès à la santé buccodentaire	0	31 250 000	33 892 780
Programme du Fonds canadien de recherche sur le cerveau	25 173 697	28 393 089	30 000 000
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	25 280 000	24 600 000	24 600 000
Programme canadien de soutien aux survivants de la thalidomide	15 650 990	15 085 800	15 387 516
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	14 250 000	14 250 000	14 250 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme d'organes, de tissus et de sang	10 522 400	8 580 000	8 580 000
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	1 230 074	5 396 290	5 256 290
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	500 000	1 472 119	885 000
Programme de contributions à la recherche en santé environnementale	936 699	538 580	538 580
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	340 119	350 000	250 000
Autres paiements de transfert			
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	2 550 192 350	4 633 310 000	4 642 310 000
Total des postes législatifs	0	100 939 163	320 066 361

Tableau 268. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Santé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements aux provinces et aux territoires pour augmenter la couverture du régime public actuel d'assurance-médicaments et pour assurer la couverture de certains médicaments sur ordonnance et produits connexes en vertu de l'article 6 de la <i>Loi sur l'assurance-médicaments</i>.	0	100 939 163	320 066 361
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	151 518 447	153 691 686	156 058 500
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	126 115 882	51 462 891	51 462 891
Paiements aux provinces et aux territoires conformément à l'article 103 de la <i>Loi sur les brevets</i>	0	22 940 000	24 425 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	110 926	102 300	106 000

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Raison d'être

Le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (c.-à-dire Sécurité publique Canada (SP)) joue un rôle clé dans l'exercice de la responsabilité fondamentale du gouvernement en matière de sécurité et de sûreté de ses citoyens.

La loi régissant le Ministère définit trois rôles essentiels :

- Exercer un leadership à l'échelle nationale afin d'assurer une approche cohérente et intégrée en matière de sécurité et de sûreté au Canada;
- Coordonner les efforts du portefeuille et du gouvernement fédéral en matière de sécurité nationale, de prévention du crime et de résilience des communautés; et
- Collaborer avec l'ensemble du gouvernement, les collectivités autochtones, le secteur privé et les partenaires internationaux sur des questions liées à la sécurité publique et à la gestion des urgences.

Tableau 269. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	266 253 175	346 711 518	357 802 956	265 778 295
5	Subventions et contributions	1 046 877 971	1 787 484 190	1 822 728 626	1 958 506 033
Total des crédits votés		1 313 131 146	2 134 195 708	2 180 531 582	2 224 284 328

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	27 686 447	28 792 986	30 266 073	28 559 700
Total des dépenses budgétaires	1 340 817 593	2 162 988 694	2 210 797 655	2 252 844 028

**Tableau 270. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion des urgences	54 456 230	0	1 128 471 555	0	1 182 927
Sécurité communautaire	111 986 419	0	826 768 356	0	938 754
Sécurité nationale	40 898 547	0	3 266 122	0	44 164
Services internes	89 696 799	0	0	(2 700 000)	86 996
Total	297 037 995	0	1 958 506 033	(2 700 000)	2 252 844

Tableau 271. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut - Entreprises et particuliers	0	0	64 800 000
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	40 650 000	21 600 000	21 600 000
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux	1 796 144	1 796 144	14 396 144
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	855 573	9 593 363	7 873 363
Fonds pour la résilience communautaire	860 890	3 500 000	3 500 000
Programme de coopération en matière de cybersécurité	0	3 225 450	3 266 122
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	2 580 000	3 100 000	3 100 000
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	343 140 732	616 003 139	1 106 859 268

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Palements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits	260 430 914	352 850 130	391 064 769
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	14 415 994	47 350 000	85 116 036
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	78 123 079	80 121 881	80 121 881
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	47 687 237	54 382 944	52 592 944
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	151 609	75 459 007	28 825 887
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	1 109 384	18 700 000	18 360 000
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	29 441 767	18 011 462	17 671 462
Programme de contributions pour les analyses biologiques	12 653 071	12 832 318	12 832 318

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	26 617 976	22 532 112	10 472 287
Fonds destinés pour améliorer la sécurité autour du complexe parlementaire	5 539 373	10 000 000	10 000 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	4 969 721	7 000 000	7 800 000
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	5 065 566	7 304 000	6 554 000
Fonds pour la résilience communautaire	17 585 776	6 160 520	6 177 952
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes	6 357 000	2 035 600	2 035 600
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	4 848 453	5 000 000	2 000 000
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage	949 000	714 000	714 000
Association internationale des pompiers, Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	272 000	272 000	272 000

Tableau 272. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 587 647	30 163 773	28 345 700
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Raison d'être

La mission d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), y compris le Programme du travail et Service Canada, est de bâtir un Canada plus fort et plus inclusif, d'aider les Canadiens et les Canadiennes à mener une vie productive et gratifiante, et d'améliorer leur qualité de vie.

EDSC fournit une gamme de programmes et de services qui touchent les Canadiens et les Canadiennes tout au long de leur vie. Le Ministère garantit aux aînés un revenu de base, appuie les travailleurs sans emploi, aide les étudiants à financer leurs études postsecondaires et soutient les parents qui élèvent de jeunes enfants. Le Programme du travail est responsable des lois et des politiques s'appliquant aux milieux de travail de compétence fédérale. Service Canada aide les citoyens à accéder aux programmes d'EDSC, de même qu'à d'autres programmes et services du gouvernement du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 273. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	1 455 737 138	1 299 684 121	1 339 080 982	1 111 834 762
5	10 117 400 843	11 647 044 543	11 643 623 722	12 513 074 018

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
- Radiation des dettes - Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	0	197 249 543	381 908 993	0
- Radiation de dettes - Compte des rentes sur l'État	0	0	18 638	0
Total des crédits votés	11 573 137 981	13 143 978 207	13 364 632 335	13 624 908 780
Total des postes législatifs	87 334 481 785	92 589 411 733	91 144 736 117	96 553 289 167
Total des dépenses budgétaires	98 907 619 766	105 733 389 940	104 509 368 452	110 178 197 947
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	2 853 061 454	1 227 916 527	2 960 361 456	1 756 185 666
Total des dépenses non budgétaires	2 853 061 454	1 227 916 527	2 960 361 456	1 756 185 666

**Tableau 274. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de l'Emploi et du Développement social**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	
Régimes de pension et prestations	779 708 823	0	90 810 315 000	(328 297 397)	91 :
Développement social	71 849 660	0	9 927 151 131	0	9 :
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 662 395 439	0	7 252 703 622	(2 040 812 577)	7 :
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	504 038 457	0	0	0	!
Conditions et relations de travail	122 692 073	0	60 540 787	(900 000)	.
Services internes	1 158 445 856	0	0	(801 632 927)	:
Total	5 299 130 308	0	108 050 710 540	(3 171 642 901)	110 :

Tableau 275. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Total
Apprentissage, développement des compétences et emploi	1 756 185 666
Total	1 756 185 666

Tableau 276. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de l'Éducation, du Collège universitaire et du Développement social (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Subventions			
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	82 960 431	107 104 322	
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	60 273 439	64 340 000	
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	24 287 143	24 771 000	
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	0	18 300 000	
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	19 383 958	26 641 707	
Programme de financement du travail	11 885 787	6 885 787	€
Programme de financement des objectifs de développement durable	2 183 851	4 600 000	4
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	680 000	2 000 000	2
Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	1 265 000	1 500 000	1

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	371 616	1 500 000	1
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	0	1 000 000	1
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	1 012 543	1 100 000	
Total des postes législatifs	84 861 883 606	90 294 103 421	
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	907 840 181	827 804 391	1

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	404 853 317	509 794 381	
Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	360 281 778	311 094 200	
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	37 720 583	82 894 500	
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	18 766 063	67 747 679	
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	64 049 063	60 000 000	

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	41 554 624	50 947 957	
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE) et le Cadre d'AGJE autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'AGJE	25 270 258	29 658 520	
Programme d'innovation pour l'épargne-retraite des préposés aux services de soutien à la personne	0	8 890 000	
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	4 044 470	2 500 000	2
Contributions à l'appui des activités d'engagement et de renforcement des capacités des populations autochtones	0	2 000 000	2
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	41 495 461	12 372 578	1
Programme de financement du travail	3 981 722	2 500 000	1

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	31 526 526	3 209 000	1
Total des postes législatifs	1 179 378 055	1 191 959 614	1
Autres paiements de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	7 208 049 648	8 490 291 517	9
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	722 733 435	722 000 000	
Paiements aux provinces et aux territoires pour le Programme national d'alimentation dans les écoles	19 935	140 239 869	

Tableau 277. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	60 648 088 711	63 113 000 000	67 823 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	18 910 375 539	19 366 000 000	20 356 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	2 584 053 454	2 751 296 785	2 033 425 170
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 266 516 088	1 324 680 967	1 427 134 230
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	1 198 830 534	1 130 000 000	1 140 000 000
Prestation canadienne pour les personnes handicapées (<i>Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées</i>)	0	750 000 000	1 100 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	631 884 378	612 000 000	654 000 000
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	646 256 360	627 000 000	645 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	502 168 897	478 215 918	457 273 072
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	489 556 404	424 090 452	415 407 991
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	216 344 120	225 700 000	218 980 000
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	195 700 080	194 000 000	199 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paielements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>)	63 409 776	49 250 000	49 250 000
Paielements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	16 141 958	31 444 511	31 444 511
Paielements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	6 341 072	5 280 423	5 615 604
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	0	145 000	145 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 285	102 300	106 000
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	(3 929 370)	40 000	40 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	468	2 000	6 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paielements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 297 053)	(1 175 875)	(1 032 516)
Paielements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(2 103 761)	(1 771 642)	(1 505 895)

Tableau 278. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	2 829 479 789	2 932 324 196	1 728 313 925
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	23 152 665	28 037 260	27 871 741

Ministère de l'Environnement

Raison d'être

Environnement et Changement climatique Canada dirige et soutient un large éventail d'enjeux environnementaux, notamment en prenant des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques, la pollution, la préservation de la nature et les prévisions des conditions météorologiques et environnementales. Le Ministère aborde ces questions par le biais de diverses mesures et initiatives, notamment en dirigeant les efforts du Canada en vue d'une transition vers une économie nette zéro et en renforçant la résilience face aux changements climatiques, en protégeant davantage nos terres et nos eaux, en renforçant la protection et le rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats, et en fournissant des renseignements environnementaux et météorologiques aux Canadiens. Pour réaliser son mandat, le Ministère travaille avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones, la société civile, l'industrie et les partenaires internationaux, et entreprend des activités de surveillance, de recherche scientifique, d'élaboration de politiques et de règlements, et d'application des lois et des règlements environnementaux. L'orientation des programmes du Ministère tient compte de l'interdépendance entre la durabilité de l'environnement et le bien-être économique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Environnement et Changement climatique Canada.

Tableau 279. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Environnement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 190 101 134	1 133 557 952	1 128 205 563	969 963 675
5	Dépenses en capital	103 291 576	80 695 624	92 120 200	70 255 723
10	Subventions et contributions	1 301 980 939	1 050 756 750	1 051 054 353	342 921 705
Total des crédits votés		2 595 373 649	2 265 010 326	2 271 380 116	1 383 141 103
Total des postes législatifs		370 394 850	862 260 802	862 679 545	328 564 670
Total des dépenses budgétaires		2 965 768 499	3 127 271 128	3 134 059 661	1 711 705 773

**Tableau 280. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de l'Environnement**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tot
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	145 264 691	7 057 421	323 434 739	(46 908)	475 701

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tot
Préservation de la nature	168 138 633	2 461 598	199 759 473	(4 200 884)	366 11
Prévention et gestion de la pollution	327 133 873	17 888 227	10 527 835	(12 454 626)	343 01
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	306 385 259	16 211 164	6 341 913	(61 282 960)	267 61
Services internes	236 850 151	26 637 313	0	(4 401 139)	259 01
Total	1 183 772 607	70 255 723	540 063 960	(82 386 517)	1 711 71

Tableau 281. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de l'Environnement (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3 739 216	3 600 000	2 800 000
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	165 701	2 050 000	2 050 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	0	250 000	250 000
Subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	44 000	44 000	44 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	110 392 971	97 833 096	186 647 933
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	192 118 466	247 100 297	99 810 356
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	34 983 604	34 823 056	28 461 306
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	26 026 134	9 555 647	9 088 666
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	3 489 042	3 646 378	3 730 128
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale (CCE)	3 630 945	3 460 777	3 460 777
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	3 893 395	3 350 400	3 050 400

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale (OMM)	2 927 558	2 567 785	2 567 785
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	242 711	245 000	245 000
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)	207 400	206 140	206 140
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	164 658	200 000	200 000
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	324 635 265	286 603 496	150 000
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	149 809	121 214	121 214
Contribution obligatoire au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR)	38 582	38 000	38 000
Total des postes législatifs	144 672 429	261 198 459	197 142 255

Tableau 282. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Environnement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Distribution des revenus provenant des redevances pour émissions excédentaires versées en vertu du Système de tarification fondé sur le rendement conformément à l'article 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	144 672 429	261 198 459	197 142 255
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	134 586 228	134 888 786	131 314 415
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

Ministère de l'Industrie

Raison d'être

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) travaille avec les Canadiens de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions du pays à instaurer un climat favorable à l'investissement, à stimuler l'innovation, à accroître la présence canadienne sur les marchés mondiaux et à créer un marché équitable, efficace et concurrentiel.

ISDE est l'organisme fédéral qui gère le portefeuille de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère de l'Industrie.

Tableau 283. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Industrie

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	654 154 862	628 663 340	661 197 582	666 379 648
5	Dépenses en capital	18 367 336	81 803 417	92 232 585	73 437 460
10	Subventions et contributions	4 011 375 226	7 675 233 851	7 810 175 326	7 923 243 891
Total des crédits votés		4 683 897 424	8 385 700 608	8 563 605 493	8 663 060 999
Total des postes législatifs		159 562 464	205 737 307	205 793 444	179 985 849
Total des dépenses budgétaires		4 843 459 888	8 591 437 915	8 769 398 937	8 843 046 848
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	0	300 000	300 000	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	0	500 000	500 000	500 000
Total des crédits votés		0	800 000	800 000	800 000
Total des postes législatifs		(1 400 000 000)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(1 400 000 000)	800 000	800 000	800 000

**Tableau 284. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère de l'Industrie**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Entreprises, investissement et croissance	870 712 474	72 682 460	6 090 796 148	(382 197 070)	6 651

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	T
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	38 585 439	0	1 098 959 869	0	1 137
Personnes, compétences et collectivités	20 698 106	0	829 975 000	0	850
Services internes	233 854 064	755 000	0	(31 774 642)	202
Total	1 163 850 083	73 437 460	8 019 731 017	(413 971 712)	8 843

Tableau 285. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Industrie

	Total
Entreprises, investissement et croissance	800 000
Total	800 000

Tableau 286. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère de l'Industrie (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention au Fonds des sciences de la vie	0	0	13 500 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	1 986 126	1 906 126	7 340 230
Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	5 508 000	5 708 000	6 638 994
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	375 000	535 000	535 000
Subventions au Programme de cliniques juridiques de la propriété intellectuelle	399 910	400 000	400 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	352 800	300 000	300 000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	111 000	150 000	150 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone	150 000	150 000	150 000
Contributions			
Contributions provenant du Fonds de réponse stratégique	1 703 467 211	2 707 845 815	3 021 918 471
Contributions aux fabricants de batteries de véhicules électriques	40 625 350	2 136 563 719	2 474 663 056
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	257 120 579	922 223 819	800 000 000
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	549 054 615	567 730 524	596 309 867
Contributions au titre des grappes d'innovation mondiales	208 945 285	367 050 210	266 918 625

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions en vertu du Fonds stratégique des sciences	96 110 585	126 813 362	201 975 104
Contributions au programme de fonds d'accès au calcul pour l'intelligence artificielle	0	23 683 278	97 826 015
Contribution sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique	168 737 584	51 455 900	54 009 108
Contributions à Mitacs Inc.	135 000 000	127 000 000	50 000 000
Contributions pour l'association du Canada à Horizon Europe	24 722 960	34 500 000	43 577 040
Contributions à Génome Canada	26 600 000	49 813 750	42 413 750
Contributions à CANARIE Inc.	37 000 000	29 600 000	31 900 000
Contributions au programme d'infrastructure de calcul pour l'intelligence artificielle	0	115 672 008	27 757 845
Contributions au programme des champions quantiques canadiens	0	0	27 600 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	22 701 679	28 844 809	27 356 763
Contributions au Fonds des sciences de la vie	0	2 964 475	23 178 340
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cyber sécurité	6 193 290	19 393 062	20 075 716

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	951 007	15 000 000	14 900 000
Contributions à Futurpreneur Canada	12 000 000	12 000 000	12 000 000
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	15 000 000	24 000 000	12 000 000
Contributions pour l'initiative Talent pour l'innovation Canada	0	0	11 725 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	8 080 000	4 500 000	10 472 915
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour l'Institut canadien pour la sécurité de l'intelligence artificielle	2 999 545	6 000 000	6 000 000
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle	22 004 327	8 810 799	5 257 052
Contributions pour l'initiative canadienne de protection des consommateurs	3 576 205	1 190 000	4 500 000
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur	5 269 300	5 300 000	3 120 000
Contributions au laboratoire de données sur les entreprises	2 400 000	2 400 000	2 400 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	10 000 000	5 000 000	2 000 000
Contribution au Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle	0	0	1 200 000
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	675 000	675 000	675 000
Contributions à l'industrie quantique au Canada	0	0	500 000
Total des postes législatifs	73 049 559	120 568 979	96 487 126

Tableau 287. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Industrie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 36)	67 058 671	120 568 979	96 487 126
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 910 672	85 015 865	89 673 502
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 019	102 300	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	1 909	2 000	2 000
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (<i>Loi de crédits no 3 pour 1993-1994</i>)	232 346	0	(6 388 779)

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Raison d'être

Affaires mondiales Canada est chargé de faire progresser les relations internationales du Canada, ce qui comprend : élaborer et mettre en œuvre la politique étrangère; favoriser le développement du droit international, du commerce et des échanges internationaux; fournir de l'aide internationale englobant l'aide humanitaire, le développement et la paix et la sécurité; offrir des services consulaires aux Canadiennes et Canadiens; et superviser le réseau mondial des missions du gouvernement du Canada à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d’Affaires mondiales Canada.

Nota : Jusqu’à ce que la législation soit modifiée, l’appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

Tableau 288. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 327 056 590	2 394 363 590	2 466 186 170	2 253 688 827
5	Dépenses en capital	187 984 765	226 805 441	330 040 159	267 262 031
10	Subventions et contributions	5 879 804 313	5 286 796 107	6 033 498 647	4 193 112 769
15	Paiements au titre des programmes de pension, d’assurance et de sécurité sociale ou d’autres ententes pour les employés recrutés sur place à l’extérieur du Canada, ou au titre de l’administration de ces programmes ou conventions	112 668 640	121 349 991	124 551 221	120 518 249

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, paiements aux institutions financières internationales - Paiements directs	0	1	1	1
Total des crédits votés		8 507 514 308	8 029 315 130	8 954 276 198	6 834 581 877
Total des postes législatifs		536 576 435	407 774 945	417 432 480	389 538 945
Total des dépenses budgétaires		9 044 090 743	8 437 090 075	9 371 708 678	7 224 120 822
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Prêts - <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	200 900 000	78 000 000	78 000 000	0
-	Compte d'avance de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger	0	0	20 000 000	0
-	Postes votés dans les budgets des dépenses antérieurs	14 642 256	0	0	0
Total des crédits votés		215 542 256	78 000 000	98 000 000	0

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses non budgétaires	215 542 256	78 000 000	98 000 000	0

Tableau 289. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Promouvoir les intérêts du Canada et relever les défis mondiaux	846 494 519	18 564 107	4 415 526 357	(2 000 000)	5 278 584 981
Aider les Canadiens à l'étranger et soutenir la présence du Canada à l'étranger	1 378 080 361	212 886 732	0	(63 014 520)	1 527 952 573
Services internes	382 252 074	35 811 192	900 000	(1 380 000)	417 583 266
Total	2 606 826 954	267 262 031	4 416 426 357	(66 394 520)	7 224 120 822

Tableau 290. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 769 617 584	3 178 766 111	2 199 958 598
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	240 556 849	106 451 940	169 326 040
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	105 284 751	146 100 001	71 100 001
Subventions à l'appui du Programme CanExport	34 378 280	39 931 547	42 431 547
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	14 000 000	33 485 100	33 485 100
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	25 195 023	30 322 000	30 322 000
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	27 029 754	20 120 000	20 120 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	21 940 193	16 250 000	16 800 000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	15 102 711	15 854 000	15 854 000
Subventions à l'appui du Programme de la Fondation Asie Pacifique du Canada dans la région Indo-Pacifique	4 098 647	4 971 000	4 725 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	1 835 019	4 550 000	2 750 000
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	1 614 913	1 675 839	1 691 970
Subventions à l'appui du programme de bourses commémoratives PS752	881 000	1 000 000	1 000 000
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	187 555	700 000	700 000
Subventions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	278 818	500 000	500 000
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	60 000	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	30 000	30 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	781 592	900 000	900 000
Contributions			
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (126 767 390 \$US)	184 544 447	185 322 337	176 119 204
Organisation des Nations Unies (106 631 958 \$US)	126 605 719	148 576 424	151 449 912
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – Administration civile (36 512 858 euros)	45 712 454	50 089 935	57 860 104
Organisation mondiale de la santé (7 367 728 francs suisses) (8 760 675 \$US)	21 493 997	26 238 058	24 718 830
Organisation panaméricaine de la santé (14 845 600 \$US)	17 804 695	22 096 078	20 625 141
Organisation des États américains (14 448 720 \$US)	17 345 558	20 997 244	20 090 972
Agence internationale de l'énergie atomique (11 001 150 euros) (1 770 300 \$US)	16 439 150	16 904 495	19 892 468
Organisation internationale du travail (10 697 128 francs suisses)	16 113 925	17 303 530	18 217 637
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 269 318 \$US) (5 051 759 euros)	18 457 614	18 210 409	18 104 605
Cour pénale internationale (11 127 198 euros)	15 470 611	15 184 296	17 632 714

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Organisation internationale de la Francophonie (10 894 240 euros)	16 016 660	16 277 659	17 263 558
Organisation de coopération et de développement économiques (10 759 980 euros)	17 804 695	20 112 825	17 050 804
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (8 270 849 euros)	11 679 576	12 276 628	13 106 403
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 888 300 \$US) (3 957 750 euros)	12 034 043	12 474 753	13 063 010
Organisation mondiale du commerce (4 828 127 francs suisses)	7 579 915	7 548 802	8 222 495
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 457 675 \$US) (1 825 052 euros)	5 310 465	5 270 751	6 306 543
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (4 461 600 \$US)	5 438 769	6 650 909	6 198 544
Secrétariat du Commonwealth (3 324 034 livres sterling)	5 857 317	5 853 171	6 076 365
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 597 000 euros)	3 105 421	3 485 557	4 115 337
Organisation de l'aviation civile internationale (1 155 832 \$US) (1 733 748 \$CAD)	2 721 195	2 809 072	3 339 557
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 956 355 \$US)	2 583 666	2 709 238	2 717 983

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Agence internationale de l'énergie (1 203 306 euros)	1 608 296	1 679 566	1 906 818
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1 056 825 euros)	1 295 376	1 579 056	1 674 698
Centre international de Recherche sur le Cancer (888 046 euros)	1 333 815	1 366 581	1 407 242
Fondation du Commonwealth (768 961 livres sterling)	1 320 450	1 324 798	1 405 669
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (659 400 euros)	852 361	863 649	1 044 919
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (56 925 \$US) (750 000 \$S)	795 085	854 886	881 445
Agence internationale pour l'énergie renouvelable (610 548 \$US)	774 340	845 802	848 239
Tribunal international du droit de la mer (529 333 euros)	578 567	658 947	838 807
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (445 790 francs suisses)	724 057	720 576	759 199
Convention sur la diversité biologique (513 501 \$US)	668 575	711 101	713 412
Organisation mondiale des douanes (434 993 euros)	554 385	519 421	689 312
Autorité internationale des fonds marins (443 085 \$US)	532 700	380 538	615 583

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Organisation maritime internationale (256 388 livres sterling)	390 686	431 859	468 681
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (299 442 \$US) (30 574 francs suisses)	317 718	449 992	468 087
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (207 278 euros)	318 987	410 835	328 462
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (177 486 euros)	267 443	265 189	281 251
Organisation de coopération et de développements économiques - Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (165 000 euros)	246 925	246 736	261 468
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (186 304 \$US)	212 028	257 996	258 834
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (177 265 \$US)	239 160	245 479	246 277
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (173 132 \$US)	232 810	239 756	240 535

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (112 553 \$US)	151 341	155 865	156 371
Entente de Wassenaar (92 486 euros)	126 756	121 217	146 558
Cour permanente d'arbitrage (87 760 euros)	123 508	127 817	139 069
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 080 CFA) (25 780 euros)	87 335	87 245	93 682
Organisations internationales de produits de base (41 250 euros)	54 152	62 182	65 369
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (23 112 livres sterling)	1 091 264	1 099 545	42 250
Commission internationale d'établissement des faits (805 francs suisses)	7 304	17 748	1 371
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	717 249 360	414 465 929	388 033 836

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	309 653 680	284 863 026	284 863 026
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	776 747 134	172 000 000	125 177 796
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	43 071 687	37 940 000	37 940 000
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	96 398 631	37 910 000	32 070 000
Fonds canadien d'initiatives locales	26 542 294	46 176 852	26 776 852
Contributions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	1 983 333	16 120 000	8 420 000
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	8 300 000	8 300 000	8 300 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	19 514 028	6 996 800	6 996 800
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	5 259 656	6 450 000	6 460 000
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	11 474 085	5 601 782	5 601 782

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions pour le Programme d'engagement pour l'Indo-Pacifique	778 706	5 425 000	5 425 000
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	6 716 083	4 587 627	4 587 627
Contributions volontaires annuelles	3 450 000	3 450 000	3 450 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	248 558 959	250 404 568	222 413 588

Tableau 291. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements aux institutions financières internationales – Paiements [<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>]	248 558 959	250 404 568	222 413 588
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159 679 447	165 821 012	166 011 357
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (L.R.C. (1985), ch. D-2)	781 592	900 000	900 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 790	102 300	106 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 790	102 300	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

Ministère des Anciens Combattants

Raison d'être

C'est en partie grâce à ses réalisations en temps de guerre que le Canada est devenu un pays indépendant doté d'une identité unique.

Le ministère des Anciens Combattants a pour raison d'être d'aider les personnes dont les efforts courageux nous ont laissé cet héritage et qui ont permis à notre nation de s'épanouir.

La *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* confère au ministre des Anciens Combattants le pouvoir d'exécuter les lois du Parlement et les décrets qui ne sont pas, de droit, du ressort d'autres ministres ou ministères en ce qui a trait aux soins, au traitement ou à la réinsertion dans

la vie civile des anciens combattants et aux soins de leurs survivants ou des personnes à leur charge, ainsi qu'aux domaines que le gouverneur en conseil désigne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Tableau 292. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Anciens Combattants

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 001 439 955	1 993 350 382	2 024 678 708	1 767 834 523
5	Subventions et contributions	5 579 881 063	5 785 481 791	6 068 593 777	6 353 012 942
Total des crédits votés		7 581 321 018	7 778 832 173	8 093 272 485	8 120 847 465
Total des postes législatifs		48 722 167	51 903 228	52 089 794	50 439 995
Total des dépenses budgétaires		7 630 043 185	7 830 735 401	8 145 362 279	8 171 287 460

Tableau 293. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Ministère des Anciens Combattants

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Avantages, services et soutien	1 673 600 577	0	6 328 305 942	0	8 001 906
Commémoration	21 958 762	0	24 904 000	0	46 862
Ombudsman des vétérans	4 944 579	0	0	0	4 944
Services internes	117 573 600	0	0	0	117 573
Total	1 818 077 518	0	6 353 209 942	0	8 171 287

Tableau 294. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Anciens Combattants (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	2 305 747 176	2 271 914 000	2 558 296 000
Prestation de remplacement du revenu	1 433 906 543	1 574 683 000	1 783 165 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i>; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i>; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	992 936 662	975 414 000	969 646 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	327 196 477	386 920 000	440 730 000
Entretien ménager et entretien du terrain	318 962 874	348 813 000	371 312 000
Allocation de reconnaissance pour aidant	27 767 018	42 330 000	39 594 000
Allocation pour études et formation	28 940 536	34 128 000	33 528 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	12 858 930	14 540 000	14 700 000
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	4 290 714	5 729 612	8 021 463
Fonds du Souvenir	5 927 212	7 217 000	6 674 000
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	3 330 857	4 407 000	4 980 000
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	3 333 063	4 000 000	4 000 000
Indemnité pour blessure grave	1 498 245	2 210 000	3 335 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	4 119 779	9 500 000	2 500 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention pour partenariats de commémoration	969 648	1 700 000	1 700 000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	2 282 970	1 929 000	1 644 000
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	1 017 883	1 400 000	1 400 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 604 036	1 000 000	1 000 000
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	488 226	975 000	975 000
Indemnités et allocations d'invalidité	678 637	672 000	750 000
Allocation de traitement	78 299	300 000	300 000
Allocation de sécurité du revenu de retraite	23 064	50 000	100 000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	22 565	70 000	70 000
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	30 598	100 000	50 000
Aide aux anciens combattants canadiens - District d'outre-mer	4 582	25 000	10 000
Paiements de prestations pour bravoure	509	2 500	800
Total des postes législatifs	0	197 000	197 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	71 707 616	78 431 000	87 410 000
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	9 134 525	9 200 000	9 200 000
Contribution pour le Programme de financement de la recherche	7 141 355	5 161 679	5 161 679
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	12 213 527	1 660 000	1 760 000
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	1 666 937	1 000 000	1 000 000

Tableau 295. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Anciens Combattants - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 623 079	51 790 494	50 136 995
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	0	175 000	175 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 285	102 300	106 000
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>)	0	10 000	10 000
Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	0	10 000	10 000
Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	0	2 000	2 000

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Raison d'être

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres travaille à faire progresser l'égalité des genres au moyen d'une perspective sur les genres et les recoupements qui y sont associés. En partenariat avec les principales parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, les groupes syndicaux, le secteur privé, les autres ordres de gouvernement, et les Premières Nations, les Inuits et les peuples métis, le Ministère promulgue activement l'inclusion de toutes les personnes à la vie économique, sociale et politique du Canada. De plus, il s'efforce de remplir son mandat d'avancement de l'égalité des genres en assurant une fonction de coordination centrale au sein du gouvernement du Canada, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, l'octroi de subventions et de contributions, l'exécution de programmes, l'investissement dans la recherche et la formulation d'avis dans le but d'atteindre l'égalité pour les personnes de tous les genres, y compris les femmes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 296. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	59 696 258	61 732 958	61 732 958	61 578 946

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
5 Subventions et contributions	302 479 150	338 287 046	338 287 046	345 571 095
Total des crédits votés	362 175 408	400 020 004	400 020 004	407 150 041
Total des postes législatifs	6 786 752	7 122 142	7 122 142	7 416 197
Total des dépenses budgétaires	368 962 160	407 142 146	407 142 146	414 566 238

Tableau 297. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Faire avancer l'égalité des genres	44 846 843	0	345 571 095	0	390 417 938
Services internes	24 148 300	0	0	0	24 148 300
Total	68 995 143	0	345 571 095	0	414 566 238

Tableau 298. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d’autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	4 162 642	66 864 195	63 076 555
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d’améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l’échelle nationale, régionale et locale	896 116	22 305 402	19 075 001
Programme de promotion de l’égalité des sexes, de l’orientation sexuelle, de l’identité et de l’expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l’échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	2 366 808	24 920 817	19 037 700
Contributions			
Programme de promotion de l’égalité des sexes, de l’orientation sexuelle, de l’identité et de l’expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l’échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	184 446 270	182 794 943	199 993 490

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme de promotion de la femme - Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	80 138 725	34 465 422	34 221 681
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe - Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	30 468 589	6 936 267	10 166 668

Tableau 299. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 692 455	7 019 842	7 310 197
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 285	102 300	106 000

Ministère des Finances

Raison d'être

Le ministère des Finances Canada (le Ministère) est responsable de la gestion globale de l'économie canadienne. Cette gestion comprend la préparation du budget fédéral annuel, ainsi que la prestation de conseils au gouvernement au sujet de questions économiques et budgétaires, de politiques fiscales et tarifaires, de mesures sociales, d'enjeux liés à la sécurité, de la stabilité financière et d'engagements internationaux du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 300. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Finances

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	146 869 835	354 793 866	521 289 733	147 847 710

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	1	1	1
-	Autorisation pour le montant de l'aide financière sous forme de subventions au Fonds d'intermédiaire financier de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	1	1	0

		2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
-	Autorisation relative au montant de l'aide financière sous forme de subventions accordée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans le cadre de l'initiative du G7 sur le financement résilient aux crises et la transparence de la dette, conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	0	1	0
Total des crédits votés		146 869 835	354 793 868	521 289 736	147 847 711
Total des postes législatifs		143 112 976 851	149 485 137 579	149 217 701 489	158 123 516 663
Total des dépenses budgétaires		143 259 846 686	149 839 931 447	149 738 991 225	158 271 364 374
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
-	Autorisation pour le montant de l'aide financière au Fonds d'intermédiaire financier de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, qui sera remboursée dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires	0	0	1	0
L25	Autorisation d'établir le montant maximal payable à l'Association internationale de développement pour fournir une aide financière (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, article 8)	0	0	0	1

		2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
	Dépenses réelles 2024-2025			
L30	Autorité chargée de fixer le montant maximal à verser au titre des garanties devant être accordées à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de fournir une aide financière (article 6 de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>)	0	0	1
L35	Autorité chargée de fixer le montant maximal à verser au titre des garanties devant être accordées à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement afin de fournir une aide financière (article 8 de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	0	0	1
Total des crédits votés		0	1	3
Total des postes législatifs		109 093 075 367	0 000	1 287 438 746
Total des dépenses non budgétaires		109 093 075 367	0 001	1 287 438 749

**Tableau 301. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère des Finances**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Politiques économique et budgétaire	57 410 451 489	0	100 804 921 265	0	158 215 372
Services internes	56 141 620	0	0	(150 000)	55 991
Total	57 466 593 109	0	100 804 921 265	(150 000)	158 271 364

Tableau 302. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Non budgétaire - Ministère des Finances

	Total
Politiques économique et budgétaire	1 287 438 749
Total	1 287 438 749

Tableau 303. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Finances (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Total des postes législatifs	0	200 000 000	0

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants autochtones	400 000	11 000 000	8 450 000
Contribution pour des lignes directrices sur l'investissement durable au Canada	0	4 727 000	2 421 843
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	92 617 828 792	96 645 549 559	100 794 049 422

Tableau 304. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Finances - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Transfert canadien en matière de santé (partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	52 070 383 303	54 684 720 000	57 418 956 000
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	42 185 287 373	43 866 000 000	48 586 000 000
Péréquation fiscale (partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	25 252 833 000	26 169 704 000	27 160 323 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	16 908 791 000	17 416 055 000	17 938 537 000
Financement des territoires (partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	5 158 964 752	5 488 889 341	5 843 699 311
Autres frais d'intérêts	5 809 858 769	5 194 000 000	5 149 000 000
Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada en vertu du paragraphe 23 de la <i>Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada</i>	2 363 429 306	3 480 230 000	3 495 629 000
Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	486 916 000	486 916 000	304 042 000
Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>)	184 903 516	232 872 000	218 414 000
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 535 479	88 222 012	99 261 166
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	80 608 672	78 000 000	80 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	44 920 116	44 920 116	44 933 125
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 465 775	18 255 720	18 732 241
Paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement au titre de l'initiative du G7 sur le financement résilient aux crises et la transparence de la dette (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, paragraphe 8(1)</i>)	0	5 000 000	5 000 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	97 738	102 300	106 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 358 486 622)	(1 453 305 000)	(1 488 675 180)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(6 183 144 000)	(6 582 880 000)	(6 750 441 000)

Tableau 305. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Finances - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Aide financière à l'Association internationale de développement (Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, article 8)	0	0	1 287 438 746

Ministère des Pêches et des Océans

Raison d'être

Pêches et Océans Canada appuie les pêches durables sur le plan environnemental, économique et social. Il contribue également à une économie prospère en soutenant les exportations et en favorisant un commerce maritime sécuritaire. Le Ministère appuie l'innovation nécessaire à une économie fondée sur le savoir au moyen de la recherche dans des secteurs, tels que l'aquaculture et la biotechnologie.

Les activités du Ministère fournissent aux Canadiens un environnement propre et sain ainsi que des écosystèmes aquatiques durables grâce à la protection de l'habitat, à la gestion des océans, ainsi qu'à la recherche sur les écosystèmes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 306. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Pêches et des Océans

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 305 869 081	2 266 709 202	2 257 544 027	1 129 592 734
5	Dépenses en capital	1 923 148 301	2 650 017 110	2 669 758 672	312 651 586
10	Subventions et contributions	761 067 319	913 847 438	1 056 829 138	328 496 761
Total des crédits votés		4 990 084 701	5 830 573 750	5 984 131 837	1 770 741 081
Total des postes législatifs		224 946 353	221 973 428	222 486 988	115 019 060
Total des dépenses budgétaires		5 215 031 054	6 052 547 178	6 206 618 825	1 885 760 141

**Tableau 307. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Ministère des Pêches et des Océans**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Pêches	638 618 126	256 183 019	274 209 925	0	1 169 011 070
Écosystèmes aquatiques	273 494 925	1 963 159	54 286 836	0	329 744 920
Services internes	332 498 743	54 505 408	0	0	387 004 151

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	1 244 611 794	312 651 586	328 496 761	0	1 885 760 141

Tableau 308. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Pêches et des Océans (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	3 090 893	12 524 490	11 324 490
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	305 000	650 000	2 430 000
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	1 195 311	1 600 000	350 000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	130 550	275 500	275 500
Contributions			
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions Autochtones	196 933 190	242 535 270	166 436 926

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	60 912 187	175 344 629	90 445 232
Contributions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	125 030 227	93 973 712	25 296 779
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	28 271 059	30 719 599	22 630 317
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	7 523 481	8 066 000	3 416 000
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	16 545 308	15 241 995	3 350 000
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	2 151 313	2 600 000	1 000 000
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	1 666 142	1 590 633	940 633
Contribution à l'appui du Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	317 900	328 100	338 300
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	600 000	241 217	241 217

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale du T. Buck Suzuki	18 585	21 367	21 367

Tableau 309. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Pêches et des Océans - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	222 192 438	222 384 688	114 913 060
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	99 066	102 300	106 000

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Raison d'être

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) continue de renouveler la relation de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne et de gouvernement à gouvernement entre le Canada et les

Premières Nations, les Inuits et les Métis; de moderniser les structures du gouvernement du Canada en vue de permettre aux Autochtones de renforcer leur capacité et d'appuyer leur vision en matière d'autonomie gouvernementale; et de diriger les travaux du gouvernement du Canada dans le Nord.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 310. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 295 945 946	4 844 173 256	5 255 528 361	4 096 431 570
5	Dépenses en capital	35 619	325 000	733 110	225 000
10	Subventions et contributions	11 900 129 617	8 158 701 504	9 271 159 393	7 738 322 736
Total des crédits votés		14 196 111 182	13 003 199 760	14 527 420 864	11 834 979 306
Total des postes législatifs		53 539 737	37 101 422	37 122 995	33 660 464
Total des dépenses budgétaires		14 249 650 919	13 040 301 182	14 564 543 859	11 868 639 770
Dépenses non budgétaires					

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Crédits votés					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	16 589 642	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des crédits votés		16 589 642	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		16 589 642	25 903 000	25 903 000	25 903 000

Tableau 311. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Relations Couronne-Autochtones	3 157 611 512	0	7 348 327 596	0	10 505 939 10
Affaires du Nord et de l'Arctique	816 991 510	150 000	389 995 140	0	1 207 136 65
Services internes	178 099 483	75 000	0	(22 610 471)	155 564 01
Total	4 152 702 505	225 000	7 738 322 736	(22 610 471)	11 868 639 77

Tableau 312. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Non budgétaire - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Total
Relations Couronne-Autochtones	25 903 000
Total	25 903 000

Tableau 313. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	8 313 650 447	4 788 826 129	4 340 291 800
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 748 519 151	1 850 846 203	1 955 836 391

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	63 700 000	64 974 000	66 273 000
Subvention du Conseil national de réconciliation	0	0	60 000 000
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	40 263 000	40 263 000	40 263 000
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	32 954 934	33 564 681	35 125 863
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	8 930 489	15 131 137	15 186 889
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	2 468 413	4 152 020	2 053 060
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	1 096 601	1 142 794	1 177 078

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subventions aux universités et aux établissements autochtones aux fins de la recherche sur la sécurité alimentaire et ses facteurs causaux	42 900	750 000	750 000
Contributions			
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	777 562 459	520 442 250	485 393 212
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	75 182 024	165 544 985	170 041 439
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	137 367 716	141 013 060	143 810 518
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	153 976 178	162 934 802	134 121 543
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	98 843 605	105 251 001	82 923 027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	60 689 004	58 631 300	59 075 698
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	62 824 611	52 281 508	48 556 508
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	0	57 379 126	46 836 312
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	31 708 875	33 411 596	33 411 596
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	20 888 121	20 262 940	13 168 780
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées	2 777 252	2 486 122	2 486 122
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	7 080 591	18 412 850	540 900
Autres paiements de transfert			

Tableau 314. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord - Budgétaire

(dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 415 299	31 013 989	31 441 446
Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	0	1 865 718	1 865 718
Mobilisations sur un projet pilote visant la création d'une alerte robe rouge (<i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2024, article 264</i>)	1 103 200	0	126 300
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	90 567	102 300	106 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	106 000
Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	0	15 000	15 000

Ministère des Ressources naturelles

Raison d'être

Ressources naturelles Canada vise à améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes en veillant à ce que nos ressources naturelles soient exploitées de façon durable, en fournissant une source d'emplois, de prospérité et de nouvelles perspectives, de même qu'en préservant notre environnement et en respectant nos communautés et les peuples autochtones.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 315. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Ressources naturelles

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	924 195 890	944 229 746	945 210 142	884 836 089
5	Dépenses en capital	52 273 370	44 926 204	53 753 019	51 814 394
10	Subventions et contributions	2 365 228 981	2 620 493 122	2 635 547 822	2 455 233 835
Total des crédits votés		3 341 698 241	3 609 649 072	3 634 510 983	3 391 884 318
Total des postes législatifs		1 077 930 957	1 522 928 319	1 523 064 832	1 486 923 784
Total des dépenses budgétaires		4 419 629 198	5 132 577 391	5 157 575 815	4 878 808 102

**Tableau 316. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère des Ressources naturelles**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	100 288 168	0	2 054 057 023	(307 200)	2 154 037 9
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	404 759 616	29 298 570	1 219 071 888	(23 840 427)	1 629 289 6
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	305 210 434	14 515 824	576 514 746	(12 995 830)	883 245 1
Services internes	204 405 290	8 000 000	0	(170 000)	212 235 2
Total	1 014 663 508	51 814 394	3 849 643 657	(37 313 457)	4 878 808 1

Tableau 317. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Ressources naturelles (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	331 852 116	759 249 850	233 199 500
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	14 010 306	21 756 343	13 474 999
Subventions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	1 574 865	1 575 000	10 075 000
Subventions en faveur du Fonds Premier et dernier kilomètre	0	0	10 000 000
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	6 039 072	7 750 000	5 500 000
Subventions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	0	5 000 000	5 000 000
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	3 444 339	3 704 000	4 404 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et de l'engagement, de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique	4 395 442	4 154 333	2 654 333
Subventions à l'appui de la géoscience	1 242 547	1 297 000	1 297 000
Subventions à l'appui du développement économique des Autochtones	1 000 000	1 000 000	1 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	1 998 937	1 950 000	1 000 000
Subventions pour soutenir et mobiliser les connaissances autochtones sur la gestion des feux	999 998	1 000 000	1 000 000
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	518 640	500 000	500 000
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	120 000	120 000	250 000
Subventions à l'appui de l'Amélioration de la diversité dans la main-d'œuvre du secteur forestier canadien dans le cadre du programme intitulé Programme d'innovation forestière	0	0	150 000
Contributions			
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	223 559 423	222 244 171	372 873 180
Contributions pour Accroître les forêts canadiennes - 2 milliards d'arbres	200 240 997	353 000 000	341 205 393
Contributions en faveur du Fonds Premier et dernier kilomètre	0	0	233 221 809

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du programme d'incitation à la production de biocarburants	0	0	186 000 000
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	85 074 518	156 158 203	160 619 100
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	61 007 459	81 653 933	151 637 020
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	66 167 241	115 420 000	141 326 103
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	96 468 762	101 898 909	89 604 016
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	102 189 554	195 824 737	83 864 660
Contributions à l'appui de rénovations maisons	706 326 675	71 324 342	80 202 152
Contributions à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	43 001 546	65 500 000	59 675 725
Contributions à l'appui du programme Communautés résilientes grâce à Intelli-feu	12 621 912	40 258 333	40 258 333

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois	8 758 728	9 280 000	25 980 130
Contributions à l'appui de l'Initiative en matière de technologie et d'innovation	20 535 304	10 340 000	24 525 000
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	22 076 315	21 750 000	21 661 685
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	1 150 890	4 185 000	19 185 000
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones	19 293 182	16 000 000	16 000 000
Contributions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	978 696	7 905 412	16 000 000
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 444 178	14 180 557	14 188 861
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	11 863 371	16 200 000	13 950 000
Contributions à l'appui d'établir et mobiliser les connaissances fondamentales sur la lutte aux feux de forêt	1 349 603	8 500 000	13 500 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	10 500 000	10 500 000	10 500 000
Contributions permettant le déploiement responsable de petits réacteurs modulaires et l'innovation nucléaire	8 881 509	9 209 321	9 209 267
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	56 314 036	37 878 841	8 249 854
Contributions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	4 248 119	8 743 657	7 781 715
Contributions à l'appui d'un centre d'excellence pour l'innovation et la résilience en matière de feux de forêt	79 000	2 775 000	4 300 000
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	3 700 465	3 334 000	3 334 000
Contributions à l'appui de la capacité de télédétection de la mission GardeFeu pour la gestion du feu	0	0	2 600 000
Contributions à l'appui de la géoscience	2 480 761	3 500 000	2 500 000
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière	2 368 000	2 368 000	2 368 000
Contributions à l'appui de la recherche	7 670 970	2 180 000	2 180 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui de l'initiative de recherche multipartenaire de RNCAN	6 497 634	6 500 000	2 070 000
Contributions à l'appui de la résilience aux feux de forêt	790 482	2 000 000	2 000 000
Contributions à l'appui de l'identification et de la cartographie des aléas d'inondation	978 509	1 450 000	1 750 000
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues	4 327 185	1 258 000	690 000
Contributions à l'appui du programme GéoConnexions	480 000	500 000	500 000
Contributions obligatoire à l'Organisation internationale des bois tropicaux	78 584	120 000	120 000
Contributions à l'appui du renforcement des capacités en matière d'emplois durables	0	98 000	98 000
Total des postes législatifs	987 247 909	1 436 834 811	1 394 409 822

Tableau 318. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Ressources naturelles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
--	-----------------------------------	------------------------------------------------	------------------------------------------------

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	985 000 118	1 418 651 011	1 375 335 022
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	89 609 489	86 398 185	92 257 129
Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	(634 217)	14 027 800	14 027 800
Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 889 646	4 156 000	5 047 000
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	547 500	(270 464)	150 833
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000

Ministère des Services aux Autochtones

Raison d'être

Services aux Autochtones Canada travaille en collaboration avec ses partenaires en vue d'améliorer l'accès à des services de haute qualité pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Notre vision est d'appuyer et d'habiliter les Autochtones afin qu'ils puissent offrir de façon indépendante des services et aborder les différentes conditions socio-économiques au sein de leurs collectivités.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Tableau 319. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Services aux Autochtones

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 482 167 096	4 051 895 333	4 056 869 731	3 235 321 307
5	Dépenses en capital	5 923 966	6 513 738	5 730 137	6 644 760
10	Subventions et contributions	22 828 043 798	21 096 067 786	22 893 364 346	20 683 431 371
-	Radiation de créances	0	0	9 549 976	0
Total des crédits votés		26 316 134 860	25 154 476 857	26 965 514 190	23 925 397 438
Total des postes législatifs		166 605 022	166 958 459	166 983 380	169 784 472

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	26 482 739 882	25 321 435 316	27 132 497 570	24 095 181 910

**Tableau 320. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère des Services aux Autochtones**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	
Bien-être et autodétermination des Autochtones	3 069 748 424	3 952 234	20 719 900 582	(7 080 762)	23 78
Services internes	348 286 895	2 692 526	0	(42 317 989)	30
Total	3 418 035 319	6 644 760	20 719 900 582	(49 398 751)	24 09

Tableau 321. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Services aux Autochtones (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations	1 677 434 948	2 031 810 180	2 695 192 248

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	470 703 336	783 972 999	866 964 069
Subvention pour le financement du soutien des bandes	183 342 071	211 388 006	206 693 108
Subvention pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre de la gestion des terres des Premières Nations	44 126 614	65 324 017	74 724 017
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	8 803 450	20 000 000	20 000 000
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	0	13 817 311	13 817 311
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	12 707 784	12 961 940	13 221 179
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	578 008	977 000	977 000
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	300 000	300 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	45 000	45 000	45 000
Total des postes législatifs	2 838 653	3 300 000	3 300 000
Contributions			
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	3 886 190 381	3 482 358 611	3 902 382 217
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	4 903 111 580	3 686 633 255	3 785 456 088
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	3 513 282 940	3 052 166 365	2 627 301 712
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 558 613 826	2 634 206 195	1 798 171 063
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 489 374 653	1 470 083 978	1 489 986 633
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 220 551 692	1 227 159 289	1 211 572 792

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	434 978 918	475 118 460	471 438 428
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	292 562 966	348 827 681	369 291 311
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	347 865 629	320 557 011	328 261 231
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et des personnes 2ELGBTQI+ autochtones	152 095 417	166 502 345	154 177 772
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	670 469 269	192 557 822	106 857 822
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	117 789 375	129 856 400	106 800 000
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	369 908 118	269 303 455	95 757 341
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	183 182 255	196 180 867	70 867 429
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	51 186 201	85 188 093	64 004 539

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	78 497 967	62 861 887	62 861 887
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	28 530 096	24 698 500	48 991 500
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	39 765 968	39 765 968	39 765 968
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	66 206 307	66 149 991	30 134 477
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	12 525 502	13 004 147	14 908 557
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	5 522 773	6 899 275	7 081 725
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	6 320 149	5 391 738	5 426 947
Total des postes législatifs	31 842 443	33 169 211	33 169 211

Tableau 322. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Services aux Autochtones - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 068 946	128 411 869	131 209 261
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	31 842 443	33 169 211	33 169 211
Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	2 838 653	3 300 000	3 300 000
Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	0	2 000 000	2 000 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000

Ministère des Transports

Raison d'être

Transports Canada est responsable de l'élaboration et de la surveillance des politiques et des programmes de transport du gouvernement du Canada, de sorte que les Canadiens aient accès à un réseau de transport :

- sécuritaire et sûr;
- efficace;
- écologique et novateur.

Le Ministère tente d'atteindre ces objectifs :

- en proposant et en mettant à jour des politiques, des lois et des règlements;
- en menant des inspections et des activités d'application de la loi, et en assurant la surveillance du matériel, des opérations et des installations de l'industrie du transport;
- en octroyant des fonds à des organisations pour financer des projets qui renforcent le réseau de transport, comme des projets d'amélioration de la sécurité, des innovations technologiques et des initiatives de transport écologique.

Bien que le Ministère ne soit pas directement responsable de tous les aspects du transport ou de tous les modes de transport, il joue un rôle clé pour s'assurer que toutes les composantes du réseau de transport partout au Canada coordonnent efficacement leurs activités, en collaborant avec divers groupes dont les Autochtones, l'industrie, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les partenaires internationaux.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Transports Canada.

Tableau 323. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Transports

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1	Dépenses de fonctionnement	1 010 313 493	956 317 643	980 601 474	955 203 243
5	Dépenses en capital	218 174 008	210 635 002	210 635 002	160 558 327
10	Subventions et contributions	2 093 233 881	1 695 272 042	1 782 168 076	2 486 722 790
Total des crédits votés		3 321 721 382	2 862 224 687	2 973 404 552	3 602 484 360
Total des postes législatifs		299 288 047	314 711 776	315 052 010	337 958 347
Total des dépenses budgétaires		3 621 009 429	3 176 936 463	3 288 456 562	3 940 442 707

Tableau 324. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère des Transports

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réseau de transport efficace	369 257 222	112 789 877	1 952 395 416	(22 750 497)	2 411 692 01
Réseau de transport écologique et novateur	216 405 670	12 668 158	584 028 969	(940 000)	812 162 79

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réseau de transport sûr et sécuritaire	523 836 153	24 526 478	37 386 713	(104 136 369)	481 612 97
Services internes	235 872 402	10 573 814	0	(11 471 299)	234 974 91
Total	1 345 371 447	160 558 327	2 573 811 098	(139 298 165)	3 940 442 70

Tableau 325. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère des Transports (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	1 184 973 562	264 699 318	443 600 000
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	36 924 088	37 837 959	39 051 934
Programme de transfert des installations portuaires	0	14 600 000	31 000 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	2 391 631	6 182 746	4 076 846

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	565 072	1 000 000	1 000 000
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	70 000	0	500 000
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	129 562	130 000	130 000
Contributions			
Fonds national des corridors commerciaux	541 745 542	825 537 221	820 084 316
Contributions à l'appui des corridors de diversification commerciale	0	0	500 000 000
Fonds destinés aux infrastructures de l'Arctique	0	0	150 000 000
Projet de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic	16 162 889	178 271 565	149 744 235
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	34 212 554	91 619 741	81 477 890
Programme de contributions aux services de traversier	65 898 875	43 175 718	60 317 141
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	48 484 856	41 891 887	52 366 667
Contribution pour le Programme des corridors maritimes verts	0	57 300 000	50 289 368
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	33 905 940	41 075 000	44 800 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	36 508 077	25 690 000	31 601 532
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	94 444	2 632 000	14 314 250
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	8 202 864	12 000 000	4 442 681
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	1 397 912	1 521 000	1 814 253
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	2 818 427	1 600 000	1 600 000
Contributions à l'appui des transports propres	843 529	1 501 619	1 121 612
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	510 000	1 000 000	1 000 000
Importants travaux de réhabilitation du pont Victoria	1 503 791	0	782 961
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	997 811	742 500	612 500
Association des transports du Canada	410 640	425 310	425 310

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Programme de transfert des installations portuaires	175 000	14 000 000	250 000
Contributions à l'appui de l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	0	0	125 000
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	82 379	100 000	100 000
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	48 846	70 294	70 294
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	24 000	24 000	24 000
Total des postes législatifs	89 298 686	85 552 510	87 088 308

Tableau 326. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 10)	93 241 668	115 288 000	131 082 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	109 627 490	114 109 200	119 682 039
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. 1993, ch. 43)	79 385 416	81 052 510	82 588 308
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides no 5 de 1963</i>, (L.C. 1963, ch. 42))	9 913 270	4 500 000	4 500 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	70 647	102 300	106 000

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

Raison d'être

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) joue un rôle important dans les activités quotidiennes du gouvernement du Canada. Il aide les ministères et organismes fédéraux à réaliser les objectifs visés par leurs mandats en tant qu'acheteur central, gestionnaire de biens immobiliers, spécialiste des questions linguistiques, trésorier, comptable, administrateur de la paye et des pensions, et fournisseur de services communs. La vision du Ministère est d'exceller dans les opérations gouvernementales. Sa mission est d'offrir des programmes et des services centraux de première qualité qui assurent une saine intendance au profit des Canadiens et répondent aux besoins des organismes fédéraux en matière de programmes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 327. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 340 474 437	3 734 836 651	3 787 318 435	3 550 793 813
5	Dépenses en capital	1 883 654 239	3 313 864 848	3 313 904 848	2 148 696 329
Total des crédits votés		5 224 128 676	7 048 701 499	7 101 223 283	5 699 490 142

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	227 461 786	214 200 105	215 733 036	229 681 379
Total des dépenses budgétaires	5 451 590 462	7 262 901 604	7 316 956 319	5 929 171 521
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés				
- Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 50 000 000 \$ (Net)	(1 874 091)	0	0	0
Total des crédits votés	(1 874 091)	0	0	0
Total des postes législatifs	4 754 617	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	2 880 526	0	0	0

**Tableau 328. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions
Biens et infrastructure	5 615 914 827	2 106 643 525	0	(3 515 224 611)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions
Paiements et comptabilité	1 232 297 424	14 927 913	0	(209 239 353)
Soutien à l'échelle du gouvernement	472 648 263	13 928 190	0	(309 683 265)
Achat de biens et de services	418 379 992	231 576	0	(249 613 286)
Ombud de l'approvisionnement	4 389 120	0	0	0
Services internes	405 682 137	12 965 125	0	(85 076 056)
Total	8 149 311 763	2 148 696 329	0	(4 368 836 571)

Tableau 329. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	201 885 961	210 283 871	206 839 295
Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	21 146 560	700 000	12 988 551
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	(3 619 264)	5 810 681	9 269 082

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(2 819 928)	(1 163 816)	476 451
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	99 157	102 300	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	2 000

Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

Raison d'être

Le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités investit des sommes importantes dans le logement et les infrastructures publiques, répond aux besoins des personnes en situation d'itinérance, établit des partenariats public-privé et met en œuvre des programmes qui améliorent la qualité de vie de la population du Canada. Ces programmes rendent les collectivités canadiennes plus résilientes, accessibles et inclusives tout en stimulant la création d'emplois et la croissance économique.

Le Ministère permet aux collectivités de prospérer au moyen d'infrastructures publiques plus viables, inclusives et résilientes aux changements climatiques et grâce à des logements plus abordables et

accessibles.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 330. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	245 322 265	340 514 476	340 409 476	322 920 795
5	Dépenses en capital	9 473 694	53 162 385	53 162 385	95 055 747
10	Subventions et contributions	4 707 130 812	6 195 652 927	6 208 349 443	7 539 407 017
Total des crédits votés		4 961 926 771	6 589 329 788	6 601 921 304	7 957 383 559
Total des postes législatifs		2 389 401 583	2 495 003 007	2 495 003 007	2 495 087 502
Total des dépenses budgétaires		7 351 328 354	9 084 332 795	9 096 924 311	10 452 471 061

Tableau 331. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tota
Transport en commun, infrastructures durables et développement des collectivités	199 260 783	94 277 946	9 030 221 879	0	9 323 76
Logement et itinérance	68 476 790	377 769	976 015 927	0	1 044 87
Services internes	83 439 935	400 032	0	0	83 83
Total	351 177 508	95 055 747	10 006 237 806	0	10 452 47

Tableau 332. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	11 019 209	18 383 795	18 571 191
Subvention du Fonds de lutte contre les locations à court terme	5 203 935	15 731 422	15 530 858
Fonds pour le transport en commun du Canada	0	0	5 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Financement pour la consultation autochtone	0	196 774	436 488
Contributions			
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	2 482 338 034	2 750 966 334	3 681 708 800
Fonds pour le transport en commun du Canada	411 157 766	610 332 295	1 229 669 711
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	600 268 459	787 336 918	667 598 475
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	236 687 452	689 067 761	616 308 406
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	364 467 889	403 380 580	356 900 000
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	268 336 422	440 174 117	350 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement	200 000	93 999 064	202 308 497
Initiative habilitante du secteur riverain de Toronto	0	0	102 000 000
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	99 563 948	89 289 516	77 908 346
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	42 534 249	39 653 399	65 656 547
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	39 675 016	63 854 849	60 900 970
Contributions en vertu du Fonds pour l'infrastructure verte	23 468 653	23 614 936	26 143 922
Fonds d'infrastructure naturelle	22 613 614	0	22 519 859
Programme de lutte contre l'itinérance chez les vétérans	10 399 066	20 860 487	20 860 487
Fonds pour l'eau potable et les eaux usées	7 619 980	19 235 244	9 553 122
Initiative Soutenir les infrastructures résilientes aux changements climatiques	4 107 955	16 759 646	4 703 469
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	13 712 213	15 662 272	4 357 869
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	0	351 000	770 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	2 368 157 557	2 466 830 789	2 466 830 789

Tableau 333. Énumération des autorisations législatives - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	2 368 157 557	2 466 830 789	2 466 830 789
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 156 381	28 069 918	28 150 713
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	87 645	102 300	106 000

Ministère du Patrimoine canadien

Raison d'être

Le ministère du Patrimoine canadien et ses organismes du portefeuille jouent un rôle vital dans la vie culturelle, civique et économique des Canadiens. Nos politiques et nos programmes favorisent un environnement où les Canadiens peuvent découvrir des expressions culturelles dynamiques, célébrer notre histoire et notre patrimoine et bâtir des collectivités fortes. Le Ministère investit dans l'avenir en appuyant les arts, nos langues officielles et les langues autochtones, le multiculturalisme, nos athlètes et le système sportif.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 334. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère du Patrimoine canadien

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	248 674 693	253 537 041	253 380 883	218 269 156
5	Subventions et contributions	1 857 943 872	1 808 125 427	1 932 012 098	1 606 092 571
Total des crédits votés		2 106 618 565	2 061 662 468	2 185 392 981	1 824 361 727
Total des postes législatifs		34 031 409	33 925 500	34 064 279	33 300 594
Total des dépenses budgétaires		2 140 649 974	2 095 587 968	2 219 457 260	1 857 662 321

Tableau 335. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Ministère du Patrimoine canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Langues officielles	22 923 674	0	597 977 839	0	620 901 513
Créativité, arts et culture	46 208 558	0	429 906 998	(5 000 000)	471 115 556
Sport	14 472 265	0	297 116 731	0	311 588 996
Diversité et inclusion	26 113 036	0	208 228 178	0	234 341 214
Patrimoine et célébrations	51 555 490	0	73 681 825	(1 045 000)	124 192 315
Services internes	97 510 162	0	0	(1 987 435)	95 522 727
Total	258 783 185	0	1 606 911 571	(8 032 435)	1 857 662 321

Tableau 336. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Ministère du Patrimoine canadien (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	83 798 872	73 510 047	73 508 248
Subventions à l'appui du Programme des langues autochtones	11 674 786	54 555 153	64 684 626

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	22 008 602	66 592 973	64 592 973
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	39 494 423	40 000 000	40 000 000
Subventions au Fonds du livre du Canada	29 315 414	37 069 000	37 069 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	25 631 382	31 125 000	31 125 000
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	9 253 544	15 250 000	21 244 367
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	19 692 576	21 355 000	17 755 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	16 921 078	18 572 205	16 672 205
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	1 357 211	15 194 842	15 194 842
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	2 971 329	4 663 680	11 663 680
Subvention à TV5 Monde	7 945 511	8 000 000	8 000 000
Subventions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	9 637 718	11 620 000	7 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	4 812 027	7 000 000	5 000 000
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	0	1 150 060	1 150 060
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :			
Québec	147 372	147 372	147 372
Ontario	105 627	105 627	105 627
Colombie-Britannique	97 814	97 814	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	77 590	77 590
Alberta	75 940	75 940	75 940
Manitoba	73 762	73 762	73 762
Saskatchewan	73 758	73 758	73 758
Nouvelle-Écosse	64 199	64 199	64 199
Nouveau-Brunswick	62 947	62 947	62 947
Île-du-Prince-Édouard	57 071	57 071	57 071
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	39 600	150 000	150 000
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	0	100 000	100 000
Total des postes législatifs	1 351 105	819 000	819 000
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	381 544 664	349 901 789	341 707 057

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	195 673 680	176 582 967	176 482 967
Contributions au Programme de soutien au sport	193 574 975	183 075 749	164 919 245
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	229 352 323	160 146 077	135 146 077
Contributions à l'appui du Programme des langues autochtones	169 491 496	122 650 844	102 726 999
Contributions au Programme d'accueil	67 764 356	77 865 000	92 197 486
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	27 450 000	27 779 440	27 779 440
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	69 469 625	56 642 137	27 139 261
Contributions au Fonds de la musique du Canada	41 489 231	40 899 231	25 299 231
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	19 022 062	20 335 936	20 834 593
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	19 465 242	16 960 480	17 526 308
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	12 055 038	14 686 359	14 686 359
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone	13 000 000	13 000 000	13 000 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	10 391 405	10 391 405	10 391 405
Contributions au Programme de multiculturalisme et de lutte contre le racisme	10 862 329	25 701 316	7 141 316
Contributions à TV5	5 120 067	4 960 900	2 960 900
Contributions au Fonds du livre du Canada	10 654 921	2 897 301	2 897 301
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	4 010 852	2 787 330	2 687 330
Contributions à l'appui du Programme en matière de citoyenneté numérique	10 301 067	12 200 000	2 000 000
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	1 740 066	1 303 023	1 303 023
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	22 075 338	16 575 742	1 075 742
Contributions pour appuyer l'initiative Glenn Gould Foundation	400 000	400 000	400 000
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	89 385	44 450	44 450

Tableau 337. Énumération des autorisations législatives - Ministère du Patrimoine canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 568 377	31 842 679	31 177 594
Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>)	1 804 309	1 196 000	1 196 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)	1 044 055	637 000	637 000
Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	307 050	182 000	182 000
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 285	102 300	106 000
Allocation automobile : ministres d'État ou secrétaires d'État (<i>Loi sur le Parlement Canada</i>)	468	2 000	2 000

Musée canadien de la nature

Raison d'être

Le Musée canadien de la nature est devenu une société d'État le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*. Sa mission est d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 338. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de la nature

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	36 378 308	29 288 223	35 148 045	30 041 517
Total des crédits votés	36 378 308	29 288 223	35 148 045	30 041 517
Total des dépenses budgétaires	36 378 308	29 288 223	35 148 045	30 041 517

**Tableau 339. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Musée canadien de la nature**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de la nature	30 041 517	0	0	0	30 041 517
Total	30 041 517	0	0	0	30 041 517

Musée canadien de l'histoire

Raison d'être

La Société du Musée canadien de l'histoire est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur les musées* (Lois du Canada [2013], chapitre 38), qui est entrée en vigueur le 12 décembre 2013. En vertu de la loi, le Musée canadien de l'histoire a pour mission

« d'accroître la connaissance, la compréhension et le degré d'appréciation des Canadiens à l'égard d'événements, d'expériences, de personnes et d'objets qui incarnent l'histoire et l'identité canadiennes, qu'ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l'histoire du monde et aux autres cultures ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 340. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de l'histoire

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	83 226 822	78 060 568	81 953 458	76 855 199
Total des crédits votés	83 226 822	78 060 568	81 953 458	76 855 199
Total des dépenses budgétaires	83 226 822	78 060 568	81 953 458	76 855 199

Tableau 341. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'histoire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'histoire	74 355 199	2 500 000	0	0	76 855 199
Total	74 355 199	2 500 000	0	0	76 855 199

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Raison d'être

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a été constitué en 2010 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*.

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a pour mission « d'explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 342. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	10 024 370	8 799 370	9 916 370	8 080 571
Total des crédits votés	10 024 370	8 799 370	9 916 370	8 080 571

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	10 024 370	8 799 370	9 916 370	8 080 571

Tableau 343. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 080 571	0	0	0	8 080 571
Total	8 080 571	0	0	0	8 080 571

Musée canadien des droits de la personne

Raison d'être

Créé en 2008 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*, le Musée canadien pour les droits de la personne est le premier musée national à être créé depuis 1967, et le premier à être établi à l'extérieur de la région de la capitale nationale.

Le mandat du Musée consiste à « explorer le thème des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 344. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien des droits de la personne

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 589 790	26 906 790	28 755 883	25 407 184
Total des crédits votés	28 589 790	26 906 790	28 755 883	25 407 184
Total des dépenses budgétaires	28 589 790	26 906 790	28 755 883	25 407 184

Tableau 345. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Musée canadien des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien des droits de la personne	25 407 184	0	0	0	25 407 184
Total	25 407 184	0	0	0	25 407 184

Musée des beaux-arts du Canada

Raison d'être

Le Musée des beaux-arts du Canada (le Musée) a pour mandat de constituer, d'entretenir et de faire connaître, au Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et d'amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général. Créé en 1880, le Musée compte parmi les plus anciennes institutions culturelles du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 346. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée des beaux-arts du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	42 020 493	40 424 493	42 580 493	40 831 313
5	Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Total des crédits votés		50 020 493	48 424 493	50 580 493	48 831 313
Total des dépenses budgétaires		50 020 493	48 424 493	50 580 493	48 831 313

Tableau 347. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Musée des beaux-arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée des beaux-arts du Canada	47 831 313	1 000 000	0	0	48 831 313
Total	47 831 313	1 000 000	0	0	48 831 313

Musée national des sciences et de la technologie

Raison d'être

Le Musée national des sciences et de la technologie (MNST) est une société d'État constituée le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*.

Le MNST a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation de procédés et de productions de l'activité scientifique et technique, et de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Le MNST exerce ses activités sous le nom d'INGENIUM – Musées des sciences et de l'innovation du Canada. Il gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise du MNST.

Tableau 348. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée national des sciences et de la technologie

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	38 440 940	40 472 693	41 242 693	41 029 594
Total des crédits votés	38 440 940	40 472 693	41 242 693	41 029 594
Total des dépenses budgétaires	38 440 940	40 472 693	41 242 693	41 029 594

Tableau 349. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Musée national des sciences et de la technologie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée national des sciences et de la technologie	40 229 594	800 000	0	0	41 029 594
Total	40 229 594	800 000	0	0	41 029 594

Office des transports du Canada

Raison d'être

L'Office des transports du Canada (Office) est un organisme de réglementation et un tribunal quasi judiciaire indépendant ayant tous les pouvoirs d'une cour supérieure. L'Office exerce ses activités dans le contexte d'un réseau de transport national très vaste et complexe.

La *Loi sur les transports au Canada*, qui comprend la Politique nationale sur les transports, encadre le travail de l'Office. La loi précise que la concurrence et les forces du marché sont les principaux facteurs en jeu dans la prestation de services de transport viables et efficaces, mais qu'il peut être nécessaire d'adopter de la réglementation pour obtenir des résultats de politique publique que la concurrence et les forces du marché ne permettent pas à elles seules d'atteindre.

L'Office a des pouvoirs particuliers qui lui sont attribués en vertu de cette loi :

- L'Office est un organisme de réglementation des modes de transport de compétence fédérale. L'Office élabore et applique des règles de base pour encadrer les droits et les responsabilités des fournisseurs de services de transport et des usagers et faire en sorte que les règles du jeu soient les mêmes pour toutes les parties. Ces règles peuvent revêtir la forme de règlements exécutoires, de lignes directrices ou de codes de pratiques.
- L'Office est un tribunal qui entend et règle des différends, comme le fait une cour. Il règle les différends entre les fournisseurs de services de transport et leurs clients ou voisins en recourant à divers outils, soit la facilitation, la médiation, l'arbitrage et le processus décisionnel formel.

Les responsabilités de l'OTC sont de :

- Veiller à ce que le réseau de transport national fonctionne efficacement et harmonieusement, dans l'intérêt de tous les Canadiens : depuis ceux qui y travaillent et y investissent, en passant par les producteurs, les expéditeurs, les voyageurs et les entreprises qui l'utilisent, jusqu'aux collectivités où il est exploité.
- Protéger le droit fondamental des personnes handicapées à un réseau de transport accessible.
- Offrir aux passagers aériens un régime de protection du consommateur.

Des renseignements supplémentaires sur le rôle, le mandat et la mission de l'OTC sont fournis sur son site Web et dans son plan ministériel.

Tableau 350. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office des transports du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	51 904 314	50 365 239	50 333 039	31 179 231
Total des crédits votés		51 904 314	50 365 239	50 333 039	31 179 231
Total des postes législatifs		6 801 199	6 723 379	6 723 379	4 522 937

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	58 705 513	57 088 618	57 056 418	35 702 168

Tableau 351. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Office des transports du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	26 379 787	0	0	0	26 379 787
Services internes	9 322 381	0	0	0	9 322 381
Total	35 702 168	0	0	0	35 702 168

Tableau 352. Énumération des autorisations législatives - Office des transports du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 801 199	6 723 379	4 522 937

Office national du film

Raison d'être

L'Office national du film du Canada (ONF) a été créé par une loi du Parlement fédéral en 1939 et est une agence fédérale qui fait partie du portefeuille du ministère du Patrimoine canadien. L'ONF a pour mandat de produire et de distribuer des œuvres originales et innovatrices lesquelles font mieux comprendre les enjeux auxquels doit faire face la population canadienne et font connaître les valeurs et les points de vue canadiens au pays et dans le monde. Au fil des décennies, il est devenu la norme en matière d'innovation audiovisuelle au Canada et joue un rôle important en soulignant les changements et les événements marquants de la société canadienne.

En tant que producteur et distributeur public d'œuvres audiovisuelles, l'ONF joue un rôle essentiel en offrant une perspective de la richesse et de la diversité canadiennes.

C'est au moyen de documentaires et de films d'animation que l'ONF explore les enjeux sociaux contemporains. Aujourd'hui, les cinéastes, les créatrices et créateurs, les artistes, et les artisanes et les artisans de toutes les régions du pays, qu'ils soient chevronnés ou émergents, continuent à

faire œuvre de pionniers en matière de contenu et de forme en mettant en valeur la créativité canadienne et autochtone auprès du public d'ici et d'ailleurs.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 353. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office national du film

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	82 351 797	73 272 888	78 139 888	72 476 403
Total des crédits votés	82 351 797	73 272 888	78 139 888	72 476 403
Total des postes législatifs	123 198	0	0	0
Total des dépenses budgétaires	82 474 995	73 272 888	78 139 888	72 476 403

Tableau 354. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Office national du film

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Interpréter le Canada aux Canadiens et aux autres nations	68 536 135	0	0	(8 400 000)	60 136 135
Services internes	12 340 268	0	0	0	12 340 268
Total	80 876 403	0	0	(8 400 000)	72 476 403

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Raison d'être

L'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité (OCENA) est un établissement public qui élaborera de nouvelles normes d'accessibilité et révisera les normes existantes, en plus de servir de centre pour la promotion et le soutien de la recherche et des pratiques exemplaires en matière de normes d'accessibilité, principalement dans les domaines prioritaires définis dans la loi.

L'OCENA élaborera et examinera les normes d'accessibilité qui établiront la façon dont les organismes fédéraux du secteur privé, les ministères et les organismes du gouvernement du Canada peuvent prévenir, identifier, et éliminer les obstacles à l'accessibilité.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

**Tableau 355. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) -
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité**

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	11 908 606	11 786 820	11 786 820	11 786 820
5	Subventions et contributions	8 498 511	8 500 000	8 500 000	8 500 000
Total des crédits votés		20 407 117	20 286 820	20 286 820	20 286 820
Total des postes législatifs		971 978	1 007 689	1 007 689	1 080 137
Total des dépenses budgétaires		21 379 095	21 294 509	21 294 509	21 366 957

**Tableau 356. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Organisation canadienne d'élaboration de normes
d'accessibilité**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Normes d'accessibilité	7 141 161	0	8 500 000	0	15 641 161

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	5 725 796	0	0	0	5 725 796
Total	12 866 957	0	8 500 000	0	21 366 957

Tableau 357. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	373 511	4 250 000	4 250 000
Contributions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	8 125 000	4 250 000	4 250 000

Tableau 358. Énumération des autorisations législatives - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	971 978	1 007 689	1 080 137

Parc Downsview Park Inc.

Raison d'être

Parc Downsview Park Inc. est une société d'État mandataire et une filiale de la Société immobilière du Canada limitée. Fondée en 1998, son mandat est d'aménager et de gérer les terrains et les bâtiments de l'ancienne base des Forces canadiennes de Toronto, y compris les terrains en cours de transformation en logements et le Parc Downsview, un espace vert de 118 hectares (291 acres). Le Parc Downsview est un espace vert urbain dynamique pour le plaisir de tous les visiteurs et accueille des événements qui attirent des milliers de visiteurs chaque année.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de la Société immobilière du Canada limitée.

Tableau 359. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Parc Downsview Park Inc.

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
- Autorisation d'augmenter la limite d'emprunt	0	1	1	0
Total des crédits votés	0	1	1	0

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	0	1	1	0

Régie canadienne de l'énergie

Raison d'être

La Régie canadienne de l'énergie réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières et gazières dans les terres domaniales et le commerce de l'énergie.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Régie canadienne de l'énergie.

Tableau 360. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Régie canadienne de l'énergie

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	117 310 821	104 393 226	111 095 416	105 900 587
Total des crédits votés	117 310 821	104 393 226	111 095 416	105 900 587
Total des postes législatifs	13 652 012	12 578 620	13 746 627	13 472 171
Total des dépenses budgétaires	130 962 833	116 971 846	124 842 043	119 372 758

Tableau 361. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Régie canadienne de l'énergie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	27 951 627	0	2 700 000	0	30 651 627
Processus décisionnel	23 876 423	0	5 686 537	0	29 562 960
Mobilisation	8 814 449	0	2 185 000	0	10 999 449
Information sur l'énergie	5 285 390	0	0	0	5 285 390
Services internes	42 873 332	0	0	0	42 873 332

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	108 801 221	0	10 571 537	0	119 372 758

Tableau 362. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Régie canadienne de l'énergie (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	1 496 479	3 370 890	3 728 448
Contributions			
Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	5 612 820	3 081 893	6 843 089

Tableau 363. Énumération des autorisations législatives - Régie canadienne de l'énergie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 652 012	13 746 627	13 268 133
Dépenses de revenus conformément au paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	0	0	204 038

Registraire de la Cour suprême du Canada

Raison d'être

Créée par une loi du Parlement en 1875, la Cour suprême du Canada est la juridiction d'appel de dernier ressort du pays. Elle sert la population canadienne en tranchant des questions de droit d'importance pour le public, contribuant ainsi à l'évolution de toutes les branches du droit au Canada. L'indépendance de la Cour, la qualité de ses travaux et le respect qu'on lui porte, tant ici qu'à l'étranger, sont autant d'éléments qui contribuent grandement aux fondements d'un pays fort, sécuritaire et démocratique, fondé sur la primauté du droit.

Le Bureau du registraire de la Cour suprême du Canada (BRCSC) fournit à la Cour tous les services et l'appui dont elle a besoin pour traiter, entendre et trancher les instances qui lui sont soumises. Il agit également comme interface entre les plaideurs et la Cour.

La responsabilité essentielle du BRCSC est l'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 364. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Registraire de la Cour suprême du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	36 670 250	35 457 459	35 457 459	37 464 713
Total des crédits votés		36 670 250	35 457 459	35 457 459	37 464 713
Total des postes législatifs		14 651 744	14 558 063	14 558 063	14 965 454
Total des dépenses budgétaires		51 321 994	50 015 522	50 015 522	52 430 167

Tableau 365. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Registraire de la Cour suprême du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada	33 872 598	0	0	0	33 872 598
Services internes	18 557 569	0	0	0	18 557 569
Total	52 430 167	0	0	0	52 430 167

Tableau 366. Énumération des autorisations législatives - Registraire de la Cour suprême du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	10 567 763	10 444 278	10 555 565
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 083 459	4 113 785	4 409 889

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en

matière de sécurité nationale et de renseignement

Raison d'être

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) est un organisme indépendant qui rend compte au Parlement des résultats des revues de toutes les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de s'assurer qu'elles sont légales, raisonnables et nécessaires. L'OSSNR entend également les plaintes du public concernant les principales agences et activités de sécurité nationale.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'OSSNR.

Tableau 367. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	17 008 811	17 697 005	17 684 105	16 389 075
Total des crédits votés		17 008 811	17 697 005	17 684 105	16 389 075
Total des postes législatifs		1 830 688	1 907 777	1 907 777	2 049 361

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des dépenses budgétaires	18 839 499	19 604 782	19 591 882	18 438 436

Tableau 368. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes	10 599 557	0	0	0	10 599 557
Services internes	7 838 879	0	0	0	7 838 879
Total	18 438 436	0	0	0	18 438 436

Tableau 369. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 830 688	1 907 777	2 049 361

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Raison d'être

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC), qui a été créé suivant une entente intervenue à la Conférence des premiers ministres qui a eu lieu en mai 1973, est un organisme des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Son mandat est d'offrir des services administratifs de soutien et de planification aux conférences intergouvernementales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres.

Les conférences intergouvernementales sont un précieux outil de consultation et de négociation entre les divers ordres de gouvernement. En outre, elles facilitent l'élaboration des politiques nationales, provinciales et territoriales. Elles sont un élément essentiel du fonctionnement de la fédération canadienne, et elles illustrent l'un des principes fondamentaux de notre société démocratique.

En exécutant avec doigté la planification logistique de ces réunions et en assurant leur bon déroulement, non seulement le SCIC soulage-t-il les gouvernements du processus administratif des conférences, mais il leur

permet également de profiter grandement d'importantes économies d'échelle.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 370. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	7 546 071	7 310 085	7 310 085	5 889 800
Total des crédits votés	7 546 071	7 310 085	7 310 085	5 889 800
Total des postes législatifs	578 838	591 098	591 098	529 339
Total des dépenses budgétaires	8 124 909	7 901 183	7 901 183	6 419 139

Tableau 371. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transferts	Recettes et autres réductions	Tc
--	----------------	---------------------	-------------------------	-------------------------------	----

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tc
Services des conférences intergouvernementales	5 135 311	0	0	0	5 13
Services internes	1 283 828	0	0	0	1 28
Total	6 419 139	0	0	0	6 41

Tableau 372. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	578 838	591 098	529 339

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Raison d'être

Le rôle du Secrétariat est d'assister le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'accomplissement de son mandat d'examiner les structures et les activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du Secrétariat.

Tableau 373. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	2 877 425	3 500 367	3 500 367	3 294 457
Total des crédits votés		2 877 425	3 500 367	3 500 367	3 294 457
Total des postes législatifs		215 929	260 007	260 007	249 359
Total des dépenses budgétaires		3 093 354	3 760 374	3 760 374	3 543 816

Tableau 374. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien à l'examen parlementaire des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	2 258 747	0	0	0	2 258 747
Services internes	1 285 069	0	0	0	1 285 069
Total	3 543 816	0	0	0	3 543 816

Tableau 375. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	215 929	260 007	249 359

Secrétariat du Conseil du Trésor

Raison d'être

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (le Secrétariat), sous la direction du président du Conseil du Trésor, est l'organisme central qui agit comme organe administratif du Conseil du Trésor.

Le Conseil du Trésor est un comité du Conseil privé du Roi pour le Canada qui supervise la gestion efficace des fonds publics, de la fonction publique et des politiques pangouvernementales qui permettent d'accroître l'efficacité et la productivité ainsi que d'améliorer de façon continue la prestation des programmes axés sur les clients. À cet égard, le Conseil travaille notamment à accélérer la numérisation et l'utilisation de l'intelligence artificielle dans l'ensemble du gouvernement.

Le mandat du Conseil du Trésor est tiré de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 376. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Conseil du Trésor

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	335 887 845	385 107 943	407 350 398	370 381 412
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	0	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
10	Initiatives pangouvernementales	0	21 073 515	28 073 515	32 594 649
15	Rajustements à la rémunération	0	0	346 200 711	0
20	Assurances de la fonction publique	4 232 621 232	4 004 854 465	4 600 795 178	5 040 187 474
25	Report du budget de fonctionnement	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	0	600 000 000	740 000 000	600 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000
50	Initiatives en matière de défense et de sécurité	0	0	1 000 000 000	1 000 000 000
Total des crédits votés		4 568 509 077	9 761 035 923	11 872 419 802	11 793 163 535
Total des postes législatifs		6 467 763 896	40 503 471	40 503 471	41 907 704
Total des dépenses budgétaires		11 036 272 973	9 801 539 394	11 912 923 273	11 835 071 239

**Tableau 377. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétair
Secrétariat du Conseil du Trésor**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tota
Surveillance des dépenses	5 679 613 802	750 000 000	0	0	6 429 61
Employeur	6 162 111 907	0	500 000	(1 005 166 565)	5 157 44
Leadership administratif	206 598 156	0	281 690	(76 764 638)	130 11
Surveillance réglementaire	10 844 529	0	0	0	10 84
Services internes	117 391 226	0	0	(10 338 868)	107 05
Total	12 176 559 620	750 000 000	781 690	(1 092 270 071)	11 835 07

Tableau 378. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Secrétariat du Conseil du Trésor (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	373 521	281 690	281 690
Autres paiements de transfert			
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	0	495 000	495 000

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	339 394	5 000	5 000

Tableau 379. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Conseil du Trésor - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	42 663 517	40 401 171	41 801 704
Traitement ministériel et allocation automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	98 800	102 300	106 000

Sénat

Raison d'être

Le Sénat du Canada, créé en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, est une chambre indépendante et un complément de la Chambre des communes. Le Sénat compte 105 membres qui font l'objet d'une nomination et qui proviennent des provinces et des territoires. Son but premier est d'étudier toutes les mesures législatives émanant du Sénat ou adoptées par la

Chambre des communes. Pour acquérir force de loi, chaque projet de loi doit être approuvé sous la même forme par le Sénat et la Chambre des communes. Le Sénat a le pouvoir d'adopter, d'amender ou de rejeter les projets de loi. Dans les faits, il rejette rarement les projets de loi, mais il les amende fréquemment. Par l'entremise de ses comités, le Sénat procède également à l'examen de questions d'intérêt public, un examen approfondi s'échelonnant souvent sur une longue période, afin d'être en mesure de bien conseiller le gouvernement et d'éclairer le débat sur des questions importantes pour les Canadiens.

Le président du Sénat est responsable de cette institution.

Tableau 380. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Sénat

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	90 300 978	97 624 640	96 777 563
Total des crédits votés		90 300 978	97 624 640	96 777 563
Total des postes législatifs		39 638 857	41 633 796	44 632 243
Total des dépenses budgétaires		129 939 835	139 258 436	141 409 806

**Tableau 381. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Sénat**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux	67 938 829	0	0	0	67 938 829
Soutien administratif	46 541 290	0	5 000	0	46 546 290
Chambre, comités et associations	26 324 687	0	600 000	0	26 924 687
Total	140 804 806	0	605 000	0	141 409 806

**Tableau 382. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Sénat
(dollars)**

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions			
Contributions aux associations et groupe(s) parlementaires	566 625	475 000	605 000

**Tableau 383. Énumération des autorisations législatives - Sénat -
Budgétaire (dollars)**

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>; contributions au compte d’allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5)	29 829 985	30 235 473	31 960 800
Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	9 808 872	11 398 323	12 671 443

Service administratif des tribunaux judiciaires

Raison d’être

Le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) a été créé en 2003, au moment de l’entrée en vigueur de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*. La raison d’être du SATJ est de fournir des services judiciaires, de greffe et ministériels, pertinents et performants, à quatre cours supérieures d’archives, soit à la Cour d’appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d’appel de la cour martiale du Canada et à la Cour canadienne de l’impôt. La loi accroît l’indépendance judiciaire en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d’assurer les services administratifs des tribunaux et accroît la responsabilité à l’égard de l’utilisation des fonds publics.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SATJ.

Tableau 384. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	123 276 425	197 723 732	202 792 177	177 104 676
Total des crédits votés		123 276 425	197 723 732	202 792 177	177 104 676
Total des postes législatifs		12 444 882	11 016 793	12 090 890	11 637 017
Total des dépenses budgétaires		135 721 307	208 740 525	214 883 067	188 741 693

Tableau 385. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services administratifs appuyant les Cours nationales du Canada	115 236 793	41 983 489	0	0	157 220 282
Services internes	31 521 411	0	0	0	31 521 411
Total	146 758 204	41 983 489	0	0	188 741 693

Tableau 386. Énumération des autorisations législatives - Service administratif des tribunaux judiciaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 444 691	12 090 890	11 637 017

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Raison d'être

Le SCDATA fournit des installations et un soutien administratif à 12 tribunaux administratifs fédéraux et au Conseil national mixte (CNM), les aidant à s'acquitter de leurs responsabilités respectives et à prendre des décisions conformes aux lois et procédures qui régissent leur travail.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SCDATA.

Tableau 387. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	72 960 811	68 848 388	72 924 472	65 396 288
Total des crédits votés		72 960 811	68 848 388	72 924 472	65 396 288
Total des postes législatifs		12 998 490	13 621 885	14 304 944	13 955 310
Total des dépenses budgétaires		85 959 301	82 470 273	87 229 416	79 351 598

Tableau 388. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	90 753 392	0	0	(34 853 391)	55 900 001
Services internes	26 501 681	0	0	(3 050 084)	23 451 597
Total	117 255 073	0	0	(37 903 475)	79 351 598

Tableau 389. Énumération des autorisations législatives - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 997 869	14 304 944	13 955 310

Service canadien du renseignement de sécurité

Raison d'être

Selon la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, le mandat du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est de mener des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts

liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le SCRS fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le SCRS a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Tableau 390. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien du renseignement de sécurité

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	748 322 493	907 947 462	918 324 834	930 948 484
Total des crédits votés		748 322 493	907 947 462	918 324 834	930 948 484
Total des postes législatifs		64 694 921	72 192 509	74 047 502	81 907 699
Total des dépenses budgétaires		813 017 414	980 139 971	992 372 336	1 012 856 183

**Tableau 391. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Service canadien du renseignement de sécurité**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité et renseignement	1 012 856 183	0	0	0	1 012 856 183
Total	1 012 856 183	0	0	0	1 012 856 183

Tableau 392. Énumération des autorisations législatives - Service canadien du renseignement de sécurité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 757 162	74 047 502	81 907 699

Service correctionnel du Canada

Raison d'être

Le but du système correctionnel fédéral, comme le définit la loi, est de contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la

collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois (*Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, article 3).

Le Service correctionnel du Canada, en tant que composante du système de justice pénale et dans la reconnaissance de la primauté du droit, contribue à la sécurité publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 393. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	3 084 547 130	3 227 384 720	3 367 812 903	3 296 446 429
5	246 251 581	337 357 217	337 357 217	382 568 067
-	0	1	1	0
Total des crédits votés	3 330 798 711	3 564 741 938	3 705 170 121	3 679 014 496

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	269 718 706	297 787 547	312 582 379	321 559 689
Total des dépenses budgétaires	3 600 517 417	3 862 529 485	4 017 752 500	4 000 574 185
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés				
- Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte de prêts aux libérés conditionnels	(220)	0	0	0
Total des crédits votés	(220)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	(220)	0	0	0

Tableau 394. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire
Service correctionnel du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prise en charge et garde	2 467 844 314	321 614 857	200 000	0	2 789 659
Interventions correctionnelles	682 567 267	26 743 788	642 857	(139 665 868)	570 288

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance dans la collectivité	227 549 207	1 670 000	857 143	0	230 076
Services internes	381 954 598	32 539 422	0	(3 943 400)	410 550
Total	3 759 915 386	382 568 067	1 700 000	(143 609 268)	4 000 574

Tableau 395. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Service correctionnel du Canada (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire	119 960	200 000	200 000
Contributions			
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	1 351 067	1 500 000	1 500 000

Tableau 396. Énumération des autorisations législatives - Service correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	274 381 699	312 582 379	321 559 689

Service de protection parlementaire

Raison d'être

Établi en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, le Service de protection parlementaire (SPP) est une entité parlementaire distincte chargée des questions concernant la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le SPP exerce ses devoirs et fonctions en respectant les pouvoirs, droits, privilèges et immunités du Sénat et de la Chambre des communes et de leurs membres. Le SPP est placé sous la responsabilité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes agissant en qualité de gardiens des pouvoirs, droits, privilèges et immunités de leurs chambres respectives et de leurs membres.

Les présidents et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ont conclu un arrangement en vue de la prestation, par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), de services de sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le directeur du SPP, un membre de la GRC, est chargé de la gestion du SPP.

Tableau 397. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service de protection parlementaire

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	95 886 262	106 149 851	106 149 851
Total des crédits votés		95 886 262	106 149 851	106 149 851
Total des postes législatifs		11 938 505	13 487 461	14 800 950
Total des dépenses budgétaires		107 824 767	119 637 312	120 950 801

Tableau 398. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Service de protection parlementaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité physique	122 950 801	0	0	(2 000 000)	120 950 801
Total	122 950 801	0	0	(2 000 000)	120 950 801

Tableau 399. Énumération des autorisations législatives - Service de protection parlementaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 938 505	13 487 461	14 800 950

Services partagés Canada

Raison d'être

Services partagés Canada (SPC) fournit l'infrastructure essentielle des technologies de l'information (TI) et les services numériques à l'appui des opérations du gouvernement du Canada. SPC est chargé de la transformation et de l'adaptation numériques des programmes et services gouvernementaux par la prestation de plateformes d'entreprise, de réseaux, de l'hébergement et de solutions numériques sécuritaires, fiables et adaptables. SPC appuie les ministères dans l'exécution plus efficace de programmes et de services à la population canadienne.

Dans la prestation de services à plus de 90 ministères et organismes, SPC emploie un modèle de prestation de services de TI d'entreprise qui favorise la mise en commun des solutions et des plateformes pour uniformiser, consolider et moderniser les solutions de TI, tout en réduisant les anciens systèmes. SPC cherche à offrir des connexions rapides, fiables et sécurisées, veille à ce que le personnel dispose d'outils numériques modernes et appuie les ministères dans la création et la prestation de leurs services à la population canadienne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le Plan ministériel de SPC.

Tableau 400. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Services partagés Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 298 077 003	2 200 787 724	2 262 261 426	2 049 751 570
5	Dépenses en capital	164 502 756	146 129 643	142 150 707	157 721 344
Total des crédits votés		2 462 579 759	2 346 917 367	2 404 412 133	2 207 472 914
Total des postes législatifs		154 433 541	143 216 590	145 700 694	154 051 862
Total des dépenses budgétaires		2 617 013 300	2 490 133 957	2 550 112 827	2 361 524 776

Tableau 401. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Services partagés Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Tota
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	2 954 842 752	212 005 679	0	(1 063 000 000)	2 103 848
Services internes	251 960 680	5 715 665	0	0	257 676
Total	3 206 803 432	217 721 344	0	(1 063 000 000)	2 361 524

Tableau 402. Énumération des autorisations législatives - Services partagés Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	150 232 342	145 700 694	154 051 862

Société canadienne des postes

Raison d'être

La Société canadienne des postes a pour mandat d'offrir un service de haute qualité à un prix raisonnable aux Canadiens et de tirer profit des occasions créées par les nouvelles technologies et l'évolution des attentes

de ses clients et des collectivités qu'elle sert, tout en étant viable sur le plan financier.

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société exécute également certains programmes de politique publique pour le gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Tableau 403. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne des postes

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000
- Paiements à la Société aux fins visées à l'article 31 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i>	0	1 034 000 000	2 042 000 000	0
Total des crédits votés	22 210 000	1 056 210 000	2 064 210 000	22 210 000
Total des dépenses budgétaires	22 210 000	1 056 210 000	2 064 210 000	22 210 000

**Tableau 404. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - Société canadienne des postes**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société canadienne des postes	22 210 000	0	0	0	22 210 000
Total	22 210 000	0	0	0	22 210 000

Société canadienne d’hypothèques et de logement

Raison d’être

Depuis sa création en 1946 sous forme de société d’État fédérale pour remédier à la pénurie de logements après la guerre, la Société canadienne d’hypothèques et de logement (SCHL) a vu son rôle évoluer en fonction des besoins de la population canadienne. Son mandat consiste actuellement à faciliter l’accès au logement et à contribuer à la stabilité financière afin que les personnes habitant au Canada puissent se loger en fonction de leurs besoins.

La SCHL reçoit des crédits parlementaires pour financer les programmes de logement à l’intérieur et à l’extérieur des réserves. En collaboration avec les provinces et les territoires, les Autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits) ainsi que les secteurs privés et sans but lucratif, la SCHL favorise l’accès au logement abordable des personnes habitant au Canada qui ont besoin de se loger.

Le rôle joué par la SCHL (offrir de l'assurance prêt hypothécaire et de la titrisation) dans le système canadien de financement de l'habitation contribue à rendre celui-ci vigoureux, stable et accessible partout au pays.

Les activités de la SCHL dans le cadre de la série « Économie et perspectives de l'habitation » favorisent la prise de décisions éclairées par la production, l'interprétation et la transmission de données et d'informations en matière d'habitation.

Des renseignements supplémentaires seront fournis dans le site Web de la SCHL une fois le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation déposé à la Chambre des communes.

Tableau 405. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	5 466 687 949	6 363 904 082	6 465 012 197	6 128 083 371
Total des crédits votés	5 466 687 949	6 363 904 082	6 465 012 197	6 128 083 371

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Total des postes législatifs	(23 098 325)	3 800 000	3 800 000	0
Total des dépenses budgétaires	5 443 589 624	6 367 704 082	6 468 812 197	6 128 083 371
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(194 777 830)	(158 996 869)	(158 996 869)	(135 400 563)
Total des dépenses non budgétaires	(194 777 830)	(158 996 869)	(158 996 869)	(135 400 563)

Tableau 406. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	2 801 094 440	0	0	0	2 801 094 440
Financement de l'habitation	2 103 486 010	0	0	0	2 103 486 010

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	1 223 502 921	0	0	0	1 223 502 921
Total	6 128 083 371	0	0	0	6 128 083 371

Tableau 407. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Non budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	(135 400 563)
Total	(135 400 563)

Tableau 408. Énumération des autorisations législatives - Société canadienne d'hypothèques et de logement - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(194 777 830)	(158 996 869)	(135 400 563)

Société du Centre national des Arts

Raison d'être

La Société du Centre national des Arts (CNA) a été constituée en 1966 en vertu de la *Loi sur le Centre national des Arts*. Elle a pour mandat d'exploiter et d'administrer le CNA, de développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et d'aider le Conseil des arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada. La Société du CNA organise et commandite des activités liées aux arts d'interprétation; encourage et facilite le développement de troupes; organise ou commandite la diffusion d'émissions Web, de radio et de télévision; loge les organisations nationales et locales œuvrant au développement des arts d'interprétation au Canada; organise ailleurs au Canada des spectacles et des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies ou non au Canada; et organise, à l'extérieur du Canada, des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan stratégique de l'organisation.

Tableau 409. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société du Centre national des Arts

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	59 524 537	57 122 713	57 772 713	56 681 299
Total des crédits votés	59 524 537	57 122 713	57 772 713	56 681 299
Total des dépenses budgétaires	59 524 537	57 122 713	57 772 713	56 681 299

Tableau 410. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Société du Centre national des Arts

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société du Centre national des Arts	56 681 299	0	0	0	56 681 299
Total	56 681 299	0	0	0	56 681 299

Société Radio-Canada

Raison d'être

Au sens de la *Loi sur la radiodiffusion de 1991*, la Société Radio-Canada (la Société), à titre de radiodiffuseur public national, devrait offrir des services de radio et de télévision comportant une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit.

La programmation de la Société devrait à la fois :

- être principalement et typiquement canadienne;
- refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu’au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions;
- contribuer activement à l’expression culturelle et à l’échange des diverses formes qu’elle peut prendre;
- être offerte en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle, y compris ceux des minorités de l’une ou de l’autre langue;
- chercher à être de qualité équivalente en français et en anglais;
- contribuer au partage d’une conscience et d’une identité nationales;
- être offerte partout au Canada de la manière la plus adéquate et efficace, au fur et à mesure de la disponibilité des moyens;
- refléter le caractère multiculturel et multiracial du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d’entreprise de l’organisation.

Tableau 411. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Société Radio-Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027

		Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 309 339 411	1 307 346 411	1 457 346 411	1 263 214 311
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	111 898 000	113 891 000	113 891 000	116 038 000
Total des crédits votés		1 425 237 411	1 425 237 411	1 575 237 411	1 383 252 311
Total des dépenses budgétaires		1 425 237 411	1 425 237 411	1 575 237 411	1 383 252 311

Tableau 412. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Société Radio-Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société Radio-Canada	1 263 214 311	120 038 000	0	0	1 383 252 311
Total	1 263 214 311	120 038 000	0	0	1 383 252 311

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Raison d'être

La Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique a été créée dans le but :

- d'approfondir les connaissances sur l'Arctique canadien en vue d'améliorer les perspectives économiques, la gestion environnementale et la qualité de vie des personnes qui y résident et de tous les autres Canadiens;
- de promouvoir le développement et la diffusion des connaissances relatives aux autres régions circumpolaires, y compris l'Antarctique;
- de renforcer le leadership du Canada relativement aux questions liées à l'Arctique;
- d'établir un centre de recherche scientifique dans l'Arctique canadien.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 413. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
1 Dépenses du programme	34 691 452	32 369 800	33 379 724	34 688 618
Total des crédits votés	34 691 452	32 369 800	33 379 724	34 688 618
Total des postes législatifs	1 775 859	2 663 559	2 663 559	2 830 315
Total des dépenses budgétaires	36 467 311	35 033 359	36 043 283	37 518 933

Tableau 414. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et savoir polaires	20 649 751	0	7 796 000	0	28 445 751
Services internes	9 073 182	0	0	0	9 073 182
Total	29 722 933	0	7 796 000	0	37 518 933

Tableau 415. Liste des paiements de transfert de 2026-2027 - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Subventions			
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	1 356 000	1 356 000	1 356 000
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et les activités qui ont trait aux régions polaires	400 000	400 000	400 000
Contributions			
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	6 318 681	6 040 000	6 040 000

Tableau 416. Énumération des autorisations législatives - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 775 859	1 931 460	2 098 216
Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	0	732 099	732 099

Statistique Canada

Raison d'être

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de données statistiques sur le Canada qui répondent à leurs besoins d'information les plus prioritaires.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de cette loi, l'organisme doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques portant sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci. La loi stipule également que Statistique Canada doit réaliser un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et que l'organisme doit protéger la confidentialité de l'information qui lui est confiée.

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens tous les renseignements importants sur l'économie, la société et l'environnement du pays dont ils ont besoin pour assumer efficacement leur rôle de citoyens et de décideurs dans un monde en évolution rapide.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Tableau 417. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Statistique Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	638 023 508	724 102 650	723 116 639	945 504 203
Total des crédits votés		638 023 508	724 102 650	723 116 639	945 504 203
Total des postes législatifs		96 249 146	103 805 880	103 926 033	110 523 526
Total des dépenses budgétaires		734 272 654	827 908 530	827 042 672	1 056 027 729

Tableau 418. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire Statistique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Renseignements statistiques	1 090 488 458	0	0	(119 872 672)	970 615
Services internes	85 539 271	0	0	(127 328)	85 411
Total	1 176 027 729	0	0	(120 000 000)	1 056 027

Tableau 419. Énumération des autorisations législatives - Statistique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 235 802	103 926 033	110 523 526

Téléfilm Canada

Raison d'être

Téléfilm Canada (Téléfilm) est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur Téléfilm Canada*.

La mission de Téléfilm est de soutenir et de promouvoir l'industrie audiovisuelle canadienne et autochtone pour la faire rayonner sur tous les écrans. À travers son continuum de programmes, Téléfilm couvre tous les points de contact de l'écosystème de l'industrie : de la formation, du développement et de la production à la distribution, l'exportation, la promotion et la commercialisation tant au Canada qu'à l'international.

Téléfilm est également responsable de l'évaluation et de la recommandation de projets susceptibles d'être reconnus par le ministère du Patrimoine canadien en vertu des traités internationaux de coproductions audiovisuelles.

Téléfilm en est à la troisième année de son plan stratégique et de son plan d'entreprise 2024-2027. Ces plans intègrent les objectifs, les actions et les résultats attendus de Téléfilm pour les prochains exercices.

Tableau 420. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Téléfilm Canada

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la Loi sur Téléfilm Canada	158 302 331	162 955 591	165 055 591	111 632 291
Total des crédits votés	158 302 331	162 955 591	165 055 591	111 632 291
Total des dépenses budgétaires	158 302 331	162 955 591	165 055 591	111 632 291

Tableau 421. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Téléfilm Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement à la production de contenus canadiens	68 117 755	0	0	0	68 117 755

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Promotion des talents et des contenus canadiens	29 811 125	0	0	0	29 811 125
Services internes	13 703 411	0	0	0	13 703 411
Total	111 632 291	0	0	0	111 632 291

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Raison d'être

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) (le Tribunal) est un tribunal indépendant et administratif, créé en 1995. Le Tribunal offre un programme d'appel concernant les décisions relatives aux invalidités liées au service prises par le ministère des Anciens Combattants. Ce programme offre aux requérants deux niveaux de recours pour les décisions relatives aux prestations d'invalidité et le dernier niveau d'appel pour les demandes d'allocation aux anciens combattants.

Le Tribunal a pour objectif de veiller à ce que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, et leurs familles reçoivent les prestations d'invalidité auxquelles ils ont droit.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Tableau 422. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	19 041 506	20 240 594	20 240 594	20 066 969
Total des crédits votés		19 041 506	20 240 594	20 240 594	20 066 969
Total des postes législatifs		2 219 101	2 832 664	2 832 664	3 012 361
Total des dépenses budgétaires		21 260 607	23 073 258	23 073 258	23 079 330

Tableau 423. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Appels	23 079 330	0	0	0	23 079 330
Total	23 079 330	0	0	0	23 079 330

Tableau 424. Énumération des autorisations législatives - Tribunal des anciens combattants (révision et appel) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2024-2025	Budget des dépenses à ce jour 2025-2026	Budget principal des dépenses 2026-2027
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 219 101	2 832 664	3 012 361

VIA HFR - VIA TGF Inc.

Raison d'être

VIA HFR - VIA TGF Inc. (la Société) a été créée en novembre 2022 en tant que filiale en propriété exclusive de VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société va élaborer et mettre en oeuvre un train à grande vitesse (Alto), qui propose de construire un réseau interurbain de services ferroviaires voyageurs de près de 1 000 kilomètres sur des voies essentiellement réservées reliant les centres urbains majeurs de Québec, Trois-Rivières, Laval, Montréal, Ottawa, Peterborough et Toronto. Son mandat prévoit la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien de services ferroviaires voyageurs au moyen d'un ou de plusieurs accords avec le secteur privé. La Société fonctionnera indépendamment de VIA Rail et agira à titre de bureau de projet consacré à l'initiative.

Tableau 425. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	69 825 000	597 022 518	597 022 518	710 159 448
Total des crédits votés	69 825 000	597 022 518	597 022 518	710 159 448
Total des dépenses budgétaires	69 825 000	597 022 518	597 022 518	710 159 448

Tableau 426. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet - Budgétaire - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA HFR - VIA TGF Inc.	708 159 448	2 000 000	0	0	710 159 448
Total	708 159 448	2 000 000	0	0	710 159 448

VIA Rail Canada Inc.

Raison d'être

La société d'État VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) a été mise sur pied en 1978 afin d'agir en tant que transporteur ferroviaire de passagers au Canada.

Son objectif consiste à offrir un service voyageur sécuritaire, efficace, durable sur le plan environnemental et fiable au Canada. Le réseau comprend des trains qui sont exploités dans le corridor Québec-Windsor et des trains qui parcourent de longues distances entre Toronto et Vancouver et entre Montréal et Halifax. VIA Rail offre également un service de transport ferroviaire voyageur dans les régions et les localités éloignées, dont certaines ne disposant d'aucun autre moyen de transport à l'année.

Les détails sur les activités courantes de VIA Rail sont fournis dans le rapport annuel et le sommaire du plan d'entreprise, disponibles sur le site internet de VIA Rail.

Tableau 427. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA Rail Canada Inc.

	Dépenses réelles 2024-2025	2025-2026 Budget principal des dépenses	2025-2026 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2026-2027
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	878 574 403	1 337 761 231	2 315 124 045	1 152 590 245
Total des crédits votés	878 574 403	1 337 761 231	2 315 124 045	1 152 590 245
Total des dépenses budgétaires	878 574 403	1 337 761 231	2 315 124 045	1 152 590 245

**Tableau 428. Budget principal des dépenses 2026-2027 par objet -
Budgétaire - VIA Rail Canada Inc.**

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA Rail Canada Inc.	161 521 399	991 068 846	0	0	1 152 590 245
Total	161 521 399	991 068 846	0	0	1 152 590 245

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2026-2027

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses 2026-2027**.

Tableau 429. Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	562 129 853

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	540 000
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	31 547 131
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	99 307 483
Total		130 854 614
AGENCE CANADIENNE DE L'EAU		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	34 693 471
5	<ul style="list-style-type: none"> • Contributions 	42 244 658
Total		76 938 129
AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION D'IMPACT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la réalisation d'évaluations par une commission; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	78 490 986

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	20 738 903
Total		99 229 889
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	659 250 906
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	17 977 389
Total		677 228 295
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	48 644 666
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	360 094 322

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		408 738 988
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	30 007 662
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	146 993 207
Total		177 000 869
AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	1 129 244 573
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	16 725 609

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	316 292 888
Total		1 462 263 070
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	70 491 619
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	308 687 375
Total		379 178 994
AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	2 494 760 127
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	236 770 191
Total		2 731 530 318

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE NORD DE L'ONTARIO		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	16 213 940
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	65 156 604
Total		81 370 544
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	37 137 445

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	347 638 258
Total		384 775 703
AGENCE PARCS CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b. les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières. 	626 338 961
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	356 664 676
10	<ul style="list-style-type: none"> • Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 	24 947 397
Total		1 007 951 034
AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	312 870 750
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	520 371 623
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	60 981 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		894 223 373
AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à l’Autorité pour l’exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l’Accord sur le passage Canada-Michigan 	223 215 674
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l’exercice qui proviennent de ses activités 	61 252 843
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les droits d’accès à la collection et les frais de reproduction d’éléments de celle-ci; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. 	135 944 977
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	33 394 401
Total		169 339 378
BUREAU CANADIEN D’ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	36 525 038

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	6 828 341
BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement du Bureau du commissaire à la magistrature fédérale Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> 	11 244 312
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement du Conseil canadien de la magistrature 	2 713 390
Total		13 957 702
BUREAU DU COMMISSAIRE AU RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	2 454 225
BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	8 284 644
BUREAU DU CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	1 507 801
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b. les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparissant devant des commissions d'enquête; c. le fonctionnement de la résidence du premier ministre. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation en matière d'analyse du renseignement; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	224 349 806

BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de poursuites et les services connexes; b. les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	203 084 260
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	69 035 982
BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 256 260
BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général 	22 179 234
BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	1 224 899
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b. les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>. 	120 304 758
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 947 344
CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	45 505 984
CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	1 915 184 180
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Centre 	139 273 031
CHAMBRE DES COMMUNES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	472 109 441
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 087 882
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DES GRIEFS MILITAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 376 255
COMMISSARIAT À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Contributions 	7 147 940
COMMISSARIAT AU LOBBYING		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 463 805
COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	23 939 974
COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme – Commissariat à l'information 	15 737 098

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée • Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	33 232 604
Total		48 969 702
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	33 077 305
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 088 821
COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	54 062 479
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	4 808 231

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission 	93 365 772
COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	26 291 690
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement 	87 056 281
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses en capital 	74 900 000
Total		161 956 281
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	86 007 513
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	302 785 263
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	13 833 559
COMMISSION DES DÉBATS DES CHEFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	2 938 864
COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	63 077 947
COMMISSION D'EXAMEN DES ERREURS DU SYSTÈME JUDICIAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	8 765 182
COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	5 572 620
COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	4 251 677
COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	3 217 793
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE)		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements • Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié • Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs 	7 673 621
CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> 	18 912 125
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci dans le cadre de ses activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor 	4 878 929
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	50 025 991
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 351 984 353
Total		1 402 010 344
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	79 182 897

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 527 732 810
Total		1 606 915 707
CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> 	357 666 546
CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	15 574 520
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	595 203 032
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	317 578 865
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres 	736 369 902
Total		1 649 151 799
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Corporation 	13 772 022
ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	66 678 116
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	1 704 470 844
FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS RACIALES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 	12 000 000
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	3 868 940 232
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	451 267 333
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	26 676 685

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de prestations d'invalidité et de soins de santé ou d'autres ententes pour les membres actifs et les membres à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre de primes, de contributions, d'avantages sociaux, de frais et d'autres dépenses pour ces membres et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des paiements effectués au titre du présent crédit au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent d'arrangements sur les services de police 	1 159 839 174
Total		5 506 723 424
INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	76 580 072
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 400 413 601
Total		1 476 993 673
INVESTIR AU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	29 860 156
LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, du pont de Québec, de l'Estacade, du tunnel de Melocheville et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et relativement à l'aménagement des berges en lien avec le projet Héritage Champlain • Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités à l'égard de projets au Québec 	263 313 989
MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion • Paiements à la société pour les dépenses en capital • Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes 	133 391 174
MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 891 240 714</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">3 454 394</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	<p style="text-align: right;">2 394 061 854</p>
Total		<p style="text-align: right;">4 288 756 962</p>
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 129 086 308 732 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 76 135 188 529 \$ deviendra payable dans les années à venir) • Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom • Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation 	<p style="text-align: right;">26 667</p> <p style="text-align: right;">839 458</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
	<p>de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p>17 968 133 395</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> i. la fourniture de biens ou de services, ii. l'utilisation d'installations; b. les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour : <ul style="list-style-type: none"> i. l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, ii. la fourniture de services aux fins de défense, iii. l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense. 	<p>3 286 332 656</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	446 727 532
Total		48 369 033 041
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	47 589 003
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	280 723 712

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		328 312 715
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b. l'administration du programme « Agri-stabilité »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	647 737 493
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	67 699 368
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	782 888 844
Total		1 498 325 705
MINISTÈRE DE LA JUSTICE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services juridiques fournis aux ministères fédéraux, à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; b. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	304 817 169
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	745 581 883
Total		1 050 399 052
MINISTÈRE DE LA SANTÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : <ul style="list-style-type: none"> a. le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b. le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c. le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">4 471</p> <p style="text-align: right;">969 789</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">22 558</p> <p style="text-align: right;">931</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	5 932 344 127
Total		10 426 872 847
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses en capital • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	265 778 295
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 958 506 033
Total		2 224 284 328
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c. tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d. la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 111</p> <p style="text-align: right;">834 762</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	12 513 074 018
Total		13 624 908 780
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b. les relevés hydrologiques; c. les services de réglementation; d. les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e. les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f. les permis; g. les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	969 963 675

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations • Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral 	70 255 723
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services 	342 921 705
Total		1 383 141 103
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b. les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c. les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites; d. les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>; e. les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p>666 379</p> <p>648</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	73 437 460
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	7 923 243 891
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	300 000
L20	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	500 000
Total		8 663 860 999
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux • Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes • Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider et rapatrier les citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les foires commerciales et éducatives; b. les publications ministérielles; c. la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, ii. les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, iii. les services de développement des investissements, iv. les services de télécommunication internationale, v. les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, vi. les services consulaires spécialisés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département 	<p style="text-align: right;">2 253 688 827</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
	d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	267 262 031
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : <ul style="list-style-type: none"> a. la promotion du commerce et de l'investissement; b. l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 	4 193 112 769
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagées pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	120 518 249
20	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par la ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2026-2027, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, ne dépasse pas 222 413 588 \$ 	1
Total		6 834 581 877
MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics • Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a. aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b. à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 767</p> <p style="text-align: right;">834 523</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	<p style="text-align: right;">6 353</p> <p style="text-align: right;">012 942</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		8 120 847 465
MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	61 578 946
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	345 571 095
Total		407 150 041
MINISTÈRE DES FINANCES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	147 847 710
5	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 304 042 000 dollars canadiens pour l'exercice 2026-2027 	1
L25	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement par l'octroi de prêts qui, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, ne peut excéder 916 073 000 \$ US pour l'exercice 2026-2027 	1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
L30	<ul style="list-style-type: none"> Conformément au paragraphe 6(3) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i>, le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances sous forme d'émission de garanties à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, pour des prêts effectués par cette Banque à la société d'État ukrainienne Naftogaz, ne peut pas excéder, au total, deux cent millions d'euros pour les exercices 2026-2027 à 2030-2031 	1
L35	<ul style="list-style-type: none"> Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances sous forme de garanties émises à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, pour des prêts octroyés par cette banque au gouvernement ukrainien, ne peut pas excéder, au total, 1 000 000 000 \$ US pour les exercices 2026-2027 à 2051-2052 	1
Total		147 847 714
MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches • Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches • Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 129 592 734</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités • Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer 	<p style="text-align: right;">312 651 586</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">328 496 761</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		1 770 741 081
MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	4 096 431 570

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	225 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	7 738 322 736
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents) 	25 903 000
Total		11 860 882 306
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la vente de produits d'information et de produits forestiers; b. la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c. la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d. la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	884 836 089
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	51 814 394
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	2 455 233 835

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		3 391 884 318
MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">3 235</p> <p style="text-align: right;">321 307</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	6 644 760
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	20 683 431 371
Total		23 925 397 438
MINISTÈRE DES TRANSPORTS		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique • Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	955 203 243
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	160 558 327
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	2 486 722 790
Total		3 602 484 360
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 550 793 813
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux • Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux 	2 148 696 329
Total		5 699 490 142

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	322 920 795
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	95 055 747
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	7 539 407 017
Total		7 957 383 559
MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b. les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">218 269 156</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">1 606 092 571</p>
Total		<p style="text-align: right;">1 824 361 727</p>
MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">30 041 517</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	76 855 199
MUSÉE CANADIEN DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 080 571
MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25 407 184
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	40 831 313
5	• Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000
Total		48 831 313
MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	41 029 594
OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
1	• Dépenses du programme	31 179 231
OFFICE NATIONAL DU FILM		
1	• Dépenses du programme	72 476 403
ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSIBILITÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement 	11 786 820
5	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	8 500 000
Total		20 286 820
RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	105 900 587
REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	37 464 713
SECRETARIAT DE L'OFFICE DE SURVEILLANCE DES ACTIVITES EN MATIERE DE SECURITE NATIONALE ET DE RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	16 389 075
SECRETARIAT DES CONFERENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	5 889 800
SECRETARIAT DU COMITE DES PARLEMENTAIRES SUR LA SECURITE NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	3 294 457
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	370 381 412
5	<p>Dépenses éventuelles du gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit • Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues — auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs —, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées • Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit 	1 000 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	Initiatives pangouvernementales <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique 	32 594 649
20	Assurances de la fonction publique <ul style="list-style-type: none"> • À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes — ou de l'administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses • Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : <ol style="list-style-type: none"> a. pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b. pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>, pour l'excédent des primes retenues. 	5 040 187 474
25	Report du budget de fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent 	3 000 000 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
30	Besoins en matière de rémunération <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : <ul style="list-style-type: none"> a. des prestations parentales et de maternité; b. des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c. des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération. 	600 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent 	750 000 000
50	Initiatives en matière de défense et de sécurité <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit en vue de payer pour des dépenses se rapportant à la défense nationale ou à la sécurité nationale, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées • Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit 	1 000 000 000
Total		11 793 163 535
SÉNAT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	96 777 563
SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	177 104 676
SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	65 396 288
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	930 948 484
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse • Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus • Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a. aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b. aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités. • Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b. de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c. du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	<p style="text-align: right;">3 296</p> <p style="text-align: right;">446 429</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	382 568 067
Total		3 679 014 496
SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	106 149 851
SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 	2 049 751 570
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> 	157 721 344
Total		2 207 472 914
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la Société à des fins spéciales 	22 210 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>; b. dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>. 	6 128 083 371
SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	56 681 299
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	1 263 214 311
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour le fonds de roulement 	4 000 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses en capital 	116 038 000
Total		1 383 252 311
STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	34 688 618
STATISTIQUE CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	945 504 203
TÉLÉFILM CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> 	111 632 291
TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	20 066 969
VIA HFR - VIA TGF INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	710 159 448
VIA RAIL CANADA INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion • Paiements à la société pour les dépenses en capital • Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> 	1 152 590 245
Total		225 606 818 628

Tableau 430. Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2028)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">4 798</p> <p style="text-align: right;">678 307</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	<p style="text-align: right;">49 200</p> <p style="text-align: right;">177</p>
Total		<p style="text-align: right;">4 847</p> <p style="text-align: right;">878 484</p>
Total		<p style="text-align: right;">4 847</p> <p style="text-align: right;">878 484</p>

Date de modification : 2026-03-03

$\frac{xx}{yy}$